

SOMMAIRE

INTRODUCTION	6
I. APPROCHE METHODOLOGIQUE.....	9
1.1. VISITES DE COURTOISIE AUX AUTORITES ADMINISTRATIVES ET LOCALES.....	9
1.2. REVUE DOCUMENTAIRE / ENTRETIENS EXPLORATOIRES.....	9
1.3 FORUM DE LANCEMENT.....	10
1.4. LE PRE-ZONAGE.....	10
1.5 CHOIX ET MISE A NIVEAU DES ANIMATEURS-RELAIS.....	10
1.6. COLLECTE DE DONNEES	11
1.7. PRE- TABLEAU DE BORD.....	11
1.8. DIAGNOSTICS SOUS-ZONAUX	12
1.9. REDYNAMISATION DU CC.....	12
1.10 MISE EN COHERENCE DES DIAGNOSTICS SOUS ZONAUX	13
1.11. PLANIFICATION.....	14
1.12 RESTITUTION – ADOPTION - APPROBATION.....	15
1.13. DIFFICULTES RENCONTREES	15
II. PRESENTATION DE LA CR.....	16
2.1 MILIEU PHYSIQUE	17
2.1.1 <i>Relief et sols</i>	17
2.1.2. <i>Climat</i>	18
2.1.3 <i>Végétation et faune</i>	19
2.1.4 <i>Ressource en eau</i> :.....	20
2.2 MILIEU HUMAIN	20
2.2.1 <i>Structure de la population</i>	20
2.2.2 <i>Mouvement de la population</i>	22
2.3 ZONAGE	23
III. BILAN DIAGNOSTIC	24
3.1 ANALYSE PAR SECTEUR	24
3.1.1 <i>Secteur primaire</i>	24
3.1.1.1 <i>Agriculture</i>	24
3.1.1.2 <i>Elevage</i>	26

3.1.1.3	Agroforesterie	29
3.1.1.4	Pêche.....	31
3.1.2	<i>Secteur secondaire</i>	35
3.1.2.1	Artisanat.....	35
3.1.2.2	Industries	36
3.1.2.3	Energie et mines	37
3.1.3	<i>Secteur tertiaire</i>	38
3.1.3.1	Commerce	38
3.1.3.2	Transports et communications.....	39
3.1.3.3	Epargne et crédit.....	41
3.1.3.4	Tourisme	42
3.1.4	<i>Secteur quaternaire</i>	44
3.1.4.1	Education.....	44
3.1.4.2	Enseignement formelle	45
3.1.4.3	Enseignement non formelle	48
3.1.4.4	Santé et Action Sociale.....	50
3.1.4.5	Jeunesse, Sports, Culture et Loisirs	55
3.1.4.6	Hydraulique.....	57
3.1.4.7	Assainissement.....	60
3.2	ANALYSE DE LA DYNAMIQUE COMMUNAUTAIRE	62
3.2.1	<i>Les groupements de promotion féminine (GPF)</i>	62
3.2.2	<i>Les Groupements d'Intérêt Economique (GIE)</i>	64
3.2.3	<i>Les associations religieuses</i>	65
3.2.4	<i>Les Associations Sportives et Culturelles (ASC)</i>	66
3.2.5	<i>Autres associations de développement communautaire</i>	67
3.3	DIAGNOSTIC INSTITUTIONNEL DU CONSEIL RURAL.....	72
3.4	LES SERVICES DECONCENTRES (CADL, SOUS PREFET).....	75
3.4.1	<i>La sous- préfecture</i>	75
3.4.2	<i>CADL de Ca brousse</i>	75
3.5	LES ORGANISMES D'APPUI AU DEVELOPPEMENT (ONG, PROJET OU PROGRAMME DE L'ÉTAT).....	77
3.6	ANALYSE DE LA DIMENSION CONFLIT	78
3.7	ANALYSE DE LA PROBLEMATIQUE DE L'EXCROISSANCE DE CAPSKIRRING	79
3.8	QUESTION GENRE	81

IV. PLANIFICATION DES ACTIONS DE DEVELOPPEMENT	83
4.1 AXES PRIORITAIRES DE DEVELOPPEMENT	83
4.2 PROGRAMME D' ACTIONS PRIORITAIRES	96
V. LES STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE	126
5.1 ASPECTS INSTITUTIONNELS DE LA MISE EN ŒUVRE	126
5.2 HORIZON TEMPOREL DU PLAN	126
5.3. LE PLAN ANNUEL D' INVESTISSEMENT (PAI).....	126
5.4. LE PLAN DE FORMATION	127
5.5. LE PLAN DE COMMUNICATION	127
5.6. LES STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI	128
5.6.1. <i>Le financement du PLD.....</i>	<i>128</i>
5.6.2. <i>Préparation des dossiers techniques</i>	<i>129</i>
5.6.3. <i>Sélection des prestataires.....</i>	<i>129</i>
5.6.4. <i>La mise en place du comité de construction</i>	<i>129</i>
5.6.5. <i>Exécution des projets.....</i>	<i>130</i>
5.6.6. <i>Mise en place des comités d'entretien et de maintenance</i>	<i>130</i>
ANNEXES	131
CARTOGRAPHIE	149

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACAS	:	Action en Casamance
AJAC	:	Association des Jeunes Agriculteurs de Casamance
AMA	:	Agence des Musulmans d'Afrique
ANCAR	:	Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural
ANRAC	:	Agence Nationale pour la Relance des Activités économiques etsociales en Casamance
APE	:	Association des Parents d'Elèves
APRAN	:	Association pour la Promotion Rurale de l'Arrondissement de Nyassia
ARD	:	Agence Régionale de Développement
ASC	:	Association Sportive et Culturelle
ASCOM	:	Assistant Communautaire
ASUFOR	:	Association des Usagers de Forage
CADL	:	Centre d'Appui au Développement Local
CC	:	Comité de Concertation
C.E.M	:	Collège d'Enseignement Moyen
CLCOP	:	Cadre Local de Concertation des Organisations de Producteurs
CODEC	:	Collectif des Directeurs d'Ecoles
CR	:	Communauté Rurale / Conseil Rural
GIE	:	Groupement d'Intérêt Economique
GPF	:	Groupement de Promotion Féminine
IDEE Casamance	:	Intervenir pour le Développement Ecologique de l'Environnement en Casamance
IDEN	:	Inspection Départementale de l'Education Nationale
OCB	:	Organisation Communautaire de Base
PADERCA	:	Projet d'Appui au Développement Rural en Casamance
PAM	:	Programme Alimentaire Mondial
PEPAM	:	Programme Eau Potable et Assainissement du Millénaire

PERACOD	:	Programme Promotion de l'Electrification Rurale et Approvisionnement en Combustibles Domestiques
PNDL	:	Programme National de Développement Local
PIA	:	Plan d'Investissement Annuel
PIL	:	Plan d'Investissement Local
PLD	:	Plan Local de Développement
PNDL	:	Programme National de Développement Local
PROCAS	:	Programme d'appui au développement socio économique pour la paix en Casamance.
RGPH	:	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
UNICEF	:	United Nations Information Children Education Fund
YMCA	:	Young Men's Christian Association

INTRODUCTION

Au début des années 1960, la gestion centralisée du pouvoir était une option politique fondamentale des pouvoirs publics. Elle s'est traduite par un découpage du territoire national en entités administratives à la tête desquelles se trouvaient des administrateurs chargés d'asseoir l'autorité et favoriser la promotion sociale et économique des administrés. Ces choix, fondés sur une approche centralisatrice de la politique de développement ont sinon totalement exclu, du moins faiblement impliqué les populations bénéficiaires, surtout en milieu rural, dans le processus d'identification et de mise en œuvre des actions de développement. Par conséquent, ils n'étaient pas indiqués pour impulser l'essor socioéconomique des localités rurales

L'évolution institutionnelle en la matière remonte à l'époque coloniale avec la mise en place de quatre communes urbaines que sont Gorée, Saint-Louis, Rufisque et Dakar. A l'indépendance en 1960, le statut de commune de plein exercice est élargi à toutes les communes. En 1966, la loi 66-64 du 30 juin 1966 (code de l'administration communale) procède à une mise en ordre en réunissant dans un texte unique de référence les lois régissant les institutions municipales.

C'est seulement en 1972 que la décentralisation fut élargie aux zones rurales avec la promulgation des lois 72-02 et 75-25, sous forme toutefois limitative. En effet, malgré la mise en place du Conseil Rural, c'était encore le Sous – Préfet qui préparait et exécutait le budget, en tant qu'ordonnateur des crédits. Ce pouvoir ne sera atténué qu'en 1990 à travers la loi 90-37 qui confère désormais la compétence de la gestion financière des communautés rurales aux Présidents des CR. Cependant, les compétences des CR en matière de développement local restaient peu claires.

La dernière étape de ce processus est constituée par l'adoption en 1996 de nouvelles lois de la décentralisation, accompagnée par plusieurs décrets d'application, qui prévoient trois types de collectivités territoriales locales – la région, la commune et la communauté rurale – qui sont dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière et qui s'administrent librement par des conseils élus. Les

lois de 1996 ont renforcé les responsabilités des collectivités locales. L'organisation politique et administrative du pays quant à elle, a évolué sur deux plans :

1. approfondissement de la décentralisation par l'élargissement des compétences des Collectivités Locales (CL), en substituant le contrôle d'opportunité par un contrôle de légalité rapproché du représentant de l'Etat (Gouverneur pour les régions, Préfets pour les communes, Sous-Préfets pour les CR), et en remplaçant la tutelle à priori par la tutelle à posteriori sur un grand nombre d'actes (à l'exception du budget des CL) ;
2. régionalisation, par la création, entre l'administration centrale et les collectivités de base, des Régions en tant que structures intermédiaires destinées à servir de cadre à la programmation du développement régional et à coordonner les actions des collectivités locales de base et celles de l'Etat au niveau des régions.

Ainsi, les CL (régions, communes et communautés rurales) reçoivent pour mission générale la conception, la programmation et la mise en oeuvre des actions de développement économique, éducatif, social, sanitaire, culturel et scientifique d'intérêt régional, communal ou rural et pour mission spécifique des compétences transférées de l'Etat aux collectivités dans neuf domaines : l'environnement et la gestion des ressources naturelles, la santé, la population et l'action sociale, la jeunesse, les sports et loisirs, la culture, l'éducation, la planification, l'aménagement du territoire, l'urbanisme et l'habitat et, enfin, la gestion domaniale.

Dans le souci de mise en oeuvre efficace de la politique de décentralisation, les CR bénéficient des instruments financiers que sont le Fonds d'Equipement pour les Collectivités Locales (FECL) et le Fonds de Dotation (FD). Elles ont aussi l'opportunité de s'adresser aux bailleurs de fonds pour solliciter un financement dans le cadre de la mise en oeuvre de leurs priorités.

Le contexte actuel du développement local est donc marqué au Sénégal par la responsabilisation et l'appui des régions, communes et communautés rurales.

Cette responsabilisation et cet appui aux Collectivités Locales en particulier aux communautés rurales sont indispensables pour la lutte contre la pauvreté qui est un phénomène à dominante rurale au Sénégal. A ce niveau, les indicateurs de développement humain en milieu rural sont extrêmement préoccupants, car ils traduisent le caractère limité de l'accès aux services sociaux de base. Par conséquent, la réduction de la pauvreté, notamment en milieu rural, est devenu l'objectif prioritaire de la politique de l'état et des bailleurs de fonds. C'est ce qui justifie d'ailleurs, la mise en place du Programme National de Développement Local (PNDL) grâce aux financements de la Banque Mondiale et de l'Etat du Sénégal. Son objectif principal est de contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales par le renforcement de leurs capacités et le financement d'infrastructures communautaires nécessaires au développement local suivant une démarche participative et décentralisée qui permette d'améliorer la gouvernance locale et de garantir la participation des groupes vulnérables à la prise de décision.

Les axes majeurs de la démarche du programme sont relatifs entre autres à :

- l'élaboration d'un document de diagnostic participatif ;
- l'élaboration de documents de planification (PLD, PAI, PLF et PLC) ;

Les objectifs visés par ce Plan Local de Développement sont :

- établir la situation de référence de la communauté rurale ;
- mettre en évidence les atouts et les potentialités de la communauté rurale ;
- identifier les contraintes au développement ;
- identifier pour un horizon temporel de six (6) ans les solutions pour surmonter les contraintes et valoriser les potentialités ;
- élaborer un Programme d'Actions Prioritaires ;
- élaborer un Plan Triennal d'Investissement ;
- identifier les instruments et les stratégies de mise en œuvre et de suivi du PLD.

I. APPROCHE METHODOLOGIQUE

L'approche méthodologique s'est fondée sur une démarche participative en vue d'impliquer tous les acteurs au développement de la communauté rurale dans le processus. Ainsi, l'élaboration du Plan Local de Développement a nécessité la démarche suivante :

1.1. Visites de courtoisie aux autorités administratives et locales

L'attache des autorités administratives et locales a été l'une des premières actions menées par l'opérateur sur le terrain. C'est ainsi que les sous Préfets, les chefs des CADL, les Conseils Ruraux, les chefs de village et coutumiers ont été rencontrés.

Ces rencontres avaient pour objectif de :

- d'informer les autorités susmentionnées du démarrage des activités du programme et les différentes étapes d'élaboration des documents de planification ;
- de solliciter leur appui pour un bon déroulement des travaux.

1.2. Revue documentaire / Entretiens exploratoires

Le Centre d'Appui au Développement Local (CADL) et les Services Régionaux de la Statistique et de la Planification, ont été les principales structures visitées au cours de cette étape. La revue documentaire menée à ce niveau a permis d'avoir une présentation concise de la situation géographique, physique, démographique, sociale et économique de la zone.

Par ailleurs, les entretiens exploratoires avec le personnel des services susmentionnés et certaines personnes ressources de la Communauté Rurale ont contribué à avoir une connaissance générale de la Communauté Rurale.

1.3 Forum de lancement

Dans l'optique d'informer les acteurs au développement de la Communauté Rurale du démarrage de ses activités, un forum de lancement a été organisé à Enampore. Cet événement qui a enregistré la participation des autorités administratives, du Conseil Rural, des populations et des partenaires au développement de la Communauté Rurale a permis :

- d'harmoniser le niveau de connaissance de l'ensemble des acteurs de la vie communautaire sur la finalité de la planification locale, les différentes étapes de la démarche ainsi que les rôles et tâches de chaque acteur.

1.4. Le pré-zonage

Sur la base de la revue documentaire, des entretiens exploratoires et de la cartographie disponible, il a été procédé à un découpage de la Communauté Rurale à partir de critères discriminants susceptibles de sous tendre un développement harmonieux et équilibré de la zone.

1.5 Choix et mise à niveau des animateurs-relais

Dans le but d'appuyer l'opérateur dans la collecte et la diffusion de l'information, un animateur –relais a été choisi au niveau de chaque zone.

Le dynamisme, la disponibilité et l'instruction en français, ont été les trois critères qui ont concouru au choix des animateurs – relais. Ces derniers constituent un maillon important du dispositif de communication dans le cadre du programme. Ils assurent

de concert avec l'opérateur, la descente et la remontée de l'information. Compte tenu du rôle important qui leur est assigné, un atelier de mise à niveau a été organisé à leur intention. Il a permis de :

- les informer largement sur les objectifs, la démarche et les principes du programme ;
- les initier à quelques outils de MARP relatif aux techniques de diagnostic et de planification participatifs ;
- les présenter les différentes étapes d'élaboration des documents de planification (PLD, PLF, PLC, PAI) ;
- leur expliquer les fiches de collecte de données au niveau village.

1.6. Collecte de données

Afin d'actualiser les données secondaires obtenues à partir de la revue documentaire et des entretiens exploratoires, une collecte de données a été organisée au niveau de chaque village. Elle concerne entre autres l'éducation, la santé, l'hydraulique, l'élevage et la dynamique organisationnelle. Ce travail a été fait de concert avec les animateurs relais.

1.7. Pré- tableau de bord

A partir de la recherche documentaire, des enquêtes, des interviews et des fiches de collectes de données, les principaux indicateurs physiques, sociaux, économiques et culturels, ont été recensés pour constituer le pré tableau de bord.

1.8. Diagnostics Sous-zonaux

Chaque sous-zone a fait l'objet d'un diagnostic participatif au cours duquel toutes les composantes de la société en l'occurrence les jeunes, les femmes, les notables, les personnes ressources, les conseillers, les chefs de village, les représentants d'OCB et les animateurs relais étaient présents.

Sur le plan organisationnel, il y a eu d'abord une plénière au cours de laquelle la démarche, l'enjeu et les objectifs du diagnostic ont été expliqués aux participants. Ensuite chacun en fonction de ses connaissances sur tel ou tel autre secteur d'activités rejoindra un des ateliers mis en place pour la circonstance.

Après un examen minutieux par les participants des secteurs d'activités au niveau des ateliers, une plénière sera organisée pour les besoins de la restitution des différents travaux de groupe. Ce fut l'occasion pour les uns et les autres de formuler des amendements tous pertinents qui ont été adoptés par l'assemblée. Par ailleurs, les OCB de la zone, ont fait l'objet d'un diagnostic institutionnel.

1.9. Redynamisation du CC

Pour appuyer la Communauté Rurale dans la mise en œuvre du programme, il a été mis en place une dynamique de concertation et de collaboration avec le Cadre de Concertation (CC) en vue de son implication dans le processus. Ce cadre est constitué de toutes les composantes et les partenaires de la Communauté Rurale :

- Conseillers ruraux ;
- Services déconcentrés de l'Etat ;
- Représentants des populations (animateurs relais) ;
- Représentants des OCB ;
- Représentants des structures éducatives ;

- Représentants des structures sanitaires ;
- Représentants d'associations ;
- Partenaires au développement de la Communauté.

Il a un rôle d'animation, d'information, d'analyse et de proposition à l'endroit du Conseil Rural.

Son implication a été motivée par un souci de mettre en cohérence les diagnostics sous-zonaux, d'identifier les actions à inscrire au niveau des différents plans et d'harmoniser les interventions au niveau des Communautés Rurales.

1.10 Mise en cohérence des diagnostics sous zonaux

L'organisation d'un atelier communautaire de restitution/ validation a permis de mettre en cohérence à l'échelle de la Communauté Rurale, les diagnostics sous zonaux. Les principaux services techniques déconcentrés de l'Etat et les partenaires au développement de la Communauté Rurale étaient présents à côté du CC pour la circonstance. Leurs contributions ont permis d'affiner l'analyse des potentialités et des contraintes de la collectivité locale.

A côté de ces outils classiques de diagnostic participatif, des outils d'analyse et de réduction des conflits ont été utilisés.

➤ *Le Cadre du conflit*

Il s'agit de localiser, dans l'espace, les conflits existants dans la communauté rurale, d'identifier les parties impliquées dans le conflit et les thèmes conflictuels et positions

➤ ***Le profil du conflit***

Il a permis de donner un aperçu sommaire des causes, de l'ampleur et de l'évolution du conflit dans la communauté rurale. Il facilite la systématisation des informations et leur traitement en vue d'actions concrètes.

➤ ***Le tableau chronologique du conflit***

C'est un instrument très simple qui permet d'établir une liste des faits et événements importants d'un conflit, tels qu'ils se sont succédé dans le temps. Il peut inclure des affrontements armés, des campagnes de recrutement de combattants, des actions de propagande politique, des expulsions de populations, des famines, des initiatives de paix, etc. Le tableau chronologique reflète la perception subjective du conflit par le groupe questionné.

1.11. Planification

Ultime étape de la démarche, la planification consiste à identifier avec les populations un programme d'actions prioritaires. Ce programme sera décliné sur 3 ans et constituera la première partie de la mise en œuvre du Plan Local de Développement. En pratique, c'est une séance qui regroupe les membres du CC, l'opérateur et une expertise constituée des agents techniques de l'Etat.

Sur le plan organisationnel, l'opérateur a en plénière présenté aux participants l'outil de planification à savoir la grille de priorisation. Cet outil permet de classer les actions en fonction de la priorité et de la faisabilité. Ce à quoi se sont attelés les membres des ateliers. Après ceci, une seconde plénière est organisée pour une restitution afin de soumettre à la critique le travail de chaque atelier en vue de l'améliorer ; toutes les suggestions pertinentes seront prises en compte.

1.12 Restitution – Adoption - Approbation

Le PLD a fait l'objet d'une restitution au niveau du conseil rural. Ce dernier se reconnaissant parfaitement dans le travail accompli, a procédé à son adoption, lui conférant ainsi une validité juridique en tant que principal repère dans le choix et la programmation des réalisations du conseil rural.

Vu la conformité du plan avec les orientations définies par les pouvoirs publics dans les divers secteurs d'activités et la délibération du conseil rural portant son adoption, le PLD a été approuvé par l'autorité administrative en l'occurrence le Sous-Préfet.

1.13. Difficultés rencontrées

Toute approche participative nécessite une forte mobilisation. Les problèmes de communication engendrés par l'enclavement de certains villages ont fait que cette mobilisation a parfois fait défaut. Les problèmes de mobilité dus aux mauvais états des routes, l'occupation de la plupart de la population aux activités agricoles (période hivernale) sont entre autres des difficultés rencontrées.

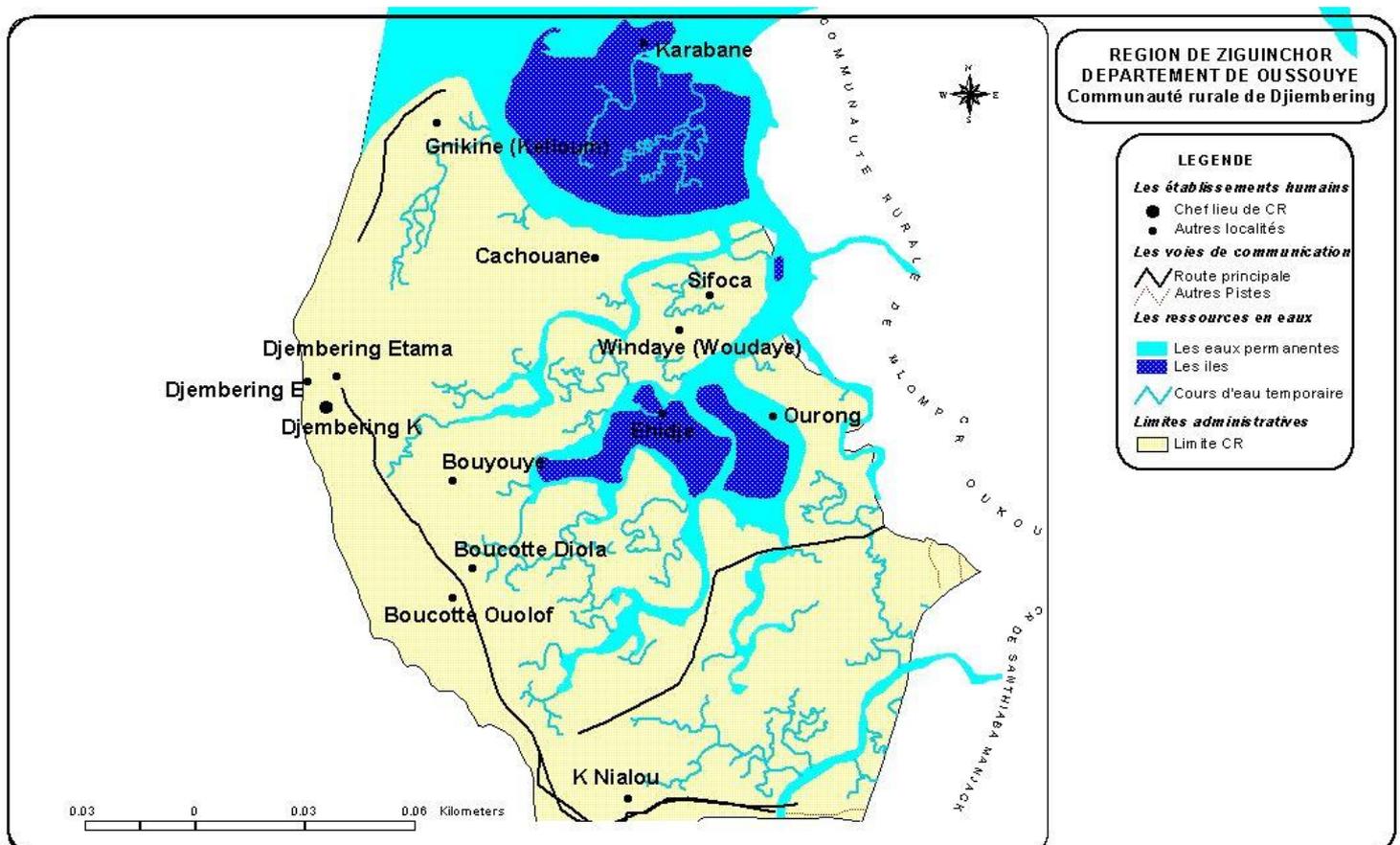
Il est à souligner qu'il est très difficile voire impossible d'avoir une maîtrise du planning de l'élaboration des documents de planification. En effet la communauté rurale dans le cadre d'une bonne marche de sa collectivité gère également d'autres activités en dehors de celles d'élaboration du PLD. Ceci nous a amené souvent à revoir certaines dates dans la programmation des séances.

II. PRESENTATION DE LA CR

➤ Localisation géographique :

La Communauté Rurale de Diembéring fait partie du département de Oussouye arrondissement de Cabrousse. Elle est située à l'extrême Sud-Ouest du Sénégal et est ouverte sur l'océan atlantique. Elle est connue à travers le site touristique du Cap Skirring et la reine de Cabrousse Aline Sitoé Diatta.

La Communauté Rurale de Diembéring est limitée au Nord par le fleuve Casamance, à l'Est par les Communautés Rurales de Mlomp, Oukout et Santhiaba Manjacque, au Sud par la Guinée Bissau et à l'Ouest par l'Océan atlantique. Elle couvre une superficie de 237 km².



➤ Historique

Selon certains sages de Djembéren, Bouyouye serait le plus ancien village de la communauté rurale. A l'origine, ce serait la présence de terres fertiles aptes à la culture du riz qui ont amené les premiers habitants de la communauté rurale. Progressivement il y a eu des déplacements vers le reste de la zone de Djembéren.

Des années après, l'attraction de la zone conduira à l'installation d'un berger peul dont la hutte « Yembéren » finira par s'appliquer à celui du village de Djembéren et après à toute communauté rurale.

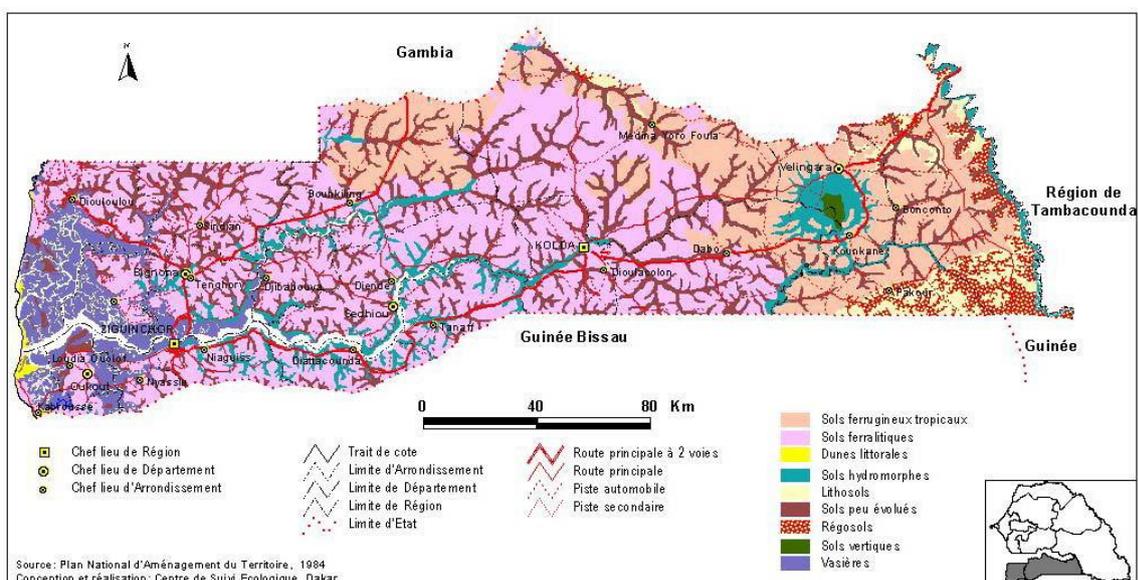
Le reste de la communauté rurale a été peuplé par des flux migratoires issus de l'éclatement du Gabou et de l'arrivée de migrants arrivés par les chalands en provenance du nord du Sénégal.

2.1 Milieu physique

2.1.1 Relief et sols

C'est un relief, globalement, plat avec un littoral bordé de dunes de sable créant par endroit des cuvettes. On note par ailleurs, la présence de nombreuses vallées et bas fonds. Ces dénivellations sont les entrées des eaux salées issues de la marée et de la remonté de l'eau de mer qui rendent incultes une bonne partie des terres.

Carte pédologique de la Casamance



Les sols varient selon la toposéquence et la zone :

- A proximité des plages et sur le plateau : nous avons un sol sablonneux, très léger, perméable et pauvre en matières organiques. C'est le type de sol majoritaire ; il est souvent issu des dunes de sable
- Au niveau des bas fonds : on retrouve un sol argilo-sableux, riche en matières organiques et apte à l'agriculture, la riziculture particulièrement.
- Au niveau des zones de pente, il y a des terres de transition favorables à l'arboriculture et au maraîchage.

2.1.2. Climat

Le climat au niveau de la communauté rurale est de type soudanien à soudano-guinéen, chaud et humide. La pluviométrie est comprise entre 900 et 1400 mm. Située dans la Basse Casamance, le climat de la communauté rurale subit fortement l'influence de la mer qui la longe sur 20km environs.

D'autre part, on note l'incursion des eaux salées dans les bolongs alimentés par le fleuve Casamance aux environs de Djembérenge.

Ce climat se caractérise par deux saisons : une saison sèche (Novembre – Mai) et une saison des pluies (Juin – Octobre). Les températures moyennes sont comprises entre 20°C et 35°C. Par ailleurs, les vents dominants sont l'alizé et la mousson.

TABLEAU N° 1 : EVOLUTION DE LA PLUVIOMETRIE DE 1999 A 2008

ANNEES	HAUTEUR D'EAU EN MM	NOMBRE DE JOUR
1999	1867,2	92
2000	1495,9	74
2001	1408,9	78
2002	770,5	48
2003	1060,3	69
2004	864,3	65
2005	1199,9	73
2006	1246 ,2	77
2007	866,8	71
2008	1279,5	82
2009	1471,5	77
MOYENNE	1228,48	74

Source : CERP Cabrousse

2.1.3 Végétation et faune

La végétation est arborée et arbustive de type savane boisée. Elle est soumise à l'avancée des dunes et la salinisation des terres qui entraînent la disparition du couvert végétal. Les espèces sont nombreuses et variées. Parmi elles, on peut citer : les fromagers, les « mampatans », les baobabs, les « nérés », les caïlcédrats, les « cadds » et les palétuviers. On trouve un tapis herbacé et une végétation de mangroves fermées sur les îles et des mangroves dégradées le long des bolongs.

Par ailleurs, on dénombre de nombreux bois sacrés. Avec la spéculation foncière qui gagne les zones côtières, les formations forestières sont, de plus en plus, menacées par l'implantation de campement et de maison de repos.

2.1.4 Ressource en eau :



La communauté rurale est arrosée par une pluviométrie abondante à l'image de la région de Ziguinchor.

Un vaste réseau hydrographique composé du fleuve Casamance, de bolongs et de l'océan atlantique fait de celle-ci un cadre touristique de choix pour le Sénégal.

Les nappes sont peu profondes (moins de 15m) mais souvent salées du fait des incursions marines. Ces dernières ont même fini par saliniser le fleuve Casamance et l'ensemble des bolongs.

2.2 Milieu humain

2.2.1 Structure de la population

La communauté rurale de Djembéring est très jeune. Au niveau de la population, on compte 30% de moins de 10 ans et 60% de moins de 30 ans. Les plus de 50 ans représentent à peine 10% de la population

TABLEAU N°2 : REPARTION DE LA POPULATION DE LA CR

VILLAGES	POPULATION TOTALE	NBRE DE CARRES
Boucotte diola Etamboudiale	443	41
Boucotte diembéring	2009	269
Bouyouye	259	37
Carabane	614
Ehidje	120	11
Ourong	475	47
Cachouane	367	38
Siffoca	117	10
Wendaye	344	33
Nikine	179	24
Cabrousse Nialou	1 405	247
Cabrousse Kadiakaye	653	99
Cabrousse Mossor	1 782	250
Diembéring Kaout	398	61
Diembéring Etama	344	50
Diembéring Etoune	305	47
Diembéring Haloudia	528	65
Diembéring Niéné	132	19
Diembéring Houdiabousse	544	68
Diembéring Kaengha	651	89
Cap Skirring	7 210	...
TOTAL	18878	1505

Contrairement à la tendance nationale, au plan de la répartition par sexe, nous avons une dominance des hommes avec environs 55% contre 45% de femmes. La population de la communauté rurale est constituée à plus de 80% de Diola et de 6% de Wolofs avec une tendance à la croissance. Le reste, soit 5%, est composé de Manjacque et d'autres ethnies présentes dans la région (mandingue, peul, sérère, etc.)

Au plan religieux, on a une dominance de l'animisme qui représente 55% de la population. Christianisme quant à lui regroupe les 30% et l'Islam le reste. Cette dernière religion est cependant en forte croissance du fait de la migration de populations venues d'ailleurs.

La population de la Communauté Rurale de Diembéring est estimée à 18878habitants répartie sur une superficie de 237 km² soit une densité de 80 habitants / km².

On a une population qui augmente et se concentre sur l'axe Cabrousse – Djembéring à cause de l'activité touristique qui génère des emplois et crée d'autres activités annexes telles que l'artisanat, le commerce et le transport. Capskiring, à lui seul, représente presque 40% de la population, avec Cabrousse et Boucotte Djembéring, ils réunissent les 70%. Cependant, elle est plus importante au Cap Skiring car on y retrouve l'essentiel des infrastructures hôtelières. Ce village polarise l'essentiel des jeunes de la Communauté Rurale

2.2.2 Mouvement de la population

Le mouvement de la population est fortement lié à l'activité touristique. Durant la période touristique, qui s'étant de Décembre à Avril en général, on constate plus qu'un doublement de la population du village de Cap skiring. On rencontre une population constituée de toutes les ethnies du Sénégal et beaucoup de ressortissants de la sous région. Ces migrants s'activent dans les petits commerces, et dans les petits boulots liés au tourisme et dans la prostitution aussi bien féminine que masculine.

Dans la région de Ziguinchor, selon le rapport de recensement générale de la population, on retrouve une migration à vie, c'est-à-dire que les émigrés qui arrivent ont tendance à rester dans la localité. Par contre, au Capskiring on note un fort mouvement de campagnards et la présence d'une population autochtones majoritairement sédentaire. Au niveau de Djembéring, c'est ce facteur déterminant

qui explique la croissance de la population. Selon les acteurs de la santé au niveau des postes, on constate une forte baisse du taux de mortalité.

Les mouvements de la population de la communauté rurale, en dehors de celle-ci, sont également effectués pour des besoins professionnels et/ou scolaires.

2.3 Zonage

- Les différentes sous zones

TABLEAU N°3 : DE ZONAGE DE LA COMMUNAUTE RURALE

ZONE	ÎLES	CONTINENTALE	TOURISTIQUE
VILLAGES	Wenday ; Ehite ; Ousong, Karabane, Sifocer, Cachouane	Nikine; Diembering ; Bouyouye, Boucotte Diolla, Boucotte Wolof	Cap Skirring, Cabrousse
ACTIVITÉS	Exploitation de vin de palme Pêche, Riziculture, Cueillette,	Pêche, Riziculture	Tourisme, pêche
ECOLOGIQUE	Zone de Mangrove		

L'organisation spatiale des villages surtout au niveau de la zone touristique et continentale s'appuie sur un découpage en quartiers (il s'agit de sites d'habitations rattachés à un village et où les distances peuvent faire plusieurs kilomètres). Il existe trois (03) lots de villages qui sont :

- Diembéring : 7 sites d'habitation (Etama, Etoune, Haloudia, Kaengha, Niéné, Houdiabousse, Kaout) ;
- Boucotte : 2 sites d'habitation (Boucotte Diola, Boucotte Wolof) ;
- Cabrousse : 3 sites d'habitation (Kadiakaye, Nialou, Mossor).

Par ailleurs, il est important de préciser que ces quartiers situés à l'intérieur des villages sont administrés par un chef de village. C'est pour cette raison que les chefs de village de Diembéring et de Cabrousse sont appelés « chef des chefs » et coiffent respectivement tous les autres chefs des villages appartenant à Diembéring et Cabrousse.

La communauté rurale se particularise par une forte polarisation des autres villages situés sur la zone côtière comprise entre Cap Skirring et Cabrousse. En effet, cette partie de la région de Ziguinchor représente un pôle touristique national.

Aujourd'hui, en raison de son attrait touristique, la communauté rurale de Djembéring, fait l'objet d'une spéculation foncière sauf au niveau des îles. La communauté rurale connaît un flux migratoire important qui en période touristique augmente considérablement sa population actuelle.

III. BILAN DIAGNOSTIC

3.1 Analyse par secteur

3.1.1 Secteur primaire

3.1.1.1 Agriculture

L'agriculture reste la principale activité dans la Communauté Rurale de Diembéring et cela malgré le développement du tourisme. Cependant cette primauté de l'agriculture est plus marquée dans les zones de Diembering et de Wendaye. Au niveau du Cap Skirring le tourisme occupe l'essentielle de la population.

Le riz est la principale spéculation exploitée, dans la zone, avec des variétés généralement locales. On retrouve d'autres cultures telles que l'arachide (à Boucotte ouolof), le mil, le maïs et le niébé. Il faut aussi noter un timide développement du manioc et de la patate. A côté de ces spéculations, il y a le maraîchage qui se développe dans la plupart des villages de la communauté rurale. Cette activité est essentiellement réservée aux femmes.

Le système de production est de type traditionnel. L'agriculture est tributaire de la pluviométrie et bénéficie de terres cultivables importantes mais menacées par le développement du tourisme. En effet les superficies cultivables sont estimées à 15484 ha dont 22,6% seulement sont exploitées.

Ce secteur souffre de plusieurs maux qui ont trait à :

- La salinisation des terres et le lessivage par les eaux de ruissellement qui affectent l'aptitude et la fertilité de celle-ci.
- Le sous équipement des agriculteurs de la communauté rurale dont le matériel agricole est réduit au «Kadiandou».
- La main-d'œuvre est en baisse continue à cause du tourisme et de la scolarisation des jeunes.
- La mauvaise qualité des semences et l'indisponibilité de semences adaptées
- Une faible utilisation des engrais minéraux en raison des croyances culturelles

TABLEAU N°4 : UTILISATION INTRANTS/SPECULATION EN 2008

Intrants reçus								
RIZ	MAÏ	NIEBE	MIL	JAXAT	GOMB	PIMEN	PASTE	ENGRAIS (UREE)
10	350	125kg	00	5kg	-	1,75k	-	10

Source CADL Cabrousse

Au niveau du genre, les femmes présentent, au niveau du maraîchage et de la riziculture, sont confrontées au manque d'eau dû à l'assèchement des puits en saison sèche, à la mauvaise qualité des semences utilisées, à l'insuffisance du matériel maraîcher et surtout au problème d'écoulement de la production maraîchère.

La filière maraîchère reste porteuse du fait de la demande du secteur touristique et l'existence d'une unité de conservation installée au Capskiring, mais elle souffre d'une inorganisation et d'une non professionnalisation des acteurs pour optimiser les retombées financières.

TABLEAU N°5 : SYNTHÈSE DES CONTRAINTES ET HYPOTHÈSES DE SOLUTIONS

CONTRAINTES	CAUSES	CONSEQUENCES	HYPOTHÈSES DE SOLUTIONS
Salinisation des rizières	Baisse de la pluviométrie Avancée de la langue salée	Réduction des surfaces rizicoles Baisse de la production	- Construction de digues anti-sel
Baisse des rendements agricoles	Non utilisation d'intrants (engrais, équipements) Baisse de la fertilité Semences vieillissantes Attaque des insectes ; termites	Faibles productions	- Encadrement des producteurs - Acquisition d'intrants de qualité - Acquisition d'équipements agricoles modernes (tracteurs...)
Faible diversification des cultures sous pluies	Facteurs culturels Méconnaissance	Soudure de 2 à 4 mois ; Rendement faible du riz moins de 1tonne/ha	- Semence de cycle court, - Formation de relais pour le conseil agricole - Promotion de verger familiaux
Difficultés d'exploitation de certaines rizières	Rizières très profondes	Submersion des cultures	- Remblai des rizières avec des tracteurs - Installation d'un système de drainage
Exploitation maraîchère difficile	Manque d'eau Absence de clôture des jardins Manque d'intrants (matériels, semences) Attaques des insectes et termites Problèmes d'écoulement	Des revenus faibles Pourrissement des produits Des rendements faibles	- Mise en place de clôtures autour des jardins - Fonçage de puits équipés de moto-pompe - Construction d'une chambre froide - Dotation en matériels maraîchers

3.1.1.2 Elevage

C'est un élevage extensif géré individuellement en général. Par contre, dans la zone Djembéring, il y a un système de regroupement sous la responsabilité d'une famille qui assure la gestion. L'existence d'une tradition pastorale et d'un parcours bien connu en font une zone de référence dans ce domaine.

Le bétail est une sorte de thésaurisation qui vient en appoint aux populations quand elles sont confrontées à des difficultés financières, ou utilisée lors des cérémonies socioreligieuses. Pour satisfaire la demande en viande au niveau du cap surtout, il faut recourir aux marchés extérieurs et locaux.

TABLEAU N°6 : ORIGINE DU BETAIL 2008

ORIGINE	BOVINS	OVINS	CAPRINS	PORCINS	AZINS	VOLAILLES
Ziguinchor, Dakar, Effissao, Tankanto (Kolda), Diakène ouolof, Mabo (Kafrine), Guinée Bissau, Birkilane (Kaolack)	495	194	252	8	07	21 365

SOURCE : Poste vétérinaire Cabrousse

Le cheptel est essentiellement composé de bovins, de porcins, de caprins, d'ovins et de volaille. Cette dernière est essentiellement l'attribut des femmes et sert souvent pour la gestion des urgences quotidiennes (Maladie, alimentation, étrangers, etc.).

L'élevage est confronté à des difficultés pour l'alimentation et l'abreuvement du bétail, surtout, en saison sèche. Le pâturage abondant, pendant la saison des pluies, devient rare et les marres naturelles s'asséchées. Les puits, quant à eux, se salinisent surtout dans les îles en saison sèche.

Le forage de puits selon les normes, dans les îles surtout, est confronté à l'indisponibilité d'une main d'œuvre valide du fait des migrations après l'hivernage et de l'ouverture des classes. Pour ces raisons, les populations de l'île de Ehidj par exemple transfèrent en saison sèche leur bétail à Bouyouye qui est un village de la sous zone de Djembéring.

Au plan sanitaire, la peste porcine, reste endémique dans la communauté rurale. Il n'y a pas de suivi vétérinaire pour le dépistage et la vaccination du bétail. La situation sanitaire du cheptel est peu satisfaisante. La CR ne dispose d'aucun équipement agro-pastoral.

C'est dans ce contexte que des expériences de modernisation sont entreprises à Boucotte oulof sur l'embouche bovine par quelques éleveurs et au niveau du centre de Bouyouye et à Cabrousse sur l'aviculture par quelques privés.

La production avicole a pris de l'importance, depuis l'installation du centre de promotion agricole et sociale de Bouyouye entraînant aussi l'engagement d'autres privées. Le centre produit des poulets de chair et des œufs et est en forte croissance dans la zone du Cap Skirring. Les conditions climatiques et le potentiel de marché qu'offre le secteur touristique, font de la filière avicole un secteur d'avenir dans la zone. D'autre part, l'élevage porcin gagnerait à être modernisé pour satisfaire le secteur touristique.

Avec une pluviométrie satisfaisante et l'existence de sous produits issus du maraîchage et de la riziculture, il est possible de renforcer et multiplier les expériences d'embouche par une amélioration de la maîtrise de l'eau à travers des bassins de rétention.

TABLEAU N°7 : SYNTHÈSE DES CONTRAINTES ET HYPOTHÈSES DE SOLUTIONS DE L'ÉLEVAGE.

CONTRAINTES	CAUSES	CONSEQUENCES	HYPOTHÈSES DE SOLUTIONS
Alimentation et abreuvement difficiles pendant la saison sèche.	Fourrages rares Assèchement des mares Manque d'ouvrage agropastoral	Faible productivité du cheptel Bétail fragile	- Construction d'abreuvoirs - Construction de bassins de rétention dans les îles - Facilité accès aux aliments de bétail en saison sèche
Mauvaise prise en charge sanitaire du cheptel	Absence d'agent vétérinaire Vaccination et dépistage non assurés	Fréquence des épidémies Perte en têtes de bétail (bovin, porcin)	- Suivi accompagnement de l'agent vétérinaire du CAIDEL dans la CR - Formation d'auxiliaires en élevage - Subvention des médicaments - Tenue de 2 séances de dépistage par an

3.1.1.3 Agroforesterie

La végétation de la communauté rurale de Diembéring est dotée de strates arborées, arbustives et herbacées. La strate arborée est composée d'une grande palmeraie et de grands arbres tels que le fromager, le «mampatans», le baobab, le «nére», le caïlcédrats, le «kadd» etc. Le tapis arbustif est surtout constitué de mangrove, de lianes («madd», «toll» etc), mais aussi d'autres arbustes. Quant au tapis herbacé, il est dense et sert de pâturage pour le bétail. A ces espèces sauvages s'ajoutent les arbres fruitiers domestiques tels que les manguiers.

L'exploitation forestière est, essentiellement, accès sur la collecte de vin de palme et la fabrication de l'huile de palme. L'arboriculture est en développement mais elle est, malheureusement, très limitée dans l'espace du fait de l'extension des habitations liées au tourisme, la salinisation des terres et l'extension des dunes.

En plus de ces facteurs, il y a les problèmes de marché car la demande des établissements touristiques, en fruits, ne coïncide pas avec la période de récolte des mangues et autres fruits. Au plan environnemental, la CR est couverte de forêts protégées grâce à l'existence de nombreux bois sacrés et de bois de villages. Les feux de brousse sont rares, voir inexistants. Cependant, l'exploitation du charbon de bois prend des proportions inquiétantes et est en forte croissance. Mais avec les mutations climatiques, il y a un dépeuplement de la mangrove surtout le long des bolongs des zones de Djembéring et du Cap Skirring.

Au niveau des palmeraies on est en face d'un vieillissement qui, si la pression de l'exploitation de vin de palme n'est pas atténuée, est voué à la disparition. Des mesures de restauration et de reboisement sont souhaitables dans des délais courts. D'autre part, il y a une extension des dunes dont la nécessité de les fixer est urgente pour atténuer l'avancée de la mer et les effets de l'embrun maritime responsable de la salinisation des espaces favorables à la riziculture et au maraîchage.

Toutefois, suite à une prise de conscience, avec l'appui du conseil rural et de partenaires, il y a eu des reboisements en 2008 lors de la journée nationale de l'arbre organisée à

Santhiaba Ouolof, communauté rurale de Mlomp. Au niveau de la communauté rurale, les activités dans le domaine de l'environnement se résument par le reboisement de diverses espèces.

TABLEAU N°8 : SITUATION DE REBOISEMENT 2008

NATURE REALISATION	REALISATION		LOCALITE	NOMBRE DE PLANTS	PARTENAIRES
	LONGUEUR	SUPERFICIE	SITE		
Plantation linéaire (regarnie des réalisations de 2006)	4,290 km		Berge de Diembéring	Filao = 870 Niaouli = 560	Flambeau et lumières ASC de Diembéring Haloudia
Plantation linéaire (axe routier)	4,270km		Cap Skirring Cap - oussouye	Cocotier=870 Niaouli = 560	Hotel Amigo, Rotary Club, ASC de Cap Skirring
Plantation massive		20ha	Diembéring, Diembéring - Nikine	Anacardier 2000	Exploitation individuelle
Plantation massive		16	Cap Skirring Bolong Cap Skirring Ourong	Rizophora 80 000	Océanium Dakar, ASC Cap Skirring
Plantation linéaire	Foyer des jeunes de Wendaye 30G mélina, case de santé 30G mélina 200 terminalia au niveau de chaque concession		Wendaye	Gméline = 70 Terminalia= 200	ASC de Wendaye
Total	8,560km	-	-	84 135 plants	

Source : CADL cabrousse 2008

TABLEAU N°9 : SYNTHÈSE DES CONTRAINTES ET HYPOTHÈSES DE SOLUTIONS DE L'AGRO-FORESTERIE

CONTRAINTES	CAUSES	CONSEQUENCES	HYPOTHÈSES DE SOLUTIONS
Dégradation des ressources forestières	Baisse de la pluviométrie Exploitation abusive de certaines espèces (palmiers, mangrove ...) Exploitation de charbon de bois	Disparition de certaines espèces Diminution de la faune Diminution du vin de palme Durée de récolte du vin rétrécit à 2 mois Demande du marché touristique	- Reboisement - Réglementation de l'exploitation des ressources forestières et de la mangrove - Implantation des pépinières forestières - Plantation d'arbres fruitiers et de palmeraie .

3.1.1.4 Pêche

Le secteur de la pêche a eu à bénéficier, au cours des 10 dernières années, de beaucoup de moyens avec le Projet de développement de la Pêche dans la Région de Ziguinchor (PAMEZ), le Programme d'Appui à la Pêche artisanale en Casamance (PROPAC). Le PAPA SUD a aménagé le quai de pêche de Cap Skirring et a soutenu l'aménagement sommaire du débarcadère de Diembéring.

L'Etat a, en effet, fourni de gros efforts pour mettre à profit les potentialités de la zone ; elle dispose de plusieurs bolongs et de plus de 20km de côté maritime. A côté de ces avantages géographiques, il y a l'existence d'un secteur touristique dynamique qui offre un réel marché pour les produits de la pêche.

Nous avons deux formes dans la communauté rurale :

- la pêche autour des bolongs procure essentiellement les espèces suivantes : mullets, carpes, poissons chat.
- la pêche maritime se pratique en haute mer. Les principales prises en mer sont : les soles, les langoustes, les poissons chats, les raies, les brochets, les capitaines, les fausses morues, les « karang ».

Le système de production est artisanal pour les deux sortes de pêche. On retrouve au niveau des bolongs des pirogues à pagaie ou motorisées et en haute mer des pirogues artisanales motorisées exclusivement. Si le premier est, essentiellement, l'œuvre d'autochtones, le second est celle d'étrangers (Ganéen, Malien, etc) et de pêcheurs venus du nord du Sénégal.

DONNEE SUR LA PECHE DU SECTEUR DU CAPSKIRRING

Mise à terre (t) :.....	1 177 350
Valeur commerciale estimée (F CFA):.....	518 727 500
Consommation locale (t) :.....	152 070
Mareyage : (t)	116 080
Réserver à la transformation artisanale (t):.....	909 300
 TRANSFORMATION ARTISANALE 	
Poids sec (t):.....	276 100
Valeur commerciale estimée (F CFA):	161 110 500
Expédition (t):	243 700
Exportation (t):	44 750

Selon les techniciens et acteurs de la pêche au niveau des îles et du Cap Skirring La situation actuelle se caractérise par une forte baisse des prises et l'absence notoire de poisson aux abords des berges des bolongs et de la mer. Ceci résulte d'une surexploitation de ressources par des bateaux étrangers et l'utilisation d'équipements non adaptés par les pêcheurs.

Malgré les mesures d'accompagnement de l'Etat comme la subvention sur le prix du carburant, le secteur est confronté à d'énormes difficultés relatives au manque d'équipement, de logistiques et d'accessoires de pêche. A cela s'ajoute, l'absence de

stations d'essence sous douane pour l'approvisionnement les pêcheurs en carburant. Face à une telle situation, ces derniers sont obligés de se rabattre sur Elinkine (CR de Mlomp) pour acheter du carburant ou parfois en faire venir de Ziguinchor.

Les ressources exploitées, se composent essentiellement de pélagiques côtiers, de démersaux côtiers et profonds et d'espèces lagunaires en abondance dans les bolongs et estuaires du fleuve Casamance, auxquels s'ajoutent l'huître des mangroves dont l'aire potentielle de cueillette ne cesse de décroître au profit des <<tanne >> (étendues salées).

La pêche dans la région se pratique aussi bien dans les eaux continentales que maritimes et se développe jusque dans les Pays limitrophes : Guinée Bissau, Guinée Conakry

Au niveau de la communauté rurale, le secteur se particularise par la présence de trois grands groupes de pêcheurs :

- Les pêcheurs originaires des autres régions du Pays : Niomika, lébou, Diola, Ouolof, Toucouleur composent des premières vagues de migrants vers la région sud à la suite de la sécheresse des années 70
- Les pêcheurs autochtones peu professionnels et faiblement équipés,
- Les pêcheurs venant des pays voisins tels que le Mali, la Guinée Bissau et le Ghana, souvent très professionnels, avec des techniques diverses

Aujourd'hui une relance du secteur de la pêche passe par une facilitation de l'accès au crédit et surtout une incitation des jeunes à se professionnaliser dans ce secteur ;

L'exploitation des huîtres est une activité réservée aux femmes. A Wendaye par exemple et dans les îles en général les femmes sont très dynamiques et cette activité leur procure un revenu non négligeable.

TABLEAU N°10 : SYNTHÈSE DES CONTRAINTES ET HYPOTHESES DE SOLUTIONS DE LA PECHE.

CONTRAINTES	CAUSES	CONSEQUENCES	HYPOTHESES DE SOLUTIONS
Faiblesse des équipements et logistiques de pêches	Manque de moyens financiers	Revenu faible Production faible Insécurité en mer	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Incitation des jeunes à faire de la pêche professionnel ➤ Accès crédit pour équipement des pêcheurs en : <ul style="list-style-type: none"> - pirogues motorisées, - matériel (signal, compact, extincteur, boîte à pharmacie, gilet de sauvetage...)
Baisse de la production	Non respect des mailles Baisse de la pluviométrie Non respect du repos biologique Non diversification des techniques de pêche Surexploitation des ressources halieutiques (sole en particulier)	Baisse des revenus Baisse de la qualité du niveau de vie (malnutrition)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Surveillance des côtes et des mailles ➤ Observation du repos biologique ➤ Formation en technique d'aquaculture ➤ Expérimentation de la pisciculture surtout dans les îles
Difficultés d'aller en mer	Coût du carburant	Faiblesse des prises	➤ Baisse des prix
Enclavement	Etat défectueux des pistes de production	Déplacement difficile Difficultés d'écoulement des produits	➤ Construction de pistes de production
Insuffisance de claies de séchage pour les femmes transformatrices	Manque d'appui et de moyens financiers	Conditions de travail difficiles	➤ Mise en place d'équipements adéquats pour les femmes transformatrices
Difficultés de conservation	Manque de fabriques de glace	Pourrissement des produits	➤ Installation d'une fabrique de glace et d'une chambre froide

3.1.2 Secteur secondaire

3.1.2.1 Artisanat

C'est un secteur qui bénéficie de la situation touristique de la communauté rurale de Diembéring. Comme la plupart des activités, le secteur artisanal se développe bien grâce au tourisme. L'artisanat local regroupe une multitude de corps de métiers et est souvent l'œuvre d'allochtones.

L'artisanat de production qui concerne les métiers de puisatiers, de menuisiers, de forgerons et l'artisanat de service qui lui regroupe des métiers tels que les mécaniciens, etc sont souvent pratiqués par les populations locales et répondent à la satisfaction de besoins du secteur agricole, des besoins sociaux. Pour finir, il y a l'artisanat d'art avec les bijoutiers et les peintres. C'est ce dernier type d'art qui profite directement du tourisme et occupe les populations venues s'installer dans la communauté rurale. La plupart de ces corps de métiers s'exercent au Cap Skirring, moteur de l'économie de la communauté rurale. Cependant, les retombées de celui-ci bénéficient faiblement aux populations locales souvent mal formées et inorganisées. La promotion d'un artisanat d'art local vu les potentialités non négligeables dont dispose la CR est envisageable grâce à une formation des acteurs.

Pour y parvenir, il faudra en plus un accompagnement organisationnel structuré qui prendra en charge les préoccupations des artisans et facilitera le rattachement à un réseau d'artisans dans les zones et sous zones du village artisanal de Cap Skirring.

**TABLEAU N°11 : SYNTHÈSE DES CONTRAINTES ET HYPOTHÈSES DE SOLUTIONS
DE L'ARTISANAT**

CONTRAINTES	CAUSES	CONSEQUENCES	HYPOTHÈSES DE SOLUTIONS
Sous exploitation des potentialités	Manque d'organisation Manque de matières premières	Faiblesse de la production Départ des artisans (les artisans des îles) Faible accès au financement	- Organisation des artisans - Formation des artisans - Construction d'un centre artisanal - Facilitation de l'accès au crédit aux artisans
Difficultés d'écoulement des produits	Courte saison touristique Enclavement de la sous-zone II (les îles)	Des produits bazarés Abandon de la profession d'artisan Détérioration des produits invendus	- Augmentation de la durée de la saison touristique - Construction de centres artisanaux témoins - Amélioration de la qualité des produits.

3.1.2.2 Industries

L'activité industrielle est peu développée dans la CR. Il existe quinze (15) décortiqueuses dont dix (10) fonctionnelles et trois (3) moulins pour la transformation des produits agricoles. Pour les produits fruitiers et les légumes, il y a une unité de conservation et quatre (4) magasins de stockage. Les unités de transformation comme les décortiqueuses à riz et les moulins à mil fonctionnent au ralenti du fait de la faiblesse des productions et des problèmes de gestion. Une unité de transformation de poisson (Salimar Africa) avait ouvert ses portes au Cap Skirring mais elle a vite fait faillite pour semble-t-il un manque de matières premières. Pour le secteur de la pêche les seules unités existant, actuellement, se résument aux fours de fumage et unité de séchage du poisson dont Karabane est plus en vue et les deux stations hors bords. D'autre part, avec l'appui de la coopération Espagnole, le centre de conditionnement des produits horticoles du Cap Skirring est sous-exploité du fait d'une production maraîchère faible et d'une mauvaise organisation des acteurs.

En ce qui concerne le tourisme, il y a une quinzaine de campement et dix (10) hotels dans la zone avec une forte concentration entre Cap Skirring et Cabrousse. Toutefois, ces installations souffrent de la crise dans ce secteur et certains ont déjà fermés (trois sont en cours).

Pourtant les potentialités ne manquent pas. L'installation d'une fabrique de glace pour la conservation des produits halieutiques peut être économiquement rentable.

TABLEAU N°12 : SYNTHÈSE DES CONTRAINTES ET HYPOTHESES DE SOLUTIONS DE L'INDUSTRIE

CONTRAINTES	CAUSES	CONSEQUENCES	HYPOTHESES DE SOLUTIONS
Tissu industriel inexistant	Absence d'investissement Manque d'énergie Enclavement	Un taux de sans emplois élevé	- Construction de fours de fumage et clefs de séchage du poisson - Unités de transformation des produits maraichers
Insuffisance du matériel d'allégement des travaux domestiques	Faiblesse des moyens financiers	Les femmes consacrent trop de temps aux travaux ménagers	- Installation de décortiqueuses et moulins

3.1.2.3 Energie et mines

Le réseau électrique couvre les villages de Diembéring, Cabrousse et celui de cap Skirring. Dans les îles, il y a le solaire qui est en progression avec des installations au niveau des infrastructures communautaires et de l'éclairage public pour respectivement Wenday et Karabane.

Dans les deux cas le problème de l'extension se pose mais davantage au niveau des îles. Le développement du système d'alimentation énergétique devrait promouvoir d'autres secteurs économique comme la transformation et la conservation. En ce qui concerne l'activité minière, dans la CR de Diembéring, il n'y a que l'exploitation des carrières de sable situées à proximité de la mer. Ces carrières dont la plupart sont en exploitation actuellement ne rapportent rien à la communauté rurale puisque

les propriétaires traditionnels qui font leur propre loi et ne tiennent compte d'aucunes règles environnementales pour empêcher l'avancée de la mer. D'autre part les dunes qui jouxtent les plages de la communauté rurale font aussi l'objet d'exploitation incontrôlée de la part des populations ce qui accentue le phénomène.

TABLEAU N°13 : SYNTHÈSE DES CONTRAINTES ET HYPOTHÈSES DE SOLUTIONS DE L'ÉNERGIE ET MINES

CONTRAINTES	CAUSES	CONSEQUENCES	HYPOTHÈSES DE SOLUTIONS
Blocage des activités socio-économiques (congélation, éclairage, télé informatique, etc.)	Manque de courant ; Entretien des installations solaires	Difficultés d'éclairage pour les populations et les élèves en particulier Difficultés d'installation d'unités industrielles Difficultés de conservation des produits	- Extension du réseau électrique - Installation de panneaux solaires
Exploitation abusive des carrières	Absence de réglementation	Risque d'avancée de la mer	- Concertation entre la C.R.D et le service des mines pour une bonne gestion des carrières

3.1.3 Secteur tertiaire

3.1.3.1 Commerce

La Communauté rurale ne bénéficie que d'un seul tronçon qui permet l'accès au Cap Skirring et qui en même temps dessert Cabrousse. Les autres localités sont enclavées voire inaccessibles en période hivernale. C'est la première contrainte dans la communauté rurale. En effet, l'écoulement ou l'approvisionnement des produits se font avec beaucoup de difficultés. Ceci influe fortement sur le prix des produits qui sont vendus très chers à une population au pouvoir d'achat faible.

On note également un manque criard d'infrastructures marchandes. En effet, on a un (1) marché hebdomadaire et deux (2) marchés permanents dont un (1) sans souks. Cap Skirring est le principal centre d'approvisionnement des villages de la zone.

Quant aux îles, elles s'approvisionnent, pour la plupart des cas, à Elinkine (CR Mlomp).

Au niveau de la terre ferme, il y a des points de vente qui font office de marché dans la plupart des villages alors que sur les îles, tel n'est le cas, à l'exception de Carabane. La réhabilitation et la reprise de l'escale de Carabane par bateau permettra de faciliter l'écoulement et les échanges de produits au sein de la communauté rurale et de développer celle-ci car elle est fortement polarisée par l'axe Cabrousse Cap Skirring. Dans ce contexte, l'érection d'un point information avec l'appui du GRDR facilite la commercialisation des produits surtout horticole.

D'autre part, dans le but de faciliter une relation marchande entre les complexes hôteliers et les organisations de femmes, un processus de renforcement organisationnel est en cours.

TABLEAU N°14 : SYNTHESE DES CONTRAINTES ET HYPOTHESES DE SOLUTIONS DU COMMERCE

CONTRAINTES	CAUSES	CONSEQUENCES	HYPOTHESES DE SOLUTIONS
Difficultés d'écoulement et d'approvisionnement	Enclavement Coût transport élevé Production non diversifiée dans la zone	Des échanges faibles entre villages Mauvaise circulation des biens et services	- Désenclavement - Marché Hebdomadaire - Installation de magasins d'approvisionnement - Construction de magasins de stockage - La restauration de l'escale de Karabane du bateau par l'aménagement du quai
Difficultés de conservation	Manque de magasins d'approvisionnement et de stockage		

3.1.3.2 Transports et communications

Le transport des personnes et des biens dans la communauté rurale se caractérise par des routes et des pistes qui sont en très mauvais état. Au plan interne, les déplacements sont difficiles du fait de l'enclavement, de l'état défectueux des pistes et de la position des villages au niveau des îles. Le principal axe Cap Skirring-Diembéring demeure impraticable. Les villages de Gnikine et Cachouane sont difficilement accessibles, seuls les véhicules 4x4 y accèdent.

Au niveau des îles, la circulation des biens et des personnes est moins problématique car facilitée par la présence de pirogues villageoises motorisées.

Cependant, les flux sont peu nombreux et l'équipement sous exploités ce qui fait que le cout du transport devient plus cher.

L'état des voies de communication ajouté au manque de moyens de transport ne facilitent pas les évacuations sanitaires des îles vers les postes ou centre de santé les plus proches, ou encore quand il s'agit d'accouchement à la maternité de Diembéring.

Sur le plan des télécommunications le réseau fixe couvre les villages de Cabrousse et Cap Skirring uniquement. Quant aux réseaux Mobile, il assure une couverture instable de la Communauté Rurale. Et avec l'enclavement naturel des îles, ce moyen de communication permet le rapprochement des populations ainsi que l'ouverture sur l'extérieur. Les réseaux fixes et mobiles couvrent au maximum la communauté rurale qui est une zone à vocation touristique, mais il est nécessaire d'améliorer la stabilité du réseau mobile pour rendre la communication de meilleure qualité.

TABLEAU N°15 : SYNTHÈSE DES CONTRAINTES ET HYPOTHÈSES DE SOLUTIONS DU TRANSPORT ET DES TELECOMMUNICATIONS

CONTRAINTES	CAUSES	CONSEQUENCES	HYPOTHÈSES DE SOLUTIONS
Enclavement	Mauvais état des routes. Insuffisance des pirogues de desserte	Mobilité réduite Evacuation sanitaire difficile.	- Bitumage de routes - Construction et réhabilitation de pistes - Construction de ponts - Dotation en pirogues de désenclavement - Construction d'embarcadères
Tarifs de transport exorbitants	Augmentation abusive et unilatérale des prix par les chauffeurs Mauvais état des routes	Faible mobilité des populations	- Réglementation de la tarification - Désenclavement
Problème de communication	Couvertures instables des réseaux téléphoniques Absence de radio communautaire	Perte de temps énorme pour communiquer	- Extension du réseau fixe - Stabilisation des réseaux mobiles - Création d'une radio communautaire

3.1.3.3. Epargne et crédit

Les activités de micro-finance sont encore timides dans la CR, quelques GPF comme celui du Cap Skirring pratique le système des tontines. Au niveau du Cap Skirring, il existe de nombreuses institutions financières que sont : la CBAO, le crédit Mutuel et l'institution de micro-finance ASACAS/crédit Populaire Sénégal. En plus de ces IF, il y a le fond de crédit départemental mis en place avec l'appui du GRDR et le crédit du CPAS de Bouyouye.

Pour des raisons socioculturelles, les populations développent une certaine crainte par rapport à ces institutions. Toutefois, ces considérations disparaissent petit à petit. En effet, des privés et le GPF de Cap Skirring ont adhéré au CMS. Avec le dynamisme des activités socio-économiques autour de Cap Skirring, l'installation de réseau de mutuelles devient une nécessité d'autant plus que la demande en crédit est très forte. Aussi faudrait-il ajouter qu'une sensibilisation des populations est nécessaire pour chasser définitivement l'immobilisme et les amener à faire preuve de beaucoup plus d'esprit d'entreprise, d'innovation et de créativité.

TABLEAU N°16 : DE SYNTHESE DES PRINCIPALES CONTRAINTES ET HYPOTHESE DE SOLUTION EN EPARGNE ET CREDIT

CONTRAINTES	CAUSES	CONSEQUENCES	HYPOTHESE DE SOLUTIONS
<p>Lourdeurs des procédures ;</p> <p>Les conditionnalités (apport de 20%, avoir des garanties, etc)</p> <p>Le Cap avec l'installation des grosses banques (CBAO, SGBS, etc)</p> <p>Pas de regroupement inter villageois</p>	<p>Faiblesse des activités économiques ;</p> <p>Peur des banques</p> <p>Taux d'intérêt élevé</p> <p>Abscense de credit équipement Agricole</p>	<p>Faiblesse des initiatives économique</p> <p>Ruée vers le cap Skirring</p>	<p>Promouvoir l'émergence de caisse locale dans les sous zone ;</p> <p>Installation de CNCAS ;</p> <p>Soutien au microcrédit des groupements de femmes ;</p> <p>Sensibilisation/ conseils sur des projets économiques</p>

3.1.3.4 Tourisme

La communauté rurale de Diembéring est l'une des plus importantes destinations du Sénégal en ce qui concerne le tourisme balnéaire et celui de découverte. Avec plus d'une trentaine de kilomètres de façade maritime, et des îles, la Communauté rurale avec le site du Cap Skirring est un poumon économique pour la région de Ziguinchor, voire de toute la Casamance.

Le secteur touristique est la première source de recettes pour la Communauté Rurale. De lui dépendent directement ou indirectement beaucoup d'activités (maraîchage, artisanat, pêche, aviculture) sans compter les emplois créés autour des 15 campements et la dizaine de complexes hôteliers implantés dans la zone.

La situation de crise que traverse le secteur en raison du contexte de crise économique mondiale dont le tourisme constitue un des secteurs le plus touché se traduit par l'arrêt de la déserte aérienne du Cap et l'accélération des fermetures d'hôtel.

La réhabilitation de la route Ziguinchor-Cap et le remplacement du bateau le Diola n'arrivent pas régler le problème. L'exploitation autant du bateau que de la route est ralentie par la réalisation des infrastructures relatives au projet d'escale de Carabane et menacé par l'insécurité qui sévit de nouveau au niveau des axes routiers. La communauté rurale de Diembéring est inquiète face à cette situation.

D'autre part, alors que l'on assiste à la fermeture des hôtels, on constate, de plus en plus, le développement de gîte familiale, de maisons exploitées pour héberger les touristes. Ces installations, en dehors de tout contrôle, ne profitent pas à la communauté rurale et produisent une valeur ajoutée insignifiante pour les populations.

Les potentialités touristiques de la zone sont énormes, en plus de ces côtes, il y a les sites historiques au niveau des îles, la culture locale à l'image du « Bukut ». A cela s'ajoute :

- Le patrimoine culturel composé des bois sacrés, des fétiches, des monuments (Eglise de Carabane) des sites historiques (les lieux de passage du saint EL Hadji Omar TALL) qui sont à protéger d'abord et à valoriser de plus en plus à travers le tourisme
- Les musées à ciel ouvert à Diembéring et Boucotte Diola. Il faudrait construire au moins un musée pour y protéger le riche patrimoine culturel de la zone.

Il urge de relancer le secteur et d'y mettre un peu d'ordre à travers une politique de promotion de la destination Casamance. Cette réhabilitation du secteur devrait offrir à la zone la possibilité d'exploiter différents produits durant toute l'année.

Conscient de cette situation, il y a une prise de consciences locales fortes et des rencontres se font, de plus en plus, entre acteurs du secteur pour trouver des voies et solutions de relance.

Toutefois, autour du tourisme, se sont développées des activités telles que la prostitution et d'autres pratiques qui ne sont pas toujours conformes aux valeurs sociales des populations autochtones. Du fait de ces pratiques et/ou comportement le taux de prévalence par rapport au VIH y est élevé. Au niveau de la région, il est estimé à plus de 3% au niveau de la population en général. Par ailleurs, 1/3 des travailleuses de sexe est atteint.

Dans une moindre mesure, le tourisme a un impact négatif sur certains élèves qui sont souvent tentés d'aller à la rencontre des touristes. Au niveau économique, l'inflation est très forte dans le département d'Oussouye en général car imputée à l'activité touristique qui fait rentrer des devises mais aussi à l'enclavement de la CR. Les populations en majorité pauvre souffrent énormément de cette situation.

SYNTHESE N°17 : DES CONTRAINTES ET HYPOTHESES DE SOLUTIONS DU TOURISME

CONTRAINTES	CAUSES	CONSEQUENCES	HYPOTHESES DE SOLUTIONS
Difficultés de promouvoir davantage le tourisme	Destination mal vendue Enclavement (mauvais état des routes, transport fluviomaritime et aérien irréguliers) Insécurité en Casamance Patrimoine historique en ruines, Faible couverture électrique et en eaux potables Irrégularité du transport aérien	Taux de remplissage faible des établissements touristiques Fermeture des établissements	<ul style="list-style-type: none"> - Réfections des sites historiques de Karabane (Eglise, cimetière, école spéciale) - Reprise des vols vers Casamance - Promotion de la destination Cap Skirring - Education et sensibilisation des populations pour sécuriser les touristes - Implication des locaux dans les excursions - Reprendre l'escale du bateau sur Karabane - Création d'un site Web pour vendre la destination Cap Skirring

3.1.4 Secteur quaternaire

3.1.4.1 Education

La situation scolaire de la communauté rurale est satisfaisante et relativement bien fournie. On dénombre une quinzaine d'écoles primaires, environs douze (12) préscolaires et trois (3) CEM. Par contre, la situation de l'enseignement coranique et celui de l'alphabétisation ne sont pas reluisante avec respectivement une dizaine écoles coranique et un centre alphabétisation.

3.1.4.2. Enseignement formelle

TABLEAU N°18 : DE LA SITUATION SCOLAIRE DANS LE PRIMAIRE

ECOLES	CI		CP		CE 1		CE 2		CM 1		CM 2		TOTAL		
	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	T
Boucotte Diemb	23	37	42	38	37	33	45	43	30	43	37	25	214	219	433
Bouyouye			10	11			10	7	12	4	12	1	44	23	67
Diemb 1	30	30	52	59	37	40	59	45	38	37	57	68	273	279	552
Diemb 2	13	8			22	17			18	16			53	41	94
Nikine			10	10			10	12					20	22	42
Cachouane	12	10	6	9	15	11	15	7			10	7	58	44	102
Ourong			18	12					12	14	13	10	43	36	79
Wendaye	14	11			16	10			10	11			40	32	72
Cabr 1	34	24	27	15	38	35	41	40	57	42	38	36	235	192	427
Cabr 2	30	33	36	39	30	33	34	34	35	29	22	27	187	195	382
Cap Sk 1	49	49	42	60	47	35	43	35	37	34	22	50	240	263	503
Cap Sk 2	21	23	12	24	20	16	17	18	18	12	25	15	113	108	221
Boucotte diola	18	24	12	16	15	16	12	12	10	8	17	7	84	83	167
Aloys Kobes	59	56	34	56	32	42	22	30	10	21			157	205	362
Carabane	12	17	20	10	15	14	14	16	15	15	16	15	92	87	179
TOTAL	315	322	321	359	324	302	322	299	302	286	269	261	1853	1829	3682

Au niveau de la communauté rurale de Djembérenge, il existe une quinzaine d'établissements préscolaires dans la CR dont 2 catholiques. Ces établissements sont presque tous privés. On note une concentration de ceux-ci à Kabrousse, au Cap Skirring et à Boucotte.

La couverture est relativement acceptable puisque chaque grand centre d'habitation dispose au moins de préscolaires. Il en est de même pour certaines îles comme Karabane.

La création d'établissements préscolaires publics s'avère nécessaire si l'on veut permettre aux enfants des familles démunies d'avoir accès à ces établissements.

Au niveau de la communauté rurale de Djembérenge, il existe une quinzaine d'établissements préscolaires dans la CR dont 2 catholiques. Ces établissements sont presque tous privés. On note une concentration de ceux-ci à Kabrousse, au Cap Skirring et à Boucotte.

La couverture est relativement acceptable puisque chaque grand centre d'habitation dispose au moins de préscolaires. Il en est de même pour certaines îles comme Karabane.

La création d'établissements préscolaires publics s'avère nécessaire si l'on veut permettre aux enfants des familles démunies d'avoir accès à ces établissements.

TABLEAU N°19 : SITUATION DE L'ACCES PHYSIQUE A L'ECOLE PRIMAIRE

VILLAGE	ECOLE PRIM	OBSERVATIONS
BOUCOUTTE DIOLA	Moins de 3 km	Besoins d'avoir une Cantine pour les élèves
BOUCOUTTE WOLOF	Dans le village	
BOUYOUE	Dans le village	
CACHOUANE	Dans le village	
CAP-SKIRRING	Dans le village	
DJEMBERING ETAMA	Moins de 3 km	Besoins d'avoir une Cantine pour les élèves
DJEMBERING ETOUN	Moins de 3 km	Besoins d'avoir une Cantine pour les élèves
DJEMBERING HALOU	Dans le village	
DJEMBERING HOUDI	Moins de 3 km	Besoins d'avoir une Cantine pour les élèves
DJEMBERING KAENG	Moins de 3 km	Besoins d'avoir une Cantine pour les élèves
DJEMBERING KAOUT	Moins de 3 km	Besoins d'avoir une Cantine pour les élèves
DJEMBERING NIENE	Moins de 3 km	Besoins d'avoir une Cantine pour les élèves
EHIDJE	Moins de 3 km	Besoins d'avoir une Cantine pour les élèves
GNIKINE (KELLOUM	Dans le village	
KABROUSSE KADIAY	Moins de 3 km	Besoins d'avoir une Cantine pour les élèves
KABROUSSE MONSSO	Moins de 3 km	Besoins d'avoir une Cantine pour les élèves
KABROUSSE NIALOU	Dans le village	
KARABANE	Dans le village	
OURONG	Dans le village	
SIFOCA	Moins de 3 km	Besoins d'avoir une Cantine pour les élèves
WINDAYE (WOUDAYE	Dans le village	

Au niveau du primaire on a une quinzaine d'école alors qu'on en comptait dix (10) il ya de cela quelques années. Aujourd'hui, chaque école compte au moins six (6) classes et les effectifs tournent autour de 5511 dont les 1/3 sont des filles. Cependant, les bâtiments ne sont pas toujours en bon état car sur les quinze (15) écoles présentes dans la CR, beaucoup ne disposent pas de mûr de clôture.

Sur le plan de l'assainissement il est nécessaire d'équiper toutes les écoles de latrines praticables ainsi que de puits équipés de pompe car actuellement la situation sanitaire de l'ensemble des écoles laisse à désirer. Le manque de matériel didactique complète la liste des problèmes de l'école élémentaire.

Au niveau de l'enseignement moyen on a trois (3) collèges dont un collège privé catholique, les deux autres publics. Ils sont répartis ainsi : deux (2) à Diembéring (privé et public) et un CEM à Cabrousse. Les CEM publics ne sont pas bien lotis. En effet, à Cabrousse le CEM n'est pas clôturée, ne dispose pas d'électricité et les salles de classe sont insuffisantes. A Diembéring, le même problème se pose, absence de clôture et mauvaise conception des bâtiments. Les résultats obtenus aux examens du BFEM sont jugés bons même si ceux des années précédentes semblent meilleurs.

Le problème de capacité d'accueil se pose avec acuité au niveau des établissements de Diembéring et de Cabrousse. Pour faire face à cette situation, le conseil rural a construit un centre à Diembéring. En outre, l'équipement des CEM reste encore médiocre, aucun des CEM ne dispose de bloc technique et scientifique nécessaire pour permettre aux élèves de 4^e et 3^e scientifiques de faire des applications.

3.1.4.3. Enseignement non formelle

C'est un secteur relativement peu soutenu dans la communauté rurale. En ce qui concerne l'enseignement coranique, il existe une dizaine école arabo-coranique que l'on retrouve surtout au niveau de Cap, de Diembéring, de Carabane. Le daara classique n'existe pas dans la zone, c'est l'apprentissage du coran et de la religion musulmane qui y est enseigné. L'alphabétisation en langue nationale est généralement une affaire de femmes comme partout ailleurs dans le pays. La communauté a la particularité d'avoir un dialecte codifié, le «Kuwatay» parlé à Diembéring et aux environs.

Pour le renforcement des capacités des femmes, il faudrait encore plus de programmes qui prennent en compte le caractère fonctionnel des apprentissages en les adaptant aux réalités locales. Actuellement on a qu'un seul centre dans la communauté rurale.

Un centre de formation spécialisé dans la production avicole et maraîchère est installé à Bouyouye depuis 2000. Les jeunes victimes de la déperdition scolaire constituent la majeure partie des pensionnaires du centre.

L'objectif du centre est de donner à ces jeunes une formation qui puisse leur permettre d'avoir des connaissances pratiques et techniques qui faciliteront leur insertion dans la vie professionnelle. Ces jeunes devront aider à transmettre les connaissances acquises à l'ensemble de la population.

Aussi une large vulgarisation des techniques de production augmenterait la productivité dans les activités ciblées. A terme le centre accueillera une quarantaine de pensionnaires par an pour une formation de 3 ans avec 2 ans de tronc commun et une année de spécialisation.

**TABLEAU N°20 : SYNTHESE DES CONTRAINTES ET HYPOTHESES DE SOLUTIONS
DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION**

CONTRAINTES	CAUSES	CONSEQUENCES	HYPOTHESES DE SOLUTIONS
Absence de lycée Infrastructures scolaires de mauvaise qualité et problème de sanitaire Insuffisance de salles de classe	Pas de salles de classes Des écoles non clôturées	La sécurité des élèves et enseignants menacée ; baisse de motivation	- Construction de murs de clôture au niveau des établissements scolaires - Construction de salles de classe - Réhabilitation de salles de classe - Construction de latrines modernes - Construction de logements pour enseignants surtout pour les îles
Conditions difficiles de travail pour les élèves et enseignants	Les grèves fréquentes Effectifs pléthoriques Manque de table-bancs Manque d'équipements d'EPS Hébergement difficile des élèves des deux CEM Manque de labos, de bibliothèques et de fournitures Déficit d'enseignants	Taux de déperdition scolaire élevé Baisse du niveau d'étude Performances aux examens moyennes	- Accroissement des capacités d'accueil - Augmentation du nombre de table-bancs - Aménagement de terrains d'éducatifs physiques et sportives - Construction de centres d'accueil - Construction de blocs scientifiques et de bibliothèques - Affectation d'enseignants - Augmentation de la dotation de fournitures scolaires - Dotation en matériels informatiques
Education préscolaire peu développée	Manque d'infrastructures préscolaires publiques	Eveil intellectuel des élèves du CI peu développé	- Construction de cases des tous petits / jardins d'enfants

3.1.4.4 Santé et Action Sociale

Avec une couverture sanitaire d' un (1) poste de santé pour moins de 4000hpts, on peut dire que la situation est relativement bonne dans la communauté rurale.

TABLEAU N°21 : D'ANALYSE DE LA COUVERTURE SANITAIRE

VILLAGE	MATERNITE	POSTE DE SANTE
BOUCOUTTE DIOLA	Moins de 5 km	Moins de 5 km
BOUCOUTTE WOLOF	Dans le village	Dans le village
CACHOUANE	Dans le village	5 à moins de 10
DJEMBERING ETAMA	Moins de 5 km	Moins de 5 km
DJEMBERING ETOUN	Moins de 5 km	Moins de 5 km
DJEMBERING HALOU	Dans le village	Dans le village
DJEMBERING HOUDI	Moins de 5 km	Moins de 5 km
DJEMBERING KAENG	Moins de 5 km	Moins de 5 km
DJEMBERING KAOUT	Moins de 5 km	Moins de 5 km
DJEMBERING NIENE	Moins de 5 km	Moins de 5 km
Cap Skirring		Dans le village
EHIDJE	Moins de 5 km	10 km et plus
KABROUSSE KADIAY	Moins de 5 km	Dans le village
KABROUSSE MONSSO	Moins de 5 km	Moins de 5 km
KABROUSSE NIALOU	Dans le village	Moins de 5 km
KARABANE	Dans le village	Dans le village
OURONG	Dans le village	10 km et plus
SIFOCA	Moins de 5 km	10 km et plus
WINDAYE (WOUDAYE	Dans le village	10 km et plus

Dans le cadre de la stratégie avancée, ont été mises en place quatre (4) cases de santé et huit (8) maternités, tous au niveau des îles.

Mais ce ratio cache des disparités du fait de la position géographique de ces postes de santé. Sur (5) cinq postes de santé quatre se trouvent sur l'axe Cabrousse- Djembéring. Les îles difficiles d'accès, disposent seulement de cases de santé dont le suivi pose problème du fait de l'insuffisance des ressources des postes de santé. Selon l'infirmier chef de poste de Diembéring, les recettes des postes de santé parviennent à peine à couvrir pour les frais de motivation du personnel d'appui (ASC, Matrône, etc)

TABLEAU N°22 : REPARTITION DES STRUCTURES SANITAIRES

VILLAGES	CENTRES DE SANTE			POSTES DE SANTE			CASES DE SANTE			PHARMACIE / DEPOTS			MATERNITES RURALES		
	NBR E	FON C	NF	NBRE	FONC	NF	NBRE	FONC	NF	NBRE	FONC	NF	NBRE	FON C	NF
Cabrousse	00	00	00	01	01	00	00	00	00	02	01	01	01	01	00
Carabane	00	00	00	01	01	00	00	00	00	01	01	00	01	01	00
Cap Skirring	00	00	00	01	01	00	00	00	00	02	01	01	01	01	00
Boucotte Ouloff	00	00	00	01	01	00	01	00	01	01	00	01	01	00	01
Diembéring	00	00	00	01	01	00	00	00	00	01	01	00	01	01	00
Ourong	00	00	00	00	00	00	01	01	00	00	00	00	01	01	00
Gnikine	00	00	00	00	00	00	01	01	00	00	00	00	01	01	00
Cachouane	00	00	00	00	00	00	01	01	00	00	00	00	01	01	00
Wendaye	00	00	00	00	00	00	01	01	00	00	00	00	01	01	00
TOTAL	00	00	00	05	05	00	04	04	01	07	04	03	09	08	01

La CR de Diembéring compte cinq (5) postes de santé, quatre (4) cases de santé dont une non fonctionnelle, deux (2) maternités privées catholiques et sept (7) publiques dont une (1) non fonctionnelle et enfin, six (6) dépôt de Pharmacies dont trois (3) fermés et une pharmacie . Le personnel de santé quant à lui, se compose de 5 infirmiers, de matrones et d'agents de santé communautaire.

Mais les difficultés de déplacement au sein de la CR, relativisent cette bonne couverture. En plus de cela, certains villages ne disposent même pas de case de santé, c'est le cas de Sifoka, Ourong et Ehidj.

Les maternités ne disposent que de matrones alors qu'il faut au moins deux (2) sages-femmes dans la CR pour répondre aux normes sanitaires de l'OMS. Le coût élevé des soins et médicaments est aussi un des problèmes de santé auxquels les populations sont confrontées. Le paludisme est la première cause de consultation dans la zone.

Au niveau de chaque poste de santé, on a un comité de santé qui doit être renouvelé.

Ces structures comme décrites précédemment ne sont pas fonctionnels. C'est les ICP qui en plus de leur activités assure le suivi et parfois même la gestion du poste. Des tensions fréquentes sont constatées lors de l'affectation des recettes du poste.

Les postes de santé bénéficient annuellement de l'appui du conseil rurale sous la forme de dotation en médicament et de donateurs privés et associatifs comme celui de la coopération décentralisée entre Karabane, la commune de Bonne Enconte et action médicale Kassoumay.

**TABLEAU N°23 : SYNTHÈSE DES CONTRAINTES ET HYPOTHÈSES DE SOLUTIONS
DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE**

CONTRAINTES	CAUSES	CONSEQUENCES	HYPOTHÈSES DE SOLUTIONS
Accès difficile aux structures sanitaires pour certains villages (les trois postes de santé sont sur les villages alignés (Djembereng, Cap Skirring, Cabrousse) et Boucote wolof	<ul style="list-style-type: none"> - Localisation des excentré des postes de santé - Enclavement 	Difficultés d'évacuation, Pas de suivi des cases de santé	<ul style="list-style-type: none"> - Construction de cases de santé - Construction de postes de santé à Karabane en cours - Construction et de réhabilitation de maternités rurales
Sous équipement en matériels et médicaments des postes de santé, cases de santé et maternités rurales	faiblesse des moyens financiers et d'appui	Conditions de travail difficile Prise en charge des besoins non satisfaisante	<ul style="list-style-type: none"> - Dotation des maternités en fournitures - Approvisionnement suffisant des postes et cases de santé en médicaments - Dotation des postes de santé d'ambulance 4x4
Persistance du paludisme en saison des pluies et des maladies diarrhéiques	<ul style="list-style-type: none"> Beaucoup de moustiques Faible utilisation des moustiquaires imprégnées Faible sensibilisation sur les méfaits du paludisme Alimentation en eaux de marres et puits 	<ul style="list-style-type: none"> Cas de paludisme très nombreux Indisponibilité de la main d'œuvre Méconnaissance des risques liés à l'eau de marre 	<ul style="list-style-type: none"> - Généralisation de l'utilisation des moustiquaires imprégnées - Pulvérisation des villages pendant l'hivernage - Accroissement de la sensibilisation sur les règles primaires de prévention du paludisme, et des maladies diarrhéiques
Problème des MST/SIDA	<ul style="list-style-type: none"> Promiscuité Forte concentration humaine Tourisme sexuel Population étrangère 	Développement des MST/SIDA	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation (IEC) - Généralisation de l'utilisation des préservatifs - Interdiction du tourisme sexuel - Lutte contre la prostitution clandestine

3.1.4.5 Jeunesse, Sports, Culture et Loisirs

TABLEAUN°24 : DES INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES DE JEUNESSE

VILLAGE	FOYERS JEUNES			FOYERS FEMMES		MAISONS COMMUN.		
	NB	F	NF	NB	F	NF	NB	F
Cabrousse	03	01	00	00	00	00	00	00
Cap Skirring	00	00	00	00	00	00	00	00
Boucotte Ouoloff	01	01	00	00	00	00	00	00
Boucotte Diola	01	01	00	00	00	00	00	00
Bouyouye	01	01	00	00	00	00	00	00
Diembéring	01	01	00	00	00	01	01	00
Cachouane	01	01	00	00	00	00	00	00
Wendaye	01	01	00	00	00	00	00	00
Ourong	01		00	00	00	00	00	00
Carabane	01		00	00	00	00	00	00
Total CR Diembéring	11		00	00	00	01	01	00

La communauté rurale de Djembéring à l'image de l'ensemble du département d'Oussouye est une société ancrée sur la tradition avec la pression de cultures issues de la migration et de l'influence touristique.

Le folklore Diola est exploité par des troupes telles que Ekonting de Bouyouye qui font vivre la culture à travers les différents spectacles offerts dans les villages et dans les hôtels. Au plan de l'habitat, le patrimoine culturel rationnel est conservé à travers la reproduction de ces modèles au niveau des hôtels et des campements.

Mais avec un contexte de mondialisation et de pression des cultures issues du reste du Sénégal, il faut se demander si ces pratiques culturelles vont résister à l'exercice du temps. A coté de ce patrimoine local autochtone, il y a le développement de la culture Islamique et Chrétienne à travers les Dahiras, les chorales, et autres fêtes religieuses.

Comme partout au Sénégal, les jeunes à travers les ASC s'organisent pour promouvoir leur épanouissement mais aussi le développement socio-économique de leur communauté. Les ASC sont surtout actives pendant l'hivernage avec le national populaire de football communément appelé «navétane». Aujourd'hui, nous avons une dizaine de terrain de football dont un terrain multisports.

Ces associations tirent leurs fonds des activités lucratives telles que les bals, le théâtre mais aussi la prestation de service de travaux champêtres, des cotisations, des subventions. Les activités sportives qui mobilisent le plus les jeunes se font dans des conditions difficiles. Les infrastructures sportives manquent, ce qui ne permet pas aux jeunes de s'épanouir. Les terrains de foot qui existent ne sont pas réglementaires. Les aires de jeu d'autres disciplines n'existent pas.

Les foyers de jeunes que l'on retrouve dans chaque village sont les rares infrastructures qui s'offrent aux jeunes. Ces infrastructures sont souvent le fruit de la mobilisation de la jeunesse villageoise d'abord et depuis ces dernières années, le conseil rural contribue à leur modernisation.

Ces mouvements sont souvent relayés dans les grandes villes par des associations de ressortissants et le bureau du congré. Par les recettes qu'elles génèrent, les organisations de jeunesse sont le fer de lance de la solidarité villageoise. Mais la faible ouverture de ces organisations vers le productif, limite beaucoup leur impact dans le village.

**TABLEAU N°25 : SYNTHESE DES CONTRAINTES ET HYPOTHESES DE SOLUTIONS
DE LA CULTURE, DES SPORTS ET LOISIRS**

CONTRAINTES	CAUSES	CONSEQUENCES	HYPOTHESES DE SOLUTIONS
Acculturation des jeunes	Non valorisation des richesses culturelles	Méconnaissance des valeurs et coutumes locales Perte de certains aspects de la culture locale	<ul style="list-style-type: none"> - Modernisation des musées culturels sangawat - Valorisation des sites religieux de El Hadji Omar Tall - Appui aux troupes folkloriques - Organisation de journées culturelles.
Manque d'espaces d'épanouissement adaptés pour jeunes	Des terrains de foot non équipés et non réglementaires Absence d'aires de jeux multi-fonctionnelles Foyers de jeunes inadaptés	Faible valorisation des talents Départ des jeunes vers les villes..	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement des aires de jeu multi- fonctionnelles - Construction de complexes socio- culturels - Equipement des foyers des jeunes

3.1.4.6 Hydraulique

L'approvisionnement en eau potable pose beaucoup de difficultés dans la communauté rurale. La situation est plus critique dans les îles qui sont confrontées à un dilemme : les puits tarissent très souvent parce que la profondeur ne dépasse pas 4 à 5 m. Au delà de cette mesure la nappe phréatique devient salée.

C'est une eau saumâtre qui sert de boisson aux populations des îles. A Diembéring le problème se pose aussi, à Etama par exemple il n'existe même pas de puits. Dans les autres villages de Diembéring le nombre de puits est insuffisant et la qualité de l'eau laisse à désirer.

TABLEAU N°26 : SITUATION HYDRAULIQUE DELA CR

VILLAGE	FORAGES			BORNES FONTAINES			PUITS		
	NB	F	NF	NB	F	NF	NB	F	NF
Cabrousse	01	01	00	11	11	00	07	06	00
Cap Skirring	00	00	00	00	00	00	37	37	00
Boucotte Ouoloff	02	01	01	00	00	00			
Boucotte Diola	00	00	00	00	00	00			
Bouyouye	00	00	00	00	00	00			
Diembéring	01	01	00	10	10	00			
Cachouane	00	00	00	00	00	00	03	03	00
Wendaye	00	00	00	00	00	00	12	12	00
Ourong	00	00	00	00	00	00	02	02	00
Carabane	01	01	00	00	00	00	00	00	00
Total CR Diembéring	05	04	01	21	21	00			

Pour illustrer le calvaire des populations on retiendra l'exemple de l'île de Carabane qui s'approvisionne à partir de Elinkine (CR de Mlomp) pour 150 FCFA le prix de 20 l. Dans les autres îles comme Wenday, les populations disposent de citernes de captage des eaux de pluies.

Cabrousse Capskirring, Djembéring sont les villages dotés de forage fonctionnel mais ses capacités ne répondent pas aux besoins des populations. Les réseaux touchent une vingtaine de famille en dehors des installations marchandes, des services et des écoles.

Pour illustrer le calvaire des populations on retiendra l'exemple de l'île de Carabane qui s'approvisionne à partir de Elinkine (CR de Mlomp) pour 150 FCFA le prix de 20 l. Dans les autres îles comme Wenday, les populations disposent de citernes de captage des eaux de pluies.

Cabrousse Capskirring, Djembéring sont les villages dotés de forage fonctionnel mais ses capacités ne répondent pas aux besoins des populations. Les réseaux

touchent une vingtaine de famille en dehors des installations marchandes, des services et des écoles.

TABLEAU N°27 : ANALYSE DE L'ACCES A UN POINT D'EAU DE QUALITE

VILLAGE	ROBINET	FORAGE	PUITS MODERNE
BOUCOUTTE WOLOF	2 km et plus	dans le village	Dans le village
CAP-SKIRRING	Dans le village	Dans le village	2 km et plus
KABROUSSE KADIAY	Dans le village	Moins de 1 km	Dans le village
KABROUSSE MONSSO	Dans le village	Moins de 1 km	Moins de 1 km
KABROUSSE NIALOU	Dans le village	Dans le village	Moins de 1 km
BOUCOUTTE DIOLA	2 km et plus	2 km et plus	1 km à moins de
BOUYOUE	2 km et plus	2 km et plus	2 km et plus
CACHOUANE	2 km et plus	2 km et plus	2 km et plus
DJEMBERING ETAMA	Dans le village	dans le village	2 km et plus
DJEMBERING ETOUN	2 km et plus	2 km et plus	2 km et plus
DJEMBERING HALOU	2 km et plus	2 km et plus	2 km et plus
DJEMBERING HOUDI	2 km et plus	2 km et plus	2 km et plus
DJEMBERING KAENG	2 km et plus	2 km et plus	2 km et plus
DJEMBERING KAOUT	2 km et plus	2 km et plus	2 km et plus
DJEMBERING NIENE	2 km et plus	2 km et plus	2 km et plus
EHIDJE	2 km et plus	2 km et plus	2 km et plus
GNIKINE (KELLOUM	2 km et plus	2 km et plus	2 km et plus
KARABANE	2 km et plus	2 km et plus	2 km et plus
OURONG	2 km et plus	2 km et plus	2 km et plus
SIFOCA	2 km et plus	2 km et plus	2 km et plus
WINDAYE (WOUDAYE	2 km et plus	2 km et plus	2 km et plus

L'accès à l'eau potable rendu difficile par l'insuffisance des ouvrages hydrauliques alourdit les travaux ménagers des femmes qui effectuent de longues distances où traversent des bolongs pour s'approvisionner. C'est le cas des femmes de Ourong qui vont chercher de l'eau dans l'île voisine de Djissor. Dans la communauté rurale on n'a que quatre(4) villages qui ont de l'eau à proximité

La conséquence la plus déplorable c'est la santé des populations qui est menacée par la mauvaise qualité de l'eau. Plusieurs cas de Bilharziose sont, en effet, observés dans la zone.

TABLEAU N°28 : SYNTHÈSE DES CONTRAINTES ET HYPOTHÈSES DE SOLUTIONS DE L'HYDRAULIQUE

CONTRAINTES	CAUSES	CONSEQUENCES	HYPOTHÈSES DE SOLUTIONS
Accès difficile à l'eau potable	Eau saumâtre Nappe phréatique salée dans les îles Tarisement de puits Manque d'ouvrages hydrauliques adaptés (un seul forage fonctionnel).	Lourdeur des travaux ménagers Pratique du maraîchage difficile Problème de santé.	<ul style="list-style-type: none"> - Extension du forage de Diembéring - Construction de forages et mise en place d'un système d'adduction d'eau - Augmentation de la capacité de distribution du forage de Cabrousse - Construction de puits forages - Fonçage d'un puits à Etama. - Réfection citerne de Etama et construction d'autres citernes - Pour abrègement et maraichage réaliser des bassins de rétention surtout niveau des îles

3.1.4.7 Assainissement

La problématique de l'assainissement est une question permanente dans le discours des acteurs touristiques. Ces derniers, s'inquiètent des effets sur l'environnement, beaucoup ne sont pas satisfait du système de gestion des ordures au niveau du Cap et ceci malgré l'installation d'une unité de traitement des ordures. Les dépôts sauvages d'ordures se diversifient, les systèmes de collecte est peu performant, et des actions de sensibilisation / formation pose problème.

Dans la plupart des villages, il n'y a pas de système de gestion des ordures. D'autre part, la majorité des carrés ne disposent pas de latrines et vont faire leurs besoins à l'air libre avec tous les risques liés à l'insalubrité publique.

Les eaux de mares et /ou des rizières sont souvent utilisées comme boisson en saisons hivernale, raison pour laquelle, au niveau de la santé les maladies hydriques viennent en seconde position après les affections paludéennes.

A cela s'ajoute le fait que la nappe phréatique est peu profonde et est au même niveau que les fosses septiques dans certains villages. Cette situation est source de contamination de la nappe. Face à cela, toutes les dispositions utiles doivent être prises par les autorités compétentes.

La zone étant très pluvieuse, les eaux stagnantes sont un cadre propice au développement des microbes et autres maladies. La situation de la santé publique bien qu'en amélioration reste préoccupante, il faut donc agir pour trouver des solutions à ces problèmes.

TABLEAU N°29 : SYNTHÈSE DES CONTRAINTES ET DES HYPOTHÈSES DE SOLUTIONS

CONTRAINTES	CAUSES	CONSEQUENCES	HYPOTHÈSES DE SOLUTIONS
Environnement mal sain	<p>Manque de latrines</p> <p>Prolifération des ordures ménagères</p> <p>Nappe phréatique au même niveau que les fosses</p>	<p>Risque de contamination de la nappe phréatique</p> <p>Environnement très pollué</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Ouverture de points de collecte et d'un dépotoir pour les ordures ménagères - Acquisition de véhicules de ramassages des ordures ménagères - Organisation de journées « set sétal » - Equipement des maisons de latrines - Implication des hôteliers dans le ramassage des ordures ménagères

3.2 Analyse de la dynamique communautaire

3.2.1 Les groupements de promotion féminine (GPF)

Les GPF sont des organisations structurées avec un bureau composé d'une présidente, d'une trésorière, de contrôleurs mais dans la réalité, c'est des structures dont le dynamisme est souvent fonction de celui de la présidente. Les membres sont souvent des adultes mariées ou divorcées, veuves en générale. Ainsi il est estimé dans la plupart des villages que la moyenne d'âge des membres dans les groupements est comprise entre 30 et 40ans.

On compte au niveau de la CR une vingtaine de groupements. Les GPF se donnent comme objectif de réunir les femmes pour promouvoir leur situation socio-économique. Les GPF s'activent dans la production maraîchère, l'exploitation de moulin à mil et de décortiqueuse à riz, les spectacles dans les hôtels, la transformation de produits fruitiers. Au niveau de la communauté rurale, elles bénéficient de l'accompagnement de la FAADO, du CPAS et du GRDR à travers des actions telles que le soutien à la production maraîchères et aux AGR, l'appui à la commercialisation par l'équipement de chambre froide, l'organisation des groupements à l'échelle communautaire et la mise en place d'un point infos et enfin avec la mise en place d'un fond de crédit à l'échelle du département ...

Les GPF s'autofinancent avec les revenus tirés de leurs activités ou avec le crédit rotatif. Leurs besoins de financement sont faiblement assurés et depuis la mise en place du fond de crédit départemental par le GRDR et la ligne de crédit du CPAS, il y a de timides ouvertures aux crédits de la part des groupements.

Les membres du GPF de Cap Skirring « Ujamoral Usoforal » ont été formés en technique de transformation de fruits en jus et confiture; mais faute de moyens, ces femmes ne peuvent pas encore mettre à profit cette activité.

En effet, des craintes à l'endroit du système financier décentralisé occupent encore une place importante dans la zone. La mise en place d'une mutuelle d'épargne et crédit en plus des lignes du GRDR et de la FAADO, dans la zone s'avèrent nécessaires pour non seulement répondre à la demande de crédit mais également familiariser les populations avec le système.

Le renforcement des capacités des femmes contribuera à augmenter la productivité des GPF. Ainsi, des formations en gestion, comptabilité sommaire, peuvent leur permettre de bien mener leurs activités commerciales.

La principale activité des GPF est le maraîchage ; face aux difficultés de commercialisation des produits maraîchers suite à la compétition de privés professionnels et des blocages divers aux niveaux des hôtels et campements, une alternative se présente aux femmes : transformer les produits ou de les conserver dans la chambre froide construite par le CPAS.

Les groupements des femmes jouent un rôle social très important. Au Cap Skirring par exemple, le GPF a contribué à la construction du marché, de la case de santé, des salles de classes, l'achat de médicaments. Quant au GPF de Boucotte Ouoloff, il a construit la maternité, le poste de santé, le logement de l'infirmier et deux salles de classe.

Beaucoup d'opportunités s'offrent au GPF du fait du dynamisme des activités socio-économiques qui se sont développées parallèlement à l'activité touristique. Il suffira de renforcer les capacités de leur organisation pour accroître leur productivité.

Les GPF ont un nombre de membres qui dépendent de l'importance démographique du village. Le nombre peut varier de quelques dizaines à plus d'une centaine par village et / ou quartier.

TABLEAU N°30 : SYNTHÈSE DES CONTRAINTES ET DES HYPOTHÈSES DE SOLUTIONS

CONTRAINTES	CAUSES	CONSEQUENCES	HYPOTHÈSE DE SOLUTIONS
Revenu faible	Problème de commercialisation ; Acceptation des gestionnaires des hôtels et campement, Peur du crédit Fermeture des hôtels et campements	Baisse du dynamisme ;	Renforcer les stratégies de commercialisation et de conservation
Faible niveau d'organisation et de capacité technique et de gestion	Pas de CAR Pas de formation	Faible maîtrise technique, Non respect des engagements de commercialisation	Affectation CAR ; Renforcement de Capacité
Difficulté accès au crédit	Procédures pas maîtrisées Peur du crédit ;	Faible capacité d'investissement	Facilité installation mutuelle de proximité Sensibilisation des femmes

3.2.2 Les Groupements d'Intérêt Economique (GIE)

Le groupement d'intérêt économique est une organisation légalement constituée et qui dispose d'un registre de commerce. La cellule d'appui au développement locale estime à une centaine de GIE dans la communauté rurale. Ils interviennent dans plusieurs secteurs d'activités comme la production maraîchère, l'arboriculture, le commerce, l'exploitation de service touristique, etc...

Les GIE regroupent un nombre limité de personnes. La principale difficulté à laquelle les GIE sont confrontés, est le problème de financement pour le démarrage des activités de production. Il est fréquent de voir un GIE disposer d'un projet ou d'une idée de projet et de ne pouvoir trouver un fonds pour financer ses activités.

TABLEAU N°31: SYNTHÈSE DES CONTRAINTES ET DES HYPOTHÈSES DE SOLUTIONS

CONTRAINTES	CAUSES	CONSEQUENCES	HYPOTHÈSE DE SOLUTIONS
Revenu faible	Problème de commercialisation ; Fermeture des hôtels et campements ; Moins de poissons	Baisse du dynamisme ; Arrêt d'activité	Renforcer les stratégies de commercialisation et de conservation ; Appuyer la relance du tourisme
Faible niveau d'organisation et de capacité technique et de gestion	Pas de structure de formation Pas de moyen Difficulté d'avoir des lieux pour faire ces activités	Faible maîtrise technique, Non respect des engagements de commercialisation	Renforcement de Capacité, Construction de zone de commerce et appuyer les GIE
Difficulté accès au crédit	Procédure pas maîtrisées Taux d'intérêts élever	Faible capacité d'investissement	Facilité installation mutuelle de proximité

3.2.3 Les associations religieuses

Dans la communauté rurale de Djembéren, on a un développement d'organisation de type religieuse comme les dahiras qui sont des représentations des foyers, confréries religieuses musulmane. Elles ont comme objectifs de faire la promotion socio-religieuse de leurs membres. Elles organisent des chants religieux et des «gamous» à la gloire du prophète Mohammed (Paix et Salut sur Lui) particulièrement pour les «tidianes». Les «mourides», quant à eux, organisent très souvent des séances de lecture de «khasaïdes» écrits par leur guide religieux. C'est aussi des organisations d'entraide qui développent une forte solidarité entre les membres. On les retrouve dans la plupart des villages musulmans.

Au niveau de la communauté catholique, les chorales jouent un rôle important dans les rites chrétiens. C'est elle qui accompagne les prières de messe à l'église ou l'occasion d'autres cérémonies comme les ordinations d'abbés. Elles organisent

aussi des concerts à l'intention des fidèles chrétiens pour leur épanouissement dans la pratique religieuse. Une chorale a été recensée à Djembérenng.

TABLEAU N° 32 : SYNTHÈSE DE LA SITUATION DES ORGANISATIONS RELIGIEUSES

CONTRAINTES	CAUSES	CONSEQUENCES	HYPOTHESE DE SOLUTIONS
Faible communication entre religions différentes	Rejet de la foi de des autres	Problèmes potentiels de cohésion sociale Des difficultés à se faire accepter par les autres sont à prévoir	Redynamiser les cadres d'expression (dialogue inter religieux)

3.2.4 Les Associations Sportives et Culturelles (ASC)

La CR compte huit (8) ASC formellement reconnues dont quatre (4) dans chacune des deux (2) sous- zones. Ces organisations sont dotées d'une section féminine et les activités de l'ASC sont plus sportives que culturelles. Leur présence est plus ressentie lors des grandes vacances avec les «navétane» qui mobilisent le plus, les jeunes. Les ASC organisent aussi des séances de théâtre, de lutte et de danse traditionnelle. Leurs besoins de financement sont faiblement satisfaits. Le revenu des ASC est tiré de manifestations lucratives (bal, théâtre etc ...), de cotisations, des prestations de service pour travaux champêtres/rizicoles effectués dans les villages à dominance agricole, des subventions de la CR ...

Les ASC constituent une alternative pour les familles qui ne disposent pas d'une main d'œuvre conséquente pour exploiter les champs / rizières. Elles mènent aussi des activités d'assainissement comme le «set sétal», la javellisation des puits. Pour une zone qui souffre d'un très grave enclavement, les jeunes contribuent fortement pour trouver une solution à ce problème de désenclavement en procédant au remblai des pistes de production pour les rendre praticables.

Dans leurs activités les ASC sont confrontées à un manque d'équipements et d'infrastructures sportifs et culturels. La plupart des terrains de foot ne sont pas réglementaires. Les aires de jeu pour des sports tels que le basket, le Hand Ball n'existent même pas. Quelques villages de la sous- zone I disposent d'un foyer des jeunes. Ces difficultés constituent un obstacle à l'épanouissement de la jeunesse de la CR.

TABLEAU N°33 : DE SYNTHESE DES CONTRAINTES ET HYPOTHESES DE SOLUTIONS

CONTRAINTES	CAUSES	CONSEQUENCES	HYPOTHESE DE SOLUTIONS
Manque d'infrastructure de jeunes Faible dynamisme culturel ; Difficulté de mobilisation	Les activités touristiques, l'attrait de l'argent	Recettes financières faible Pas d'effectifs Greniers sont vides	Réalisation de Complexes socio-éducatifs Promotion de l'emploi des jeunes

3.2.5 Autres associations de développement communautaire

➤ **Les associations des parents d'élèves**

Chaque école a une association qui regroupe l'ensemble des parents d'élèves. C'est une association qui est chargée, en collaboration avec le directeur d'école et les enseignants, d'œuvrer pour l'entretien de l'école et pour une qualité des enseignements. Celle-ci n'est possible qu'avec un suivi des écoliers à la maison. Malheureusement les APE ne jouent pas très souvent leur rôle. C'est des organisations qui sont appelées à être plus dynamiques pour une meilleure prise en charge des problèmes de l'école d'autant plus que l'éducation est une compétence transférée.

➤ **Le comité de santé**

Chaque poste de santé est doté d'un comité qui a pour fonctions essentielles :

- d'aider à identifier les problèmes de santé de la zone ;
- de choisir les priorités en matière de santé ;
- d'harmoniser les actions de santé aux coutumes locales ;
- d'aider à l'adaptation des actions de santé nationale, régionale ou départementale aux conditions locales.

Dans chacun des cinq (5) postes de santé il existe un comité qui se charge d'assurer la gestion des finances, des investissements, des médicaments et des ressources du poste. Ces membres sont composés de bénévoles intéressés aux questions communautaires et sanitaires. Ils sont choisis en Assemblée Générale pour leur motivation, aptitude et disponibilité à exercer les fonctions de gestion. Le bureau élu se compose d'un président, d'un trésorier, d'un trésorier adjoint, d'un secrétaire, d'un commissaire au compte. L'infirmier chef de poste est membre de fait du comité. Il appartient, cependant, aux populations de proposer des voies et solutions en utilisant les ressources locales. Les ressources du comité sont constituées :

- des contributions aux soins ;
- des subventions (CR et autres) ;
- des activités génératrices de revenus.

Soulignons enfin que les comités rémunèrent le personnel d'appui des postes de santé. Les comités font preuves d'une bonne gestion mais les recettes sont faibles du fait du faible taux de fréquentations. Actuellement, les comités arrivent difficilement à satisfaire les autres besoins du poste de santé autre que la rémunération du personnel.

➤ **Le comité de gestion de forage**

Les modifications apportées dans le cadre de la gestion des forages par la création d'ASUFOR ne sont pas encore intégrés au niveau des forages de la communauté rurale.

Ainsi il y a une persistance des comités de gestion de forage au niveau de Cabrousse, Cap et Djembérenge. Le comité est chargé de veiller à la bonne marche du forage. Son bureau exécutif est composé d'un président, d'un secrétaire, d'un trésorier et trésorier adjoint, de 2 collecteurs, d'un responsable des bornes fontaines dans chacun des quartiers et d'un commissaire au compte.

Le comité est chargé d'assurer le fonctionnement et la gestion du forage. Les membres s'acquittent chacun des tâches qui lui incombent. Les collecteurs ramassent mensuellement la somme forfaitaire de 300 FCFA par famille. Ces populations s'approvisionnent au niveau des bornes fontaines que l'on retrouve dans le village. Certaines maisons ou services bénéficient d'un branchement privé, ce qui leur permet de disposer de l'eau en permanence pour une facture mensuelle de 3000 FCFA.

Dans chaque quartier le responsable des bornes fontaines est chargé de la gestion de l'eau. C'est lui qui ouvre et ferme les robinets à l'heure indiquée et de veiller à ce que l'eau ne soit pas gaspillée. Ces organisations gagneraient à se professionnaliser en devenant des ASUFOR

➤ ***Association des Jeunes Agriculteurs et Eleveurs du Département d'Oussouye (AJAEDO)***

C'est une association qui a été créée depuis plus d'une vingtaine d'années. Elle œuvre pour la formation des populations dans les activités d'agriculture et d'élevage. Son objectif principal est de fixer les populations dans leur village pour un développement local. Elle cible les jeunes, les GPF et les GIE.

L'association est appuyée dans sa politique par les ONG World Education et Africare, le PROCAS et le Fonds Catalan de la coopération.

➤ **Centre de promotion agricole et sociale–Fédération d'appui au développement du département d'Oussouye (CPAS – FADDO)**

Le CPAS est une antenne autonome de Caritas / Zig. Le CPAS a vu le jour en 2000.

Mais un long processus mené par l'Abbé Christian Manga depuis 1994 en collaboration avec des partenaires espagnols et italiens a abouti à sa création en 2000.

Le CPAS se donne comme objectif général un développement équilibré, intégral et durable de la CR de Djembérenng et du département d'Oussouye. Pour y arriver le CPAS veut devenir un centre pluridisciplinaire dans la production agricole, animale, la formation, la commercialisation, la gestion et la promotion du développement intégral dans toutes ses étapes en identifiant , préparant et exécutant les projets et programmes d'action pour arriver aux objectifs de développement précités.

Entre autres réalisation, il :

- Produit et commercialise des poulets de chair, des œufs, des produits maraîchers. Il a commencé à élever une race améliorée de porcs et pratique l'arboriculture.
- Appuie les éleveurs de poulets de chair de la CRD et du département. Le CPAS a assuré également la formation maraîchère à 8 groupements de femmes de la CRD.
- A procédé à la réfection des jardins des femmes de Boucotte Ouoloff, de Nialou, de Kadiakaye, d'Ehidj, à la construction et à la dotation d'une pirogue de 15 m pour le transport de marchandises des îles.

Le CPAS est appuyé dans ses actions par des partenaires européens notamment espagnols. C'est dans la même dynamique du CPAS que le FADDO a été fondé en collaboration avec le CPA (Centre de promotion Agricole de Mlomp) par les initiateurs du CPAS. La FADDO est basé à Oussouye. En effet, son objectif est plus large (échelle départementale), c'est de réunir tous les acteurs de développement au tour d'une synergie d'actions pour une intervention efficace et équilibrée dans l'ensemble du département.

Pour sortir le département de la pauvreté et contribuer au retour de la paix, la FADDO a réalisé des investissements à travers des projets intégrés dans les activités génératrices de revenu, la santé, la culture, l'éducation, le renforcement des capacités des populations.

La FADDO est une association très importante dans la politique de développement de la CRD et de l'ensemble du département. Elle a une intervention multisectorielle

TABLEAU N°34: SYNTHÈSE DES CONTRAINTES AU NIVEAU DES AUTRES ORGANISATIONS

CONTRAINTES	CAUSES	CONSEQUENCES	HYPOTHESE DE SOLUTIONS
<p>Faible implication des associations de développement lors des activités de développement</p> <p>Faible relation avec le CR</p> <p>Saisonnalité des activités des associations (principalement en hivernage et lors des congrès et « Bukut »)</p> <p>Faible fonctionnalité des comités de gestion</p> <p>-APE</p> <p>-Forage</p> <p>- Santé</p>	<p>Forte tendance à la bureaucratie et à l'abandon des activités de subsistance par les acteurs les plus valides majoritairement composés d'élèves et fonctionnaires</p> <p>Le conseil rural est vu sous un angle politique et non comme un acteur capable d'impulser le développement</p> <p>Exode rural</p> <p>Les études</p> <p>Manque de motivation salariale Faible niveau de formation en gestion et entretien</p> <p>Détournement des recettes ;</p> <p>Problèmes de recette ;</p> <p>Revenu faible</p>	<p>Activités économiques pérennes inexistantes</p> <p>Les prérogatives du CR sont méconnues</p> <p>Faibles résultats</p> <p>Non fonctionnalité des APE</p> <p>Arrêt de forage ;</p> <p>Pauvreté des populations</p>	<p>Promouvoir des activités économiques pour leurs membres ;</p> <p>Le CR doit développer des stratégies d'information sur ses missions tout en étant forte Impliqué sur les questions de développement local</p> <p>Suivi du conseil rural</p> <p>Formation</p> <p>Augmenter les appuis du conseil rurale</p>

3.3 Diagnostic institutionnel du Conseil Rural

- La composition du conseil rural

Le conseil rural de Diembéring est composé de 36 membres dont six (6) femmes issus de différentes sensibilités politiques, mais majoritairement de l'alliance au pouvoir. La répartition des conseillers par village est très homogène. La plupart des villages y sont représentés. Mais la répartition par genre ne répond pas à cet équilibre. En effet, les femmes représentent 17% du conseil soit six conseillères.

L'approche genre doit être prise en compte par les partis politiques afin de permettre une bonne représentativité des femmes dans les instances de décision seul gage de la prise en compte de leurs besoins.

Le niveau d'instruction des conseillers est satisfaisant, on a 15% d'universitaires, 45% des conseillers ayant le niveau secondaire et le reste étant pour la plupart scolarisé. Cette situation assez satisfaisante facilitera très sûrement une bonne appropriation de la décentralisation afin d'arriver à un bon niveau de prise en charge des compétences transférées.

Le conseil rural de Diembéring regroupe plusieurs corps professionnels. On y retrouve généralement les agriculteurs et les travailleurs du secteur touristique. Il y a aussi quelques enseignants, un environnementaliste, et d'autres acteurs. Cette hétérogénéité permet d'envisager une meilleure analyse des contraintes pour l'orientation budgétaire. L'écrasante majorité des conseillers ruraux en sont à leur premier mandat. Leur expérience dans la gestion des affaires locales est donc très limitée. Pour la bonne marche du conseil des séances de formation s'avèrent nécessaires pour renforcer la capacité des conseillers.

- **Organisation et fonctionnement du conseil rural**

L'exécutif est assuré par le président de la communauté rurale. Quant à l'organe de délibération il est constitué de l'ensemble des 36 conseillers. Il est dirigé par le PCR assisté de ses deux vice-présidents.

Le conseil rural compte six (6) commissions dont une commission genre. Il s'agit des commissions finance et relation extérieure, santé et action sociale; planification, aménagement du territoire, urbanisme et habitat; domaines, environnement et ressources naturelles ; éducation, jeunesse, sport et loisirs.

La fonctionnalité des commissions pose problème. Il y a une forte concentration des activités autour du président, les commissions santé, éducation, ne sont sollicités que lors des subventions et/ou répartition de don. C'est pourquoi, il y a lieu de tenir des sessions de formation à l'intention des conseillers pour leur permettre de mieux comprendre, l'enjeu, et les prérogatives qui leurs sont assignées. Quant au conseil rural, il se réunit de façon irrégulière, à la convocation du président. En moyenne lors de ces derniers mois on note une rencontre par trimestre.

- **Les ressources de la communauté rurale**

La Communauté Rurale de Diembéring est l'une des communautés rurales les plus riches du pays. Ses ressources sont tirées essentiellement des taxes payées par les établissements hôteliers (sur le foncier et bâtis), des taxes sur le stationnement, des droits de marché, des revenus du patrimoine de la CR, de l'impôt sur le revenu, des recettes de l'état civil, des dons.

Mais, avec la crise qui frappe le secteur du tourisme depuis plus de deux (2) ans, il y a une exonération de la taxe pour la plupart des hôtels dont entre autre le club qui versait à lui seul environ 120 000 000fcfa à la communauté rural ce qui constitue qui pose un manque à gagner énorme pour la communauté rurale.

Les budgets des trois dernières années varient entre 600 000 000, 500 000 000 et 576 000 000 FCFA environs. En moyenne les taux d'exécution avoisinent les 50%.

Soulignons enfin que depuis l'avènement de la crise casamançaise, la taxe rurale n'est plus recouvrée. Mais, le conseil rural s'est doté d'un patrimoine composé de bâtiment en location (Pharmacie du cap, maison des enseignants, etc.).

Le personnel de la CR est constitué d'un Assistant communautaire et d'un secrétaire communautaire chargés d'appuyer la communauté rurale en l'occurrence le Président.

- Réalisations dans l'année en cours

- Evaluation PAI 2008	Règlement de conflits fonciers	Appui aux manifestations religieuses et coutumières	Prospection et affectation de terrains	Appui aux écoles en fournitures et matériel scolaires	Appui aux PS en médicaments et matériel	Subvention aux ASC	Reboisement -Construction digues anti sel
- Elaboration PAI 2009							
- Orientation budget 2009							

TABLEAU N°35 : SYNTHÈSE DES CONTRAINTES ET HYPOTHÈSES DE SOLUTIONS

CONTRAINTES	CAUSES	CONSEQUENCES	HYPOTHÈSE DE SOLUTIONS
Difficultés de mobiliser des ressources financières	Procédure de décaissement lente	Difficultés d'honorer les engagements	Allègement de la procédure
Recouvrement difficile de la taxe rurale	Collecte difficile au niveau des villages	Faible capacité financière	Elaboration d'une bonne politique de recouvrement
Faible dynamisme du C.C	Méconnaissance du rôle du CC	Non recouvrement du budget	Mise en place d'un système participatif d'élaboration de budget
		Dysfonctionnement	Redynamisation du CC
			Renforcement de capacités

3.4 Les services déconcentrés (CADL, Sous Préfet)

3.4.1. La sous- préfecture

C'est l'exécutif au niveau de l'arrondissement de Cabrousse dont Djembérenge est une des deux (2) communautés rurales. A sa tête un sous-préfet qui est le représentant de l'administration territoriale. Le sous préfet joue un rôle très important dans la politique de la communauté rurale. En effet, toutes les délibérations du conseil rural passent à la sous préfecture pour approbation.

Les ressources humaines de la sous préfecture se limitent à 3 personnes le sous préfet, le secrétaire et le chef de CERP qui assure en même temps la fonction d'adjoint au sous préfet. Ce déficit de personnel rend le travail difficile au niveau du service.

3.4.2. CADL de Ca brousse

C'est une structure technique de proximité. Elle se compose d'agent technique de l'agriculture qui fait office de responsable du CADL, d'agent technique de l'élevage, des eaux et forêts, et de pêche. Il manque un agent en économie familiale et / ou une monitrice rurale

TABLEAU N°36 : INVENTAIRE DU MATERIEL DU CADL

NATURE	CADL CABROUSSE			
	NBRE INFRASTRUCTURES	ETAT	ORIGINE	BESOIN
Logement	06	Vétuste	Etat	Réfection
Bureaux	01	Passable	Etat	Réfection
Magasins	01	Mauvais	Etat	Réfection
Châteaux d'eau	01	Mauvais	Etat	Adduction
Puits	01	Bon	Etat	Forage
Clôture	01	Ma	Etat	Réparation
Mobilier de bureau				
Tables	01	Mauvais	DADL	02
Fauteuils fixes	01	Bon	DADL	00
Armoires métalliques	01	Bon	DADL	Bibliothèque
Chaises	07	Bon	DADL	02
Machines à écrire	01	Mauvais	DADL	Ordinateur
Ventilateur	01	Bon	DADL	00
Ordinateur	00	00	00	01
Bibliothèque	00	00	00	01
Table ordinateur	00	00	00	01
Matériel de démonstration,				
Jalon	03	Bon	DADL	03
Pad ex	00	00	00	01
Boussole	01	Bon	DADL	00
Machine à calculer	01	Mauvais	DADL	01
GPS	00	00	00	0100
Moyens logistiques				
Motos à vitesse	01	Passable	DADL	Entretien

TABLEAU N°37 : SYNTHESE DES CONTRAINTES ET HYPOTHESES DE SOLUTIONS

CONTRAINTES	CAUSES	CONSEQUENCES	HYPOTHESE DE SOLUTIONS
Manque de moyens financiers et matériels Bâtiment vétuste Absence d'eau	Manque d'appui	Faible fonctionnement	Renforcement appui financier et matériel Réhabilitation bâtiment Adduction d'eau

3.5 Les organismes d'appui au développement (ONG, Projet ou Programme de l'Etat)

Les ONG et les projets sont présents dans la communauté rurale de Djembérenng. On peut en citer :

- l'Agence des musulmans d'Afrique (AMA) intervient dans la zone et cible particulièrement la communauté musulmane avec la construction de mosquées. Elle aide également les populations musulmanes sous d'autres formes.
- Le GRDR par le soutien au point d'info et à la mise en place du fonds de crédit départemental accompagne la promotion des filières. D'autre part, il soutient les productions rizicoles par l'aménagement des vallées.
- Le PADERCA est un programme de soutien au développement qui a pour ambition d'appuyer la filière rizicole par l'aménagement des vallées (déjà en cours à Wenday, etc.) et la construction de Magasins.
- World Education, qui avait facilité le désenclavement des îles par l'obtention de pirogues et aussi par des actions de soutien à la jeunesse dans le cadre de politique de réconciliation pour un retour à une paix définitive dans la région continue d'être un partenaire de la communauté rurale.

- Le PAM appuie quant à lui les cantines scolaires. Il contribue aussi à la promotion de l'école car la pauvreté est très répandue depuis la crise. Assurer aux élèves un repas quotidien est très important pour leur épanouissement à l'école.
- Une organisation humanitaire Action Kassoumay intervient très souvent dans la CRD en organisant des soins gratuits ou en donnant aux populations des médicaments (à Djembéren).g)
- Bon Rencontre en France est un partenaire de la CRD, elle avait contribué, pour une grande partie, au financement pour la construction des six (6) salles de classe à Carabane.

Ces organisations œuvrent toutes pour le développement socio-économique de la CRD. La communication entre ces différentes structures est nécessaire pour qu'elles n'interviennent pas toutes dans les mêmes secteurs d'activités ; ce qui est préjudiciable à un développement harmonieux. Leurs actions doivent plutôt être complémentaires. C'est pourquoi, la mise en place d'un cadre de concertation à l'échelle communautaire est indispensable pour harmoniser l'action des partenaires au développement de la communauté rurale.

3.6 Analyse de la dimension conflit

Le contexte de la communauté rurale de Djembéren se caractérise depuis l'attaque du Cap dans les années 90, par une absence presque totale de violence. Cependant la zone ne peut pas être considérée en dehors de la crise Casamançaise du fait de l'engagement de certains leaders issus de ces zones et de la proximité de la communauté rurale de Santhiaba Manjack qui se particularise par la présence d'acteurs en armes et la présence de mines.

L'insécurité sur les axes qui mènent vers Ziguinchor et récemment sur ceux reliant Ziguinchor au Cap affecte beaucoup, les activités touristiques qui sont le poumon de la communauté rurale de Djembérenng.

Au plan local, la communauté rurale est soumise à diverses tensions dont entre autres les conflits fonciers et celles liées à la divagation animale qui minent la stabilité sociale entre les populations. Ces conflits sont liés à la boulimie foncière dans cette partie de la communauté rurale conséquence de l'attrait touristique de la zone.

Cependant, l'ouverture de la communauté rurale sur l'Océan et la présence de multiples bolongs ont conduit à une ruée dans cette zone de pêcheurs venus d'un peu partout et même du Ghana, du Mali. Avec la raréfaction des ressources halieutiques, il y a une croissance des conflits entre communautés de pêcheurs.

Au plan touristique, la communauté rurale de Djembérenng (particulièrement le Cap Skirring) cristallise aujourd'hui, les frustrations découlant du recule de ce secteur et le sentiment d'absence de soutien qui anime une bonne partie de la population est à suivre avec beaucoup d'attention. Le secteur touristique est soumis à des tensions entre les tours opérateurs, entre les acteurs locaux (hôteliers et responsables de campements et/ou système de recueil de touriste dans les maisons, appartements etc) qui fragilisent la stabilité économique et sociale de la zone voir de la région.

3.7. Analyse de la problématique de l'excroissance de Capskirring

Occupé à l'origine par un petit village de pêcheurs, il fut découvert et apprécié par les Français en mission dans la région naturelle de la Casamance comme zone balnéaire de villégiature au début.

Localiser en pleine brousse on a vu un développement de la localité avec la promotion du secteur touristique par l'aménagement d'une piste d'atterrissage en terre, puis d'un aéroport respectivement dans les années 60 et 80. Ainsi,

progressivement, le village paisible de pêcheur, devient un pôle touristique d'envergure nationale à l'image de Saly vers Mbour.

Aujourd'hui, la localité compte en permanence plus de 1800 habitants. Mais pendant la période touristique on a plus de cinq fois sa population. Au plan ethnique, le village de cap est devenu un mélange où toutes les langues du pays se parlent en plus de l'anglais, l'italien, l'Espagnol et le Français.

Aujourd'hui, Cap Skirring, comprend une trentaine d'hôtels, de campement et de résidence, des restaurants en tous genres, des loisirs. Avec l'influence touristique, le village perd, de plus en plus, ses valeurs traditionnelles.

En effet, si bon nombre de Kabrousois (du village de Kabrousse) travaillent aujourd'hui dans le tourisme, la plupart d'entre eux sont toujours agriculteurs et cultivent dans les rizières environnantes. Le développement de la zone, qui reste très rurale, s'est fait dans le respect des coutumes et des hommes. Ainsi, il n'est pas rare, au gré d'une balade de tomber sur une cérémonie traditionnelle, faites de chants et de masques (nommés kankurans). L'habitat traditionnel, composé de grandes cases de plusieurs pièces recouvertes de chaume, forme encore l'essentiel du village.

Le succès de ce village de vacances et la présence d'un aéroport international attira de nombreux autres hôtels. Ce succès donna naissance au village de Cap Skirring proprement dit.

Le Dynamisme économique du secteur touristique a conduit à l'installation de structure bancaire comme La CBAO, entre autres, et du développement du secteur tertiaire (commerces et services) La population de la localité est entièrement dépendante de ces activités. La ruralité de la localité en disparition reste présente

sur l'aspect traditionnel de l'occupation de l'espace qui rappelle les quartiers populaires issus de village des grandes villes comme Wakam, Yoff, etc.

Ainsi comme les quartiers traditionnels des grandes villes, se pose les problèmes d'aménagement internes de ceux-ci et la gestion de la sécurité car la diversité et l'afflux de plus en plus important de migrants augmente l'insécurité.

3.8. Question genre

Ces femmes « gardiennes » des forêts sacrées de la Casamance où les conflits sociaux ont de tout temps été réglés, selon la coutume locale, sont très respectées dans la société. Mais ce rôle est souvent invisible du fait de leurs absences des instances de décision que sont les conseils de sage, la royauté actuelle et les divers mécanismes de prise de décision. Elles sont présentes lors des cérémonies traditionnelles et les prières et à ce titre sont craintes.

Avec la crise, leur rôle s'est accru dans la religion traditionnelle. Dans ce cadre, les femmes sont souvent sollicitées par les ONG et projets intervenant lors des cérémonies pour renforcer la dynamique de paix.

Au plan économique ; elles sont présentes dans les secteurs du commerce et de l'horticulture. Au niveau du ménage, elles s'occupent des rizières avec l'appui de leur mari.

Leur dynamisme au niveau de l'horticulture est appuyé par la Faddo, le CPAS et AJAEDO à travers l'équipement et la formation. Par contre pour le petit commerce, elles ne bénéficient d'aucun soutien. C'est souvent avec les moyens propres qu'elles mènent cette activité.

Les retombées de ces activités sont faibles malgré le potentiel que représente le tourisme. En effet, elles arrivent difficilement à vendre leurs produits en raison de l'individualisme persistant et des difficultés liées à l'absence d'organisation au niveau de la centrale de vente.

Le point infos mis en place avec l'appui du GRDR, tarde à insuffler une dynamique de lobbying, de coordination et de promotion de ces filières.

IV. PLANIFICATION DES ACTIONS DE DEVELOPPEMENT

4.1 Axes prioritaires de développement

REPertoire DES POTENTIALITES, CONTRAINTES ET SOLUTIONS

SECTEUR D'ACTIVITE	POTENTIALITES	CONTRAINTES	SOLUTIONS	LOCALISATION
SANTÉ	-Bonne couverture sanitaire au poste et case de santé -Dynamisme personnel de santé	-Enclavement et difficulté d'évacuation -Mauvaise gestion et entretien des infrastructures -Sous équipement des infrastructures -Taux de prévalences MST/VIH élevé Faible sensibilisation	Acquisition d'ambulances	Axe cabrousse Diembereng
			Coque (pirogue) Ambulance	Pour les îles
			Registres de consultation, ordonnanciers, divers matériels et fournitures	Toutes les maternités
			Construction case de santé	Sifoca, Ehidjie, Nikine
			Création de centre de santé	CR
			Améliorer les équipements des postes et cases de santé	CR
			IEC sur le Paludisme / VIH	CR
			Affectation ICP	Karabane
EDUCATION			Réhabilitation salles de classes	Boucotte Ouloff(5) ; Wendaye(3) ;Ourong(2) ;Cachouane (2) Diembéring(3)
	-Forte présence d'écoles		Construction et équipement de salles de classes	Wendaye (3); Lycée Cabrousse(4) ; CEMDiémbereng(2) ; CEM Boucott Ouloff(3)

	primaires ; 4 CEM et un Lycée	-Difficulté d'accès à la terre pour les constructions		Cachouane(2) ; Ourong(2) Cap(6) ; Boucotte Ouloff(5) ;
	-Existence d'écoles secondaires	-Insuffisance infrastructures	Construction logement des enseignants	Carabane, Cap Skiring ; Boucotte, Wendaye
			Construction mur de clôture école	Boucotte Woloff; CEMDiembérenge; CEMCarabane; Cachouane; Carabane
		-Abris provisoire	Construction latrines	Carabane, Cachouane
	-Dynamisme des enseignants	-Absence de clôture	Dotation informatiques et tables bancs	CEMDiembereng, CEM Boucott ; CEMCabrousse Oulof ; BoucottOuloff et II ; CapII, Cabrousell ; écoles des îles ; Boucotte Diola ; diemberengII
		-Absence de latrine	Extension électricité	CEM Boucott Ouloff, CEMDiembérenge
		-Equipement en TIC presque inexistant	Centre d'accueil des élèves	Cabrousse ; Boucott Ouloff, Cap
		-Absence de lieux d'habitations pour les enseignants	Construction aire de jeux dans les établissements scolaires	CR
		-sous équipement des écoles et CEM	Construction case des tous petits	Cap Skiring, Cabrousse
		- Non électrification des écoles et CEM	Installation Bibliothèques	CEM Diembereng, CEMBoucotte, CEM Cap ; CEM Cabrousse; Lycée Cabrousse, Cachounell ; Les îles
	-Faible couverture au préscolaire			

ASSAINISSEMENT	-Evacuation des eaux de pluie par évaporation et infiltration	-Surpeuplement (cas de Cap à Diembereng) -Non utilisation de latrines adaptées	Sensibilisation à la construction de latrines adaptées dans les maisons	CR
	-Existence unité de traitement des ordures	-Risque de contamination nappe avec les fosses perdues	Organisation de set setal	CR
	- mise en place d'un système de gestion des ordures	-système de gestion des ordures peu fonctionnel	Aménager de points de collectes et de dépôt des ordures	Cabrousse à Diembéren
		-Existence de mare et de végétation dans les villages- développement des moustiques	Acquisition véhicule de ramassage	Cabrousse à Diembéren
			IEC sur les maladies hydriques	CR
HYDRAULIQUE	-Existence de puits d'eau traditionnelle	-Eau saumâtre		
	-Installation de forages	-Couverture par les réseaux adduction	Extension du RAEP à l'intérieur des villages	Boucotte Oulof, Diembereng ; Cabrousse ;
	-Nappe Peu profondeur	-Absence d'abreuvoirs	Renforcement capacité forage	Cabrousse
	-Existence d'infrastructures	-Faible nombre de puits moderne	Réalisation d'un forage avec château d'eau	Boucotte Ouloff Capskiring
			Fonçage puits moderne	Bouyouye ; les îles ; Etama (Diembereng) ;

			Réfection de citerne	Sifoca
AGROFORESTERIES (GRN)	-Richesse de la forêt -Existence de vergers -émergence d'organisation faîtière	-Difficulté d'écoulement des produits -Accès difficile aux produits phytosanitaires -Manque de formation -Coupure abusive -Sols infesté Attaque de la mouche	Reboisement de la mangrove	CR
			Campagne de Reboisement (avec espèces halophiles) le long de la côte	CR
			Mettre en place des mesures sur la coupe des arbres etc	CR
			Renforcer la pépinière	Kabrousse
			Création de pépinière fruitière	Diembereng
			Mur de protection contre l'avancée de la mer	Le long de la côte
			Facilité l'accès au produits de traitement de la mouche blanche pur les vergers	CR
AGRICULTURE				
			Sensibilisation pour l'entretien des digues	CR
	-Bonne pluviométrie	-Salinisation et ensablement des terres	Construction de digues anti- sel	Diembereng, Carabane ; Cachouane, Boucotte, Wendaye
			Lutter contre l'ensablement des rizières	CR

	<p>-fertilité des terres</p> <p>-Organisation en filières(maraîchage, riziculteurs, etc.) existantes</p> <p>-Présence de partenaires (CPAS, FADO, GRDR)</p> <p>Existence Marchés (hôtels, restaurants, etc.)</p> <p>-Centre de formation du CPAS</p> <p>-Unité de conservation</p>	<p>-matériel agricole rudimentaire</p> <p>-Accès difficile aux intrants agricoles</p> <p>-Divagation animale</p>	<p>Faciliter équipement des producteur en : Tracteurs</p> <p>Motoculteurs ; attelage</p>	<p>CR</p>
			<p>Création de magasin d'intrants (utilisation des magasins existant)</p>	<p>Boucotte, Cabrousse, Diembereng</p>
			<p>Formation des planteurs en luttés contre la mouche et les insectes</p>	<p>CR</p>
PECHE	<p>-CR côtier</p> <p>-Existence de ressources halieutique</p>	<p>-Vétusté des équipements</p> <p>-Raréfaction des</p>		
			<p>Construction d'une unité de conservation</p>	<p>Bouyouye, Cabrousse, Diembereng, îles</p>

	-Main d'œuvre disponible	ressources	Aménagement bassins aquacoles	Bouyouye, Cabrousse, Îles ; Diémbéréng
	-Présence de partenaires	- Conflit entre pêcheurs	Faciliter accès aux crédits en sensibilisant pour le remboursement et l'ouverture de mutuelles	Cap ; Cabrousse
	-Existence unité de glace	-Manque de formation	Faciliter l'accès à l'équipement et aux matériels de pêche	CR
	- Existence fond de crédit	-Unité de glace non fonctionnelle		
		-destruction de la mangrove		
ELEVAGE	-Tapis herbacé bien fourni (hivernage)	-Faiblesse du suivi vétérinaire	Mise en place magasin de vente aliments	Diembereng, Kabrousse, Îles
			Construction abreuvoir	CR
			Aménagement de zone de parcage du bétail	Diembereng ; Boucotte, Cabrousse
			Construction parc à vaccination	Boucotte, Cabrousse, Diembereng ;
	- organisation en filière	-Manque de formation	Promouvoir l'insémination artificielle	CR
	Disponibilité de fond de credit ;	-réduction de l'espace de pâture	Sensibilisation contre les feux de brousse	CR
	-Partenaire CPAS, GRDR, FADO, etc	-Taux de remboursement crédit faible	Formation d'auxiliaires	CR
			Mise en place pharmacie	Boucotte

	- Marchés des hôtels et restaurants	-Difficultés pour abreuver et trouver alimentation -Absence de dynamisme de l'organisation faïtière	Délocalisation Abattoir	Cap-Cabrousse
ARTISANAT	-Présence de différents corps de métiers -Zone touristique	-Faible promotion du secteur -Manque de formation ; - Ouverture de points de vente dans les hôtels	Construction centre artisanal	CapSkirring, Carabane
			Organisation des artisans en filière	CR
			Aider l'équipement	Cabrousse, Cap, Diembereng
			Renforcement capacités des artisans	Cabrousse, Cap, Diembereng
INDUSTRIE	-Existence d'unités industrielles (Décortiqueuse, unité de conservation, etc.) ; Ferme de Bouyouye ; Marché des hôtels, restaurants	-Insuffisance d'unités industrielles -Faible maîtrise technique	Installation décortiqueuses ; moulin à pâte	Boucotte Diola ; Capskirring, Ehidji ; Cabrousse
			Construction four de fumage et clef de séchage	Capskirring, Carabane, Boudiédiète
			Installation unités transformation de produits maraichères	Boucotte

ENERGIE MINE				
			Extension réseau électrique	Bouyouye ; Cabrousse, Point Info(Boucotte)
			Installation panneaux solaires	Îles
			Réglementer l'exploitation des carrières	Diembereng, Cabrousse
TOURISME	<ul style="list-style-type: none"> -Climat favorable -Zone balnéaire -Richesse culturelle -Existence des campements, hôtels ; aéroport ; bars, restaurants ; -Présence de Gendarmerie, de sapeurs pompiers 	<ul style="list-style-type: none"> -patrimoine historique en ruine ; -Faible couverture électrique et en Eau potable -Insécurité en Casamance -Enclavement des villages -Absence de stratégie de promotion 	Reprise des vols sur le Cap	CR
			Organisation de Manifestations culturelles	Cap, Cabrousse, Diembereng ; Carabane
			Reprise de l'escale du bateau à Carabane	CR
			Réfection des sites touristiques	Carabane
			Extension réseau eau potable	Cap ; îles
			Création et alimentation de Site Web pour la promotion et la communication	CR
			Implication des locaux dans les excursions	Îles ; Diembereng, Cabrousse, Cap

COMMERCE	<ul style="list-style-type: none"> -Pole de consommateurs potentiels - Ouverture de la CR sur son environnement 	<ul style="list-style-type: none"> -Enclavement des villages -Coût de transport élevé -Inexistence de marchés aménagés -Difficulté d'accès au financement 	Construction de marchés hebdomadaires avec soucks	Capskiring
			Restauration escale du bateau de Carabane	Carabane
			Installation magasin d'approvisionnement en denrées	Cap, Cabrousse, Diembereng ; Boucotte, Cachouane, Carabane
			Faciliter des échanges entre les acteurs de filière	CR
			Construction chambre froide	Cap
EPARGNE / CREDIT	<ul style="list-style-type: none"> -Epargne existant -Dynamisme du secteur de pêche, tourisimes, -Proximités banques et CMS, -Fond de crédit 	<ul style="list-style-type: none"> Remboursement faible crédits -Difficultés à accéder au crédit Méconnaissance et lourdeur des procédures 	Soutien micro-credit et promotion émergence mutuelles	Capskiring, Cabrousse
			Soutenir la caisse de Bouyouye pour augmenter sa couverture (IEC)	CR
			Accompagner l'évolution du système de crédit (fond de crédit existant) par la sensibilisation au remboursement	CR
			Sensibilisation des populations sur	CR

	-Existence d'organisation des femmes dynamiques -Appris FADDO et AJAEDO, GRN		l'épargne et le crédit	
TRANSPORT/ COMMUNICATION	-Présence d'axes routiers bitumés - Existence de moyens de transport -Forte fréquentation -dynamisme tourisme -Présence de réseaux téléphoniques	-Enclavement interne : des pistes difficiles - Pas de Quai pour escale à Carabane -Réseau téléphonique instable -Coût élevé du transport	Réhabilitation des pistes	Cabrousse-Boudiédiétte; Diembereng-Nikine;Diembereng-Cachouane
			Butumage de route	Cap - Diembereng
			Construction quai pour le bateau	Carabane
			Construction embarcadère	Cap, Boucotte
			Mise en place d'un cadre de concertation sur les prix de transport	CR
JEUNESSE/ SPORT/CULTURE ET LOISIR	Dynamisme des jeunes dans les organisations Population	Pas d'entretien du patrimoine culturel local	Réhabilitation patrimoine culturel	Diembereng(puits de El Hadji Oumar, Boucotte (lieu de prière de El Hadji Oumar ;Carabane(église coloniale, maison des esclaves, Tombe Capitaine Protet) ;

	majoritairement jeune			Cabrousse(puits de Aline Sitoé Diatta ; Cachouane puits El Hadji Oumar
	-Personnes renoncés disponible	-Mentalité traditionnelle	Construction de Terrain de Foot	Boucotte Oulof; Cabrousse, Diembereng, Cap, Ourong
	-Existence de lieux de rencontre	-Insuffisance d'infrastructure	Construction et aménagement de complexe socioculturel	Cap Skirring
	-Culture riche et à la tradition	-Pas d'entretien des infrastructures	Construction foyer des jeunes	Sifoca, Ehidjie ; Nikine, Capskirring
	-Large famille	-Faible niveau d'information sur les opportunités	Construction Stade Multidisciplinaire	Boucotte
		-Absence de promoteurs culturels		
		-Faible équipement des groupes culturels		
AMENAGEMENT TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT	-Zone de polarisation régionale, nationale	-Insécurité	Lutter contre l'exploitation du sable côtier	CR
	- Océan ;	-Instabilité en Guinée	Construction de cordon de protection par rapport avancée mer	CR
	-Ouverture sur la Guinée Bissau	- Concentration infrastructure sur axe Cap-Diembérenge ;	Reboisement mangrove et avec espèces halophiles	CR
		Forte polarisation Capskirring	IEC protection palmeraie	CR
		Pressions foncières	Elaboration plan directeur d'assainissement	Capskirring
		Avancée de la mer	Cadastre foncier	Axe Cabrousse-Diembérenge

➤ **Objectif global de développement**

La définition d'un objectif global et des objectifs spécifiques doit s'inspirer des objectifs d'un ensemble beaucoup plus vaste qu'est la région. L'objectif global de la communauté a été décliné en rapport avec les objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

L'analyse du bilan diagnostique, mettant en exergue les contraintes et les potentialités de la zone, a permis à la communauté rurale de définir un objectif global. Cet objectif global que s'est fixé la communauté rurale se résume ainsi : Le développement économique et social durable de toute la communauté.

➤ **Objectif sectoriel et Objectifs spécifiques de développement**

Les objectifs intermédiaires concourent à l'atteinte de l'objectif global. Ils s'articulent autour d'options de développement touchant presque tous les secteurs.

01. Accès aux services sociaux de base : : il s'agit à ce niveau de mettre en œuvre des actions pouvant contribuer d'une manière ou d'une autre à la réduction du déficit de la communauté rurale dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'eau etc. Ceci se fera à travers la réalisation et / ou la réhabilitation de puits et forages, la construction de cases de santé ou l'équipement de poste de santé, la réalisation d'infrastructures éducatives, etc

02. améliorer les rendements et la productivité : l'obtention de rendements meilleurs repose sur une agriculture modernisée. Il s'agira à ce niveau de faciliter l'accès au matériel agricole (tracteurs, motoculteurs, houes, batteuses, etc.), l'accès aux intrants et de mettre en place un programme de renforcement de capacités des acteurs.

03. Améliorer le niveau d'accessibilité de la communauté rurale : le désenclavement de la localité passe, nécessairement, par l'aménagement de

pistes rurales, l'installation d'une radio communautaire, la densification des réseaux mobiles, la création d'une gare routière et la mise en place d'un cadre de concertation et d'unification des tarifs. Ce qui facilitera la circulation des biens et des personnes dans la communauté rurale.

04. Développer l'élevage : il s'agira par des actions telles que la mise en place de programmes de renforcement de capacités des acteurs, d'insémination artificielle, l'installation d'une ferme agricole et d'un poste vétérinaire et d'aménagement de zones de parcours de donner un coup de pouce au développement social et économique de la zone.

05. Améliorer la condition des couches vulnérables : les femmes et les jeunes constituent les couches les plus vulnérables de la communauté rurale. Il s'agira pour la CR d'une part de mener une politique d'allégement des travaux féminins par la mise en place de moulins à mil, de motoculteurs, de batteuses d'amélioration du système d'exhaure et d'autre part, il s'agira de permettre l'épanouissement des jeunes par la construction de centres socio-éducatifs et culturels, l'aménagement d'aires de jeux et le renforcement de leur capacité.

06. Renforcer la gestion et la protection de l'environnement : les effets naturels comme l'érosion hydrique, les effets humains à savoir les feux de brousse et la coupe abusive des arbres constituent les principales causes de la dégradation de l'environnement. Il est donc urgent de mettre en place une politique de protection de l'environnement par la formation des populations en techniques de GRN, la mise en place de comités de lutte contre les feux de brousse, la réalisation de digues pour freiner l'ensablement et la salinisation.

07. Redynamiser les secteurs de l'artisanat, du commerce et du tourisme: ceci passe par la mise en place d'un système de crédit adapté, l'aménagement de marchés hebdomadaires et la construction de hall de marché, le renforcement de capacités des acteurs ainsi que l'amélioration de l'accessibilité au niveau de la CR.

4.2 Programme d'actions prioritaires

SECTEUR D'ACTIVITE	OBJECTIF SPECIFIQUE	ACTIONS	LOCALISATION	COUTS	SOURCE	PARTENAIRES		
						LOCAUX	TECHNIQUE	FINANCIERS
SANTÉ	Objectif sectoriel : améliorer la couverture sanitaire							
	Renforcement de l'accessibilité aux structures de santé	Acquisition d'ambulances	Axe cabrousse Diembereng	8 000 000	SRADL	CR, Comités de santé	Région médicale, district sanitaire	Etat, CR
		Coque (pirogue) Ambulance	Pour les îles	7 000 000	SRADL	CR, Comités de santé	Région médicale, district sanitaire	PNDL, CR, ETat
		Création de centre de santé	CR	44 956 364	SRADL	CR, Comités de santé	Région médicale, district sanitaire	PNDL
		Construction case de santé	Sifoca, Ehidjie, Nikine	24 600 000	SRADL	CR, Comités de santé	Région médicale, district sanitaire	PNDL
	Renforcer les acquis							
		Améliorer les équipements des postes et cases de santés	CR	10 000 000	Estimation	CR, Comités de santé	Région médicale, district sanitaire	PNDL, Etat, CR
		IEC sur le Paludisme / VIH	CR	1 000 000	Estimation	CR, Comités de santé	Région médicale, district sanitaire	PNDL, CR, Etat

		Affectation ICP	Karabane	-	-	CR, Comités de santé	Région médicale, district sanitaire	PNDL, Etat, CR
		Registres de consultation, ordonnanciers, divers matériels et fournitures	Toutes les maternités	1 000 000	Estimation	CR, Comités de santé	Région médicale, district sanitaire	PNDL, CR, Etat
EDUCATION	Objectif	Améliorer les conditions d'étude dans la collectivité						
	Amélioration qualitative des infrastructures scolaires	Réhabilitation salles de classes	Boucotte Ouloff(5) ; Wendaye(3) ; Ourong(2) ;Cachouane (2) Diembéreng(3)	3 500 000 f	Estimation	CR, APE	IDEN, CR, etc	Etat, CR, PNDL, PADERCA, FADDO
		Construction et équipement de salles de classes	Wendaye (3); Lycée Cabrousse(4) ; CEMDiembere ng(2) ; CEM Boucott Ouloff(3) Cachouane(2) ; Ourong(2) Cap(6) ; Boucotte Ouloff(5) ;	7 725 500/ salle	SRADL	CR, APE	IDEN, CR, etc	Etat, CR, PNDL, PADERCA, FADDO
		Construction logement des enseignants	Carabane, Cap Skirring ; Boucotte, Wendaye	10 000 000	Estimation	CR, APE	IDEN, CR, etc	Etat, CR, PNDL

		Construction mur de clôture école	Boucotte Woloff; CEMDiembéring; CEMCarabane; Cachouane; Carabane	4 890 000/mur	SRADL	CR, APE	IDEN, CR, etc	Etat, CR, PNDL
		Construction latrines	Carabane, Cachouane	3 534 700	SRADL	CR, APE	IDEN, CR, etc	Etat, CR, PNDL
		Dotation informatiques et tables bancs	CEMDiembéring, CEM Boucott ; CEMCabrousse Oulof ;Boucott Oulof I et II ; CapII,Cabrousse II ; écoles des îles ; Boucotte Diola ; diemberengII	5 000 000	Estimation	CR, APE	IDEN, CR, etc	Etat, CR, PNDL, PADERCA, FADDO
	Maintenir l'accès	Construction aire de jeux dans les établissements scolaires	CR			CR, APE	IDEN, CR, etc	Etat, CR, PNDL, PADERCA, FADDO
		Centre d'accueil des élèves	Cabrousse ; Boucott Ouloff, Cap	10 000 000	Estimation	CR, APE	IDEN, CR, etc	Etat, CR, PNDL, PADERCA, FADDO
		Installation Bibliothèques	CEM Diembereng, CEMBoucotte, CEM Cap ; CEM	4 360 000/ ecole	SARDL	CR, APE	IDEN, CR, etc	Etat, CR, PNDL, PADERCA, FADDO

			Cabrousse; Lycée Cabrousse, Cachounell ; Les îles					
		Extension électricité	CEM Boucott Ouloff, CEMDiembé ng	1 000 000	Estimation	CR, APE	IDEN, CR, etc	Etat, CR, PNDL, PADERCA, FADDO
	Faciliter l'accès au pré scolaire	Construction case des tous petits	Cap Skiring, Cabrousse	42 800 000/case		CR, APE	IDEN, CR, etc	Etat, CR, PNDL
ASSAINISSEMENT	Objectif sectoriel :		Améliorer les conditions de vie					
	Reduire les risques de contamination	Sensibilisation à la construction de latrines adaptées dans les maisons	CR	1 000 000	Estimation	OCB, CR	CADL, CR, Hydrauliqu e	ETAT, CR, PADERCA, FADDO
		Organisation de set setal	CR	1 000 000	SRADL	OCB, CR	CADL, CR, Hydrauliqu e	ETAT, CR, PADERCA, FADDO
		Aménager de points de collectes et de dépôt des ordures	Cabrousse à Diembéng	2 000 000	Estimation	OCB, CR	CADL, CR, Hydrauliqu e	ETAT PADERCA, FADDO, CR
		Acquisition véhicule de ramassage	Cabrousse à Diembéng	4 000 000	Estimation	OCB, CR	CADL, CR, Hydrauliqu e	ETAT, CR, PADERCA, FADDO

		IEC sur les maladies hydriques	CR	1 000 000	SRADL	OCB, CR	CADL, CR, Hydraulique	ETAT, CR, PADERCA, FADDO
		Sensibilisation à la construction de latrines adaptées dans les maisons	CR	1 000 000	Idem	OCB, CR	CADL, CR, Hydraulique	ETAT, CR, PADERCA, FADDO
HYDRAULIQUE	Objectif sectoriel :		Améliorer la satisfaction des besoins en eau					
	Améliorer la disponibilité infrastructure hydraulique en							
		Extension du RAEP à l'intérieur des villages	Boucotte Oulof, Diembereng ; Cabrousse ;	21 800 000	SRADL	OCB, CR	CADL, CR, Hydraulique	ETAT, CR, PADERCA, FADDO,
		Renforcement capacité forage	Cabrousse	1 000 000	Estimation	OCB, CR	CADL, CR, Hydraulique	ETAT, CR, PADERCA, FADDO,
		Réalisation d'un forage avec château d'eau	Boucotte Ouloff Capskiring	56 875 000	SRADL	OCB, CR	CADL, CR, Hydraulique	ETAT, CR, PADERCA, FADDO,
		Fonçage puits moderne	Bouyouye ; les îles ; Etama(Diembereng) ;	19 500 000	SRADL	OCB, CR	CADL, CR, Hydraulique	ETAT, CR, PADERCA, FADDO
	Réfection de citerne	Sifoca	2 000 000	Estimation	OCB, CR	CADL, CR, Hydraulique	ETAT, CR ; PADERCA	

AGROFORESTERIES (GRN)	Objectif sectoriel		Améliorer la gestion des ressources naturelles					
	Restaurer les conditions du milieu	Reboisement de la mangrove	CR	1 000 000	Estimation	CR, OCB,	CR, Eaux et Forêts	CR, Etat, PNDL, PIADESPC
		Campagne de Reboisement (avec espèce halophiles) le long de la côte	CR	1 000 000	Estimation	CR, OCB	CR, Eaux et Forêts	CR, Etat, PNDL, PIADESPC
		Mettre en place des mesures sur la coupe des arbres etc	CR	-	-			
		Renforcer la pépinière	Kabrousse	600 000	Estimation			
		Création de pépinière fruitière	Diembereng	2 000 000	Estimation	CR, OCB	CR, Eaux et Forêts	CR, Etat, PNDL, PIADESPC
		Mur de protection contre l'avancée de la mer	Le long côte	-	-	CR, OCB	CR, Eaux et Forêts	CR, Etat, PNDL, PIADESPC
		Facilité l'accès au produits de traitement de la mouche blanche pur les vergers	CR	1 000 000	Estimation	CR, OCB	CR, Eaux et Forêts	CR, Etat, PNDL, PIADESPC
AGRICULTURE	Objectif sectoriel		Améliorer la production agricole					
		Sensibilisation pour l'entretien des digues	CR	1 000 000	Estimation	CR, OCB	ANCAR, CR, CADL	Etat, CR, PADERCA
		Lutter contre l'ensablement des rizières	CR			CR, OCB	ANCAR, CR, CADL	Etat, CR, PADERCA

PECHE		Construction de digues anti- sel	Diembereng, Carabane ; Cachouane, Boucotte, Wendaye	11 637 411 /Digue	SRADL	CR, OCB	ANCAR, CR, CADL	Etat, CR, PADERCA	
		Sensibilisation pour l'entretien des digues	CR	1 000 000	Estimation	CR, OCB	ANCAR, CR, CADL	Etat, CR, PADERCA	
	Améliorer l'accès aux intrants agricoles	Formation des planteurs en luttés contre la mouche et les insectes	CR	1 000 000	SRADL	CR, OCB	ANCAR, CR, CADL	Etat, CR, PADERCA	
		Création de magasin d'intrants (utilisation des magasins existant)	Boucotte, Cabrousse, Diembereng	6 522 267	SRADL	CR, OCB	ANCAR, CR, CADL	Etat, CR, PADERCA	
		Faciliter équipement des producteur en : Tracteurs Motoculteurs ; attelage	CR	-	-	CR, OCB	ANCAR, CR, CADL	Etat, CR, PADERCA	
	Augmenter les revenus des femmes	Appuyer les GPF pour la commercialisation au niveau des hotels	Boucotte, Cabrousse, Diembereng, Bouyouyue, Capskiring ; Boucotte	-	-	CR, OCB	ANCAR, CR, CADL	Etat, CR, PADERCA	
	Objectif sectoriel		Améliorer l'exploitation des ressources halieutiques						
	Renforcer la conservation	Construction d'une unité de conservation	Bouyouyue, Cabrousse, Diembereng,	5 000 000	Estimation	CR, OCB	Service de pêche,	Etat, CR	

			îles				CADL, CR	
		Aménagement bassins aquacoles	Bouyouye, Cabrousse, Îles ; Diémbéren	16 000 000	Estimation	CR, OCB	Service de pêche, CADL, CR	Etat, CR
		Faciliter l'accès à l'équipement et aux matériels de pêche	CR	-	-	CR, OCB	Service de pêche, CADL, CR	Etat, CR
	Améliorer les revenus	Faciliter accès aux crédits en sensibilisant pour le remboursement et l'ouverture de mutuelles	Cap ; Cabrousse	10 000 000	Estimation	CR, OCB	Service de pêche, CADL, CR	Etat, CR
ELEVAGE	Objectif sectoriel : Soutenir l'élevage traditionnel							
	Améliorer l'accès à l'eau pour l'abreuvement	Construction abreuvoir	CR	500 000 / abreuvoir	Estimation	CR, OCB	DIREL, ANCAR, CR	CR, ETAT
		Aménagement de zone de parcage du bétail	Diembereng ; Boucotte, Cabrousse	500 000	Estimation	CR, OCB	DIREL, ANCAR, CR	CR, ETAT
	Faciliter la gestion de la saison sèche	Mise en place magasin de vente aliments	Diembereng, Kabrousse, Îles	6 522 267	SRADL	CR, OCB	DIREL, ANCAR, CR	CR, ETAT
	Renforcer les infrastructures	Délocalisation Abattoir	Cap-Cabrousse	-	-	CR, OCB	DIREL, ANCAR, CR	CR, ETAT

		Construction parc à vaccination	Boucott, Cabrousse, Diembereng ;	12 000 000	Estimation	CR, OCB	DIREL, ANCAR, CR	CR, ETAT
Améliorer la santé animale et la productivité		Sensibilisation contre les feux de brousse	CR	1 000 000	SRADL	CR, OCB	DIREL, ANCAR, CR	CR, ETAT
		Formation d'auxiliaires	CR	1 000 000	Estimation	CR, OCB	DIREL, ANCAR, CR	CR, ETAT
		Promouvoir l'insémination artificielle	CR	4 000 000	Estimation	CR, OCB	DIREL, ANCAR, CR	CR, ETAT
		Mise en place pharmacie	Boucotte	4 000 000	DOC PNIR	CR, OCB	DIREL, ANCAR, CR	CR, ETAT
ARTISANAT	Objectif Sectoriel		Promouvoir l'artisanat local					
		Construction centre artisanal	CapSkirring, Carabane	15 000 000	Estimation	CR, OCB	Chambre des métiers, CADL	CR, Etat, partenaires
		Aider l'équipement	Cabrousse, Cap, Diembereng			CR, OCB	Chambre des métiers, CADL	CR, Etat, partenaires
		Renforcement capacités des artisans	Cabrousse, Cap, Diembereng	1 000 000	SRADL	CR, OCB	Chambre des métiers, CADL	CR, Etat, partenaires
		Organisation des	CR	-	-	CR, OCB	Chambre des	CR, Etat, des

		artisans en filière					métiers, CADL	partenaires
INDUSTRIE	Objectif sectoriel		Développement de MER					
	Allègement des tâches activités féminines	Installation décortiqueuses ; moulin à pate	Boucotte Diola ; Capskiring, Ehidji ; Cabrousse	3 000 000 (décortiqueuse) Moulin(2 300 000)	SRADL	CR, OCB	CADL	Etat, CR
		Construction four de fumage et clef de séchage	Capskiring, Carabane, Boudiédiétte			CR, OCB	CADL	Etat, CR
	Augmentation des revenus	Installation unités transformation produits maraichers	Boucotte	5 560 440	SRADL	CR, OCB	CADL	Etat, CR
ENERGIE MINE	Objectif sectoriel		Améliorer la couverture énergétique					
	Augmenter le taux d'accès	Extension réseau électrique	Bouyouye ; Cabrousse, Point Info(Boucotte)	1 000 000	Estimation	CR, population	SENELEC, ASER	Etat, ASER, CR
	Promouvoir l'énergie solaire	Installation panneaux solaires	Îles	1 000 000	Estimation	CR, population	SENELEC, ASER	Etat, ASER, CR
Lutter contre l'exploitation	Reglementer l'exploitation des	Diembereng,	--	--	CR,	SENELEC,	Etat, ASER,	

	anarchique des carrières	carrières	Cabrousse			population	ASER	CR
TOURISME	Objectif sectoriel		Faire une promotion culturelle de la CR					
	Faciliter l'accès							
		Reprise des vols sur le Cap	CR		--	CR, OCB	CADL, service tourisme	Etat, CR, coop française
		Extension réseau eau potable	Cap ; îles	21 800 000	SRADL	CR, OCB	CADL, service tourisme	Etat, CR
		Reprise de l'escale du bateau à Carabane	CR		---	CR, OCB	CADL, service tourisme	Etat, CR
	Améliorer et diversification des produits	Organisation de Manifestations culturelles	Cap, Cabrousse, Diembereng ; Carabane	1 000 000	Estimation	CR, OCB	CADL, service tourisme	Etat, CR
		Réfection des sites touristiques	Carabane	2 000 000	Estimation	CR, OCB	CADL, service tourisme	Etat, CR
	Amélioration de la promotion							
		Création et alimentation de Site Web pour la promotion et la communication	CR	500 000	Estimation	CR, OCB	CADL, service tourisme	Etat, CR
		Implication des locaux dans les excursions	Îles ; Diembereng, Cabrousse, Cap		--	CR, OCB	CADL, service tourisme	Etat, CR

COMMERCE	Objectif Sectoriel		Développer un réseau marchand local					
	Aménager des aires de vente	Restauration escale du bateau de Carabane	Carabane			CR, OCB	CADL, Chambre de commerce	ETAT, CR, PNDL
		Installation magasin d'approvisionnement en denrées	Cap, Cabrousse, Diembereng ; Boucotte, Cachouane, Carabane	6 522 267	SRADL	CR, OCB	CADL, Chambre de commerce	ETAT, CR, PNDL
		Construction de marchés hebdomadaires avec soucks	Capskiring	40 000 000	SRADL	CR, OCB	CADL, Chambre de commerce	ETAT, CR, PNDL
		Faciliter des échanges entre les acteurs de filière	CR	--	--	CR, OCB	CADL, Chambre de commerce	ETAT, CR, PNDL
		Construction chambre froide	Cap	6 000 000	Estimation	CR, OCB	CADL, Chambre de commerce	ETAT, CR, PNDL
EPARGNE / CREDIT	Objectif Sectoriel		Développer les activités économiques par l'accès au credit					
	Renforcer les systèmes de crédits existants				CR, OCB	Mutuelles, Banques, CADL	Etat, CR	
		Soutenir la caisse de Bouyouye pour augmenter sa						

		couverture (IEC)	Bouyouye					
		Accompagner l'évolution du système de crédit (fond de crédit existant) par la sensibilisation au remboursement	CR	1 000 000	Estimation	CR, OCB	Mutuelles, Banques, CADL	Etat, CR
		Sensibilisation des populations sur l'épargne et le crédit	CR	1 000 000	Estimation	CR, OCB	Mutuelles, Banques, CADL	Etat, CR
	Adapter le crédit au condition locale	Soutien micro-credit et promotion émergence mutuelles	Capskiring, Cabrousse CR			CR, OCB	Mutuelles, Banques, CADL	Etat, CR
TRANSPORT/ COMMUNICATION	Objectif sectoriel		Améliorer la fluidité					
	Réhabilitation des pistes de communication	Réhabilitation des pistes	Cabrousse-Boudiédiète; Diembereng-Nikine; Diembereng-Cachouane	126 184 503		CR, population	Service des transports;	CR, PNDL
	Améliorer la disponibilité des transports	Butumage de route	Cap - Diembereng			CR, population	Service des transports;	CR, PNDL
		Construction quai pour le bateau	Carabane			CR, population	Service des transports;	CR, PNDL
		Construction embarcadère	Cap, Boucotte			CR, population	Service des transports;	CR, PNDL

	Promotion des TIC	Mise en place d'un cadre de concertation sur les prix de transport	CR			CR, population	Service des transports;	CR, PNDL	
JEUNESSE/ SPORT/CULTURE ET LOISIR	Objectif sectoriel		Favoriser l'expression culturelle, sportive et économique de la jeunesse						
	Aménager des aires d'expression des jeunes	Réhabilitation patrimoine culturel	Diembereng (puits de El Hadji Oumar, Boucotte (lieu de prière de El Hadji Oumar ; Carabane (église coloniale, maison des esclaves, Tombe Capitaine Protet) ; Cabrousse (puits de Aline Sitoé Diatta ; Cachouane puits El Hadji Oumar				CR, ASC	CDEPS, CADL	CR ; Etat
		Construction de Terrain de Foot	Boucotte Oulof; Cabrousse, Diembereng, Cap, Ourong	1 000 000	Estimation	CR, ASC	CDEPS, CADL	CR ; Etat	
		Construction et aménagement de complexe socioculturel	Cap Skirring	30 799 539	SRADL	CR, ASC	CDEPS, CADL	CR ; Etat	
	Impulser une dynamique de	Construction foyer des	Sifoca, Ehidjie ; Nikine,	10 035 816	SRADL	CR, ASC	CDEPS,	CR ; Etat	

	valorisation du potentiel culturel et de développement économique	jeunes	Capskiring				CADL	
		Construction Stade Multidisciplinaire	Boucotte	30 000 000	Estimation	CR, ASC	CDEPS, CADL	CR ; Etat
AMENAGEMENT TERRITOIRE	Objectif sectoriel		Améliorer la gestion des ressources naturelles et gestion des conflits et tensions					
	Protection et restauration du milieu	Lutter contre l'exploitation du sable côtier	CR	--	--	CR, populations	CADASTR E, CDL, CR	Etat, CR
		Construction de cordon de protection par rapport avancée mer	CR			CR, populations	CADASTR E, CDL, CR	Etat, CR
		Reboisement mangrove et avec espèces halophiles	CR	1 000 000	Estimation	CR, populations	CADASTR E, CDL, CR	Etat, CR
	Amélioration des outils de gestion en relation avec le développement du secteur du tourisme	IEC protection palmeraie	CR	1 000 000	Estimation	CR, populations	CADASTR E, CDL, CR	Etat, CR
		Cadastre foncier	Axe Cabrouse-Diembéeng		--	CR, populations	CADASTR E, CDL, CR	Etat, CR
		Elaboration plan directeur d'assainissement	Capskiring	2 500 000	Estimation	CR, populations	CADASTR E, CDL, CR	Etat, CR

PLAN D'INVESTISSEMENT LOCAL (PIL)

SECTEURS D' ACTIVITES	ACTIONS	LOCALISATION	COUTS	ECHEANCIER		
				2010	2011	2012
SANTÉ	Acquisition d'ambulances	Axe cabrousse Diembereng	8 000 000	X		
	Coque (pirogue) Ambulance	Pour les îles	7 000 000		X	
	Registres de consultation, ordonnanciers, divers matériels et fournitures	Toutes les maternités	1 000 000	X	X	X
	Construction cases de santé	Sifoca, Ehidjie, Nikine	24 600 000	X	X	
	Création de centre de santé	CR	44 956 364		X	
	Améliorer les équipements des postes et cases de santés	CR	10 000 000	X	X	X
	IEC sur le Paludisme / VIH	CR	1 000 000	X	X	X
	Affectation ICP	Karabane	-	X		
	EDUCATION	Réhabilitation salles de classes	Boucotte Ouloff(5) ; Wendaye(3) ;Ourong(2) ;Cachouane (2) Diembéren(3)	3 500 000	X	X
Construction et équipement de salles de classes		Wendaye (3); Lycée Cabrousse (4) ; CEMDiémbereng (2) ; CEM Boucott Ouloff (3) Cachouane (2) ; Ourong (2) Cap (6) ; Boucotte Ouloff (5) ;	7 725 500/ salle	X	X	X

	Construction logement des enseignants	Carabane, Cap Skirring ; Boucotte, Wendaye	10 000 000		X	X
	Construction mur de clôture école	Boucotte Woloff; CEMDiembéréng; CEMCarabane; Cachouane; Carabane	4 890 000/mur	X	X	X
	Construction latrines	Carabane, Cachouane	3 534 700	X		
	Dotation informatiques et tables bancs	CEMDiembereng, CEM Boucott ; CEMCabrousse Oulof ;BoucottOulof I et II ; CapII,Cabroussell ; écoles des îles ; Boucotte Diola ; diemberengII	5 000 000	X	X	X
	Extension électricité	CEM Boucott Ouloff, CEMDiembéréng	1 000 000	X	X	
	Centre d'accueil des élèves	Cabrousse ; Boucott Ouloff, Cap	10 000 000		X	X
	Construction aire de jeux dans les établissements scolaires	CR		X	X	X
	Construction case des tous petits	Cap Skiring, Cabrousse	42 800 000/case	X	X	
	Installation Bibliothèques	CEM Diembereng, CEMBoucotte, CEM Cap ; CEM Cabrousse; Lycée Cabrousse, Cachounell ; Les îles	4 360 000/école		X	X
ASSAINISSEMENT						
	Sensibilisation à la construction de latrines adaptées dans les maisons	CR	1 000 000	X	X	X
	Organisation de set setal	CR	1 000 000	X	X	X
	Aménager de points de collectes et de dépôt des ordures	Cabrousse Diembéréng	2 000 000	X		

	Acquisition véhicule de ramassage	Cabrousse Diembérenge	4 000 000	X		
	IEC sur les maladies hydriques	CR	1 000 000	X	X	X
HYDRAULIQUE						
	Extension du RAEP à l'intérieur des villages	Boucotte Oulof, Diembereng ; Cabrousse ;	21 800 000	X	X	
	Renforcement capacité forage	Cabrousse	1 000 000	X		
	Réalisation d'un forage avec château d'eau	Boucotte Ouloff Capskiring	56 875 000		X	X
	Fonçage puits moderne	Bouyouye ; les îles ; Etama (Diembereng) ;	19 500 000	X	X	
	Réfection de citerne	Sifoca	2 000 000	X		
AGROFORESTERIES (GRN)						
	Reboisement de la mangrove	CR	1 000 000	X	X	X
	Campagne de Reboisement (avec espèces halophiles) le long de la côte	CR	1 000 000	X	X	X
	Mettre en place des mesures sur la coupe des arbres etc	CR	-	X		
	Renforcer la pépinière	Kabrousse	600 000	X		
	Création de pépinière fruitière	Diembereng	2 000 000	X		
	Mur de protection contre l'avancée de la mer	Le long de la côte	-	X	X	

	Facilité l'accès au produits de traitement de la mouche blanche pur les vergers	CR	1 000 000	X	X	X
AGRICULTURE	Sensibilisation pour l'entretien des digues	CR	1 000 000	X	X	X
	Construction de digues anti- sel	Diembereng, Carabane ; Cachouane, Boucotte, Wendaye	11 637 411 /Digue	X	X	
	Lutter contre l'ensablement des rizières	CR		X	X	X
	Faciliter équipement des producteur en : Tracteurs Motoculteurs ; attelage	CR		X	X	X
	Création de magasin d'intrants (utilisation des magasins existant)	Boucotte, Cabrousse, Diembereng	6 522 267	X	X	
	Formation des planteurs en luttés contre la mouche et les insectes	CR	1 000 000	X		
PECHE			-			
	Construction d'une unité de conservation	Bouyouye, Cabrousse, Diembereng, îles	5 000 000		X	X

	Aménagement bassins aquacoles	Bouyouye, Cabrousse, Îles ; Diémbéng	16 000 000	X	X	X
	Faciliter accès aux crédits en sensibilisant pour le remboursement et l'ouverture de mutuelles	Cap ; Cabrousse	-	X	X	X
	Faciliter l'accès à l'équipement et aux matériels de pêche	CR	10 000 000	X	X	X
ELEVAGE	Mise en place magasin de vente aliments	Diembereng, Kabrousse, Îles	6 522 267	X	X	
	Construction abreuvoir	CR	500 000	X	X	
	Aménagement de zone de parcage du bétail	Diembereng ; Boucotte, Cabrousse		X	X	
	Construction parc à vaccination	Boucott, Cabrousse, Diembereng ;	12 000 000		X	
	Promouvoir l'insémination artificielle	CR	4 000 000	X	X	X
	Sensibilisation contre les feux de brousse	CR	1 000 000	X	X	X
	Formation d'auxiliaires	CR	1 000 000	X		
	Mise en place pharmacie	Boucotte	4 000 000	X		
	Délocalisation Abattoir	Cap-Cabrousse		X		

ARTISANAT						
	Construction centre artisanal	CapSkirring, Carabane	15 000 000	X	X	
	Organisation des artisans en filière	CR		X		
	Aider l'équipement	Cabrousse, Cap, Diembereng			X	X
	Renforcement capacités des artisans	Cabrousse, Cap, Diembereng	1 000 000	X	X	X
INDUSTRIE						
	Installation décortiqueuses ; moulin à pâte	Boucotte Diola ; Capskirring, Ehidji ; Cabrousse	3 000 000 (décortiqueuse) Moulin(2 300 000)	X	X	
	Construction four de fumage et clef de séchage	Capskirring, Carabane, Boudiédiète		X	X	
	Installation unités transformation de produits maraîchères	Boucotte	5 560 440	X		
ENERGIE MINE						
	Extension réseau électrique	Bouyouye ; Cabrousse, Point Info(Boucotte)	1 000 000	X	X	
	Installation panneaux solaires	Îles	1 000 000	X	X	X
	Réglementer l'exploitation des carrières	Diembereng, Cabrousse		X		

TOURISME			--			
	Reprise des vols sur le Cap	CR		X	X	X
	Organisation de Manifestations culturelles	Cap, Cabrousse, Diembereng ; Carabane		X	X	X
	Reprise de l'escale du bateau à Carabane	CR		X		
	Réfection des sites touristiques	Carabane	2 000 000	X	X	
	Extension réseau eau potable	Cap ; îles	21 800 000	X	X	X
	Création et alimentation de Site Web pour la promotion et la communication	CR	500 000	X	X	X
	Implication des locaux dans les excursions	Îles ; Diembereng, Cabrousse, Cap		X	X	X
COMMERCE						
	Construction de marchés hebdomadaires avec soucks	Capskiring	40 000 000	X		
	Restauration escale du bateau de Carabane	Carabane		X		
	Installation magasin d'approvisionnement en denrées	Cap, Cabrousse, Diembereng ; Boucotte, Cachouane, Carabane	6 522 267	X	X	
	Faciliter des échanges entre les acteurs de filière	CR		X	X	X
	Construction chambre froide	Cap	6 000 000	X		

EPARGNE / CREDIT						
	Soutien micro-credit et promotion émergence mutuelles	Capskirring, Cabrousse		X	X	
	Soutenir la caisse de Bouyouye pour augmenter sa couverture (IEC)	CR		X	X	X
	Accompagner l'évolution du système de crédit (fond de crédit existant) par la sensibilisation au remboursement	CR	1 000 000	X	X	
	Sensibilisation des populations sur l'épargne et le crédit	CR	1 000 000	X	X	X
TRANSPORT/ COMMUNICATION						
	Réhabilitation des pistes	Cabrousse-Boudiédiéte; Diembereng-Nikine; Diembereng-Cachouane		X	X	
	Butumage de route	Cap - Diembereng		X		
	Construction quai pour le bateau	Carabane		X		
	Construction embarcadère	Cap, Boucotte		X	X	
	Mise en place d'un cadre de concertation sur les prix de transport	CR		X		

JEUNESSE/ SPORT/CULTURE ET LOISIR	Réhabilitation patrimoine culturel	Diembereng (puits de El Hadji Oumar, Boucotte (lieu de prière de El Hadji Oumar ; Carabane (église coloniale, maison des esclaves, Tombe Capitaine Protet) ; Cabrousse (puits de Aline Sitoé Diatta ; Cachouane puits El Hadji Oumar		X	X	
	Construction de Terrain de Foot	Boucotte Oulof; Cabrousse, Diembereng, Cap, Ourong	1 000 000	X	X	X
	Construction et équipement complexe socioculturel	Cap Skirring	30 799 539		X	X
	Construction foyer des jeunes	Sifoca, Ehidjie ; Nikine, Capskirring	10 035 816	X	X	X
	Construction Stade Multidisciplinaire	Boucotte	30 000 000	X		
AMENAGEMENT TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT	Lutter contre l'exploitation du sable côtier	CR		X	X	X
	Construction de cordon de protection par rapport avancée mer	CR		X	X	
	Reboisement mangrove et avec espèces halophiles	CR	1 000 000	X	X	X
	IEC protection palmeraie	CR	1 000 000	X	X	X
	Elaboration plan directeur d'assainissement	Capskirring	--	X		
	Cadastre foncier	Axe Cabrousse-Diembéren	2 500 000	X		

PLAN ANNUEL D'INVESTISSEMENT (PAI) 2010 DE LA CR DE DIEMBERING

SECTEUR	Libellé du Projet	Localité	Porteur de projet	Maître d'ouvrage	Partenaire	Service technique à mobiliser	Coût total	Repartition des coûts	
								Apport CL / Population	Apport Partenaire
SANTÉ	Réhabilitation de la terrasse de la maternité	Cap Skirring	CS	CR	CR	Urbanisme			
	Construction logement infirmier et sage femme	Cap Skirring	C S	CR		Urbanisme			
ASSAINISSEMENT	Réhabilitation latrines du logement ICP)	Diembering	CS	CR	CR	Assainissement			
	Constrcution d'un bloc de latrines CEM	Diembering	APE	CR	PADERCA	Assainissement			
	Constrcution d'un bloc de latrines école 2	Cap Skirring	APE	CR	PADERCA	Assainissement			
	Constrcution d'un bloc de latrines	Nikine	APE	CR	PADERCA	Assainissement			
	Construction de Latrines au CEM	Boucootte Oulof	APE	CR	FADDO	Assainissement			
	Constrcution d'un bloc de 04 Boxes latrines école	Cachouane	CR	CR	FADDO	Assainissement			
	Construction de Latrines à l'école	Ourong	CR	CR		Assainissement			

	Construction de latrines à l'école	Wendaye	APE	CR	FADDO	Assainissement			
	Couverture puits poste de santé	Diembering	CS	CR	CR	Assainissement			
	Couverture puits CADL	Nialou	CR	CR	CR	Assainissement			
EDUCATION	Construction et équipement de 2 salles de Classe CEM	Diembering	APE	CR	PNDL	Urbanisme/ IDEN			
	Construction et équipement de 2 salles de Classe CEM	Cabrousse	APE	CR	PNDL	Urbanisme/ IDEN			
EDUCATION	Construction + Equipement d'une salle de classe	Nikine	APE	CR	FADDO	Urbanisme/ IDEN			
	Raccordement du CEM au réseau électrique et téléphonique	Boucotte Ouolof	APE	CR	CR				
	Construction et équipement de 3 salles de classe école 2	Cap Skirring	APE	CR	PADERCA	Urbanisme/ IDEN			
	Construction et équipement de 3 salles de classe	Wendaye	APE	CR	PNDL	Urbanisme/ IDEN			
	Construction et équipement de 01 salles de classe	Cachouane	APE	CR	FADDO	Urbanisme/ IDEN			

	Construction et équipement de 2 salles de classe	Cachouane	APE	CR	Bon encontre	Urbanisme/ IDEN			
	Construction du Mur de clôture du CEM	Cabrousse	APE	CR		Urbanisme			
	Construction du Mur de clôture du CEM	Diembering	APE	CR		Urbanisme			
	Construction et équipement de 2 salles de classe	Ourong	APE	CR	Bon encontre	Urbanisme/ IDEN			
ELEVAGE	Construction enclos et aménagement couloir de contention	(Haloudia, Etoune , Niené)	CR	CR	CR	IDEN			
	Construction enclos et aménagement couloir de contention	Nikine	CR	CR	CR	Service Elevage			
	Construction aire d'abattage	Cap Skirring	CR	CR	CR	Service Elevage			
HYDRAULIQUE	Construction d'un château d'eau + Equipement d'une pompe solaire à la maternité	Cachouane	CS	CR	FADDO	Hydraulique			
	Construction d'un château d'eau + Equipement d'une pompe solaire à la maternité	Boucotte Ouolof	CS	CR	FADDO	Hydraulique			
	Construction d'un puits moderne	Nikine	CR	CR	FADDO	Hydraulique			

	Construction d'un puits+ Pompe indienne à l'école élémentaire	Cabrousse	APE	CR	FADDO	Hydraulique			
	Fonçage d'un puits pastoral	Etama	CR	CR	PADERCA	Hydraulique			
	Fonçage d'un puits moderne à l'école élémentaire	Boucotte Diola	APE	CR	PADERCA	Hydraulique			
AGR	Electrification du point information formation	Boucotte	CR	CR	CR	Senelec			
	Décortiqueuse + Moulin Combiné	Ourong	CR	CR	FADDO	CADL			
	Appui aux Filières	CR	CR	CR	PAF GRDR	CADL			
	Appui aux producteurs	CR	CR	CR	PAF GRDR	CADL			
	Appui à la coopérative agricole (CABAC)	CR	CR (OP)	CR (CFAGR)	PADAC (Coopération Espagnole)	SDDR, CADL, ANCAR			
ARTISANAT	Réhabilitation du marché artisanal	Cap Skirring	CR	CR	CR	Urbanisme			
JEUNESSE/SPORTS/LOISIRS	Construction du foyer de Jeunes	Sifoca	CR	CR	CR	CDEPS			
	Organisation de la semaine Culturelle	CR	CR	CR	CR	CDEPS			

JEUNESSE/SPORTS/ LOISIRS	Amenagement du Terrain de Sport	Boucotte Oulof	CR	CR	CR	CDEPS			
	Réhabilitation du foyer des jeunes	Cachouane	CR	CR	CR	Urbanisme/ CDEPS			
GRN	Réalisation de digues antisel et ouvrage évacuateur	Cabrousse	CR	CR	PADERCA	DRDR			
	Réalisation de digues antisel et ouvrage évacuateur, appui rentabilisation vallée	Etoune	CGV	CR (CGRN)	PIADESPC	SDDR, CADL	6 056 849	Nature (main d'œuvre non spécialisée, matériaux)	6 056 849
	Réalisation de digues antisel et ouvrage évacuateur, appui rentabilisation vallée	Haludia	CGV	CR (CGRN)	PIADESPC	SDDR, CADL	6 056 849	Nature (main d'œuvre non spécialisée, matériaux)	6 056 849
	Réalisation de digues antisel et ouvrage évacuateur, appui rentabilisation vallée	Kahidj	CGV	CR (CGRN)	PIADESPC	SDDR, CADL	6 056 849	Nature (main d'œuvre non spécialisée, matériaux)	6 056 849
	Réalisation de digues antisel et ouvrage évacuateur, appui rentabilisation vallée	Nikine	CGV	CR (CGRN)	PIADESPC	SDDR, CADL	6 056 849	Nature (main d'œuvre non spécialisée, matériaux)	6 056 849
	Réalisation de digues antisel et ouvrage évacuateur, appui rentabilisation vallée	Boucotte Diola	CGV	CR (CGRN)	PIADESPC	SDDR, CADL	6 056 849	Nature (main d'œuvre non spécialisée, matériaux)	6 056 849

	Réalisation de digues antisel et ouvrage évacuateur, appui rentabilisation vallée	Carabane	CGV	CR (CGRN)	PIADESPC	SDDR, CADL	6 056 849	Nature (main d'œuvre non spécialisée, matériaux)	6 056 849
GRN	Réalisation de digues antisel et ouvrage évacuateur, appui rentabilisation vallée	Cachouane-Ebounkout	CGV	CR (CGRN)	PIADESPC	SDDR, CADL	6 056 849	Nature (main d'œuvre non spécialisée, matériaux)	6 056 849
	Reboisement des filaos et Mangrove	CR	CR	CR	PIADESPC	Service des Eaux et Forêts	7 000 000	Nature (main d'œuvre non spécialisée, matériaux)	7 000 000
RENFORCEMENT DE CAPACITES	Formation du CCG	CR	CR	CR	ARD et autres Partenaires (dont PIADESPC)	STD (dont CADL)			
	Transformation des fruits et légumes	CR	CR	CR	PAFGRDR	CADL			
	Formation en gestion des ouvrages évacuateurs	CR	CR	CR	PIADESPC	SDDR, CADL			
	Formation en construction de digues	CR	CR	CR	PIADESPC	SDDR, CADL			
TOURISME	Construction d'un port de plaisance	Cachouane	CR	CR	Coop Française	Urbanisme/ Tourisme			

V. LES STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE

5.1 Aspects institutionnels de la mise en œuvre

L'une des prérogatives les plus importantes du Conseil rural est d'élaborer et de mettre en œuvre des actions de développement local. La complexité de la tâche et la multiplicité des acteurs locaux exigent de procéder à une gestion concertée de la planification et l'exécution des options de promotion économique et sociale. Dans cette perspective, le Conseil rural sera appuyé par le **C.C**, principale structure représentative de la société civile locale. Il sera créé » alors des comités de construction, d'entretien et de maintenance des futures réalisations. Auparavant, il sera procédé au choix annuel des investissements à partir des options de développement arrêté dans le PLD. Le budget sera alors le principal document de planification dans lequel il sera précisé les prévisions de réalisations, leurs coûts estimatifs, les montants des contreparties locales et les éventuels.

5.2 Horizon temporel du plan

Dans un souci d'harmonisation du PLD avec les documents régionaux et nationaux de planification, l'horizon temporel sera de six ans. Durant la période (2010-2015), les actions à réaliser, dans la communauté rurale doivent être prévues dans le PLD, ou du moins être totalement en cohérence avec les principales options de développement.

5.3. Le Plan Annuel d'Investissement (PAI)

Le Plan Annuel d'Investissement (PAI) répertorie l'ensemble des actions prioritaires qui seront menées durant l'année. Ces actions sont extraites du Programme d'Action Prioritaire (PAP) du Plan.

Durant toute la durée de validité du PLD, un Programme d'Investissement (PI) sera donc élaboré de façon participative, chaque année avec le Comité de Concertation et de (CC) et le Conseil Rural. Chaque projet retenu devra donc faire l'objet d'une évaluation sommaire qui spécifie les bénéficiaires, la justification, la localisation, la durée, le montage financier et les stratégies de mise en œuvre du projet.

5.4. Le Plan de Formation

Au cours du diagnostic, les différents besoins en formation ont été identifiés au niveau de chaque secteur. Le Plan de Formation (PF) recense l'ensemble de ces formations nécessaires au renforcement des capacités et des compétences locales. Il spécifie aussi, les objectifs et les résultats attendus, les cibles, la durée et les moyens de suivi et de démultiplication de celles-ci.

Le Plan de Formation occupe une place stratégique dans le processus de développement local. En effet, car à travers les ateliers de formation qui seront proposés, la communauté rurale pourra renforcer et valoriser les capacités de ses ressources humaines afin d'atteindre une meilleure productivité.

5.5. Le Plan de Communication

A l'image de la formation, la communication occupe une place centrale dans le développement local. Elle peut permettre d'aboutir à une vision partagée des objectifs de développement entre les différents acteurs de la communauté rurale ; sous ce rapport, la maîtrise des moyens et des voies de communication devient un enjeu majeur.

Le plan de communication permet donc d'identifier des solutions, à partir du diagnostic, afin de lever les principales contraintes et d'améliorer les réseaux de

communication. Il devra préciser les objectifs de communication, les cibles visées, les résultats attendus et les supports utilisés, pour chaque opération de communication.

5.6. Les Stratégies de Mise en Œuvre et De Suivi

Le CC, principal cadre d'échanges et de concertation de la communauté rurale, sera chargé en partenariat étroit avec le Conseil Rural, de rechercher les voies et moyens d'une mise en œuvre adéquate du PLD. A cet effet, il développera un ensemble de stratégies pour le financement du PLD, la préparation technique et l'exécution des investissements prévus, le suivi des réalisations et la maintenance des ouvrages.

5.6.1. Le financement du PLD

Le présent PLD coïncide avec la mise en œuvre du Programme National de Développement Local (PNDL) dans la communauté rurale. Certaines actions sont donc prises en charge par le programme lorsqu'elles sont inscrites dans le Plan Annuel d'Investissement (PAI). Pour ces actions, le financement se fait conjointement avec le PNDL, le CR et les bénéficiaires selon les modalités définies par le programme.

Par contre, pour les actions qui ne sont pas prises en compte par le PNDL, la communauté rurale fera appel, en plus des efforts du conseil rural et des populations, à ses partenaires traditionnels et potentiels pour leur financement, notamment les ONG et les partenaires extérieurs par le biais de la coopération décentralisée.

5.6.2. Préparation des dossiers techniques

Les demandes de financement ayant reçu un accord de la part d'un bailleur devront être transformés en dossiers techniques. Ces derniers devront mettre en évidence, pour chaque projet, les aspects techniques et environnementaux, les organisations chargées du pilotage, le chronogramme d'exécution et les mécanismes de suivi. Ces dossiers seront complétés par des documents annexes tels que les plans ou croquis, les factures pro forma, les devis estimatifs, etc.

5.6.3. Sélection des prestataires

Après les étapes précitées, les prestataires seront choisis à la suite d'un appel d'offres. Pour les marchés potentiels, un appel à candidature sera donc lancé au niveau régional. Sur la présentation de dossier les entrepreneurs présentant les meilleures offres (techniques, financières,...) seront choisis sur des bases transparentes pour la réalisation des infrastructures.

5.6.4. La mise en place du comité de construction

Avant la phase de réalisation, proprement dite, un comité de construction sera mis en place pour le suivi des travaux des entrepreneurs. Il devra assurer le rôle de maître d'ouvrage délégué. Ses principales missions sont :

- le suivi régulier des travaux des entrepreneurs ;
- la gestion des matériaux ;
- la mobilisation et la comptabilisation des apports en nature ;
- le suivi des contrats des fournisseurs et entrepreneurs ;
- l'organisation des réceptions provisoires et définitives.

Ce comité joue un rôle important dans la mise en œuvre et le dispositif de suivi du PLD, particulièrement dans le contrôle du respect des cahiers de charge par les entrepreneurs.

5.6.5. Exécution des projets

Après l'identification des différents entrepreneurs qui se chargent de la réalisation des infrastructures, le conseil rural peut signer, compte tenu des difficultés liées à l'élaboration des données techniques et au contrôle des travaux, un contrat d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le suivi des travaux.

Il convient de signaler aussi, que l'exécution des travaux incombe personnellement aux prestataires qui ont été choisis, par conséquent la cession de tout ou une partie du marché ne peut se faire sans l'accord du maître d'ouvrage (le conseil rural).

5.6.6. Mise en place des comités d'entretien et de maintenance

La gestion des infrastructures devra être un problème communautaire. L'ensemble de la population sans exclusivité devra être impliqué dans l'entretien et la maintenance des ouvrages communautaires qui seront mis en place. Dans une démarche participative, un comité d'entretien et de maintenance sera mis en place pour chaque infrastructure, avant la fin des travaux. Ce comité qui sera sous la supervision du CC devra impliquer l'ensemble des bénéficiaires directs du projet

ANNEXES

VOLET VILLAGES	DEMOGRAPHIE				
	NOMBRE DE CONCESSIONS	NOMBRE DE MENAGES	POPULATION		
			MASCULIN	FEMININ	TOTAL
Wendiaye	15	30	212	300	512
Sifoca	5	12	82	48	130
Cachouane	10	15	233	249	482
Carabane	33	52	301	351	652
Ourong	15	41	291	393	684
Ehidj	03	11	58	52	110
Kabrousse	05	05	2045	1794	4217
Cap-Skiring	05	05	3210	4000	7210
Boucotte diola	17	41	201	242	443
Boucotte	175	269	986	1025	2009
Bouyouye	15	37	109	150	259
Gnikine	13	24	85	94	179

Source : enquête MSA 2009

VOLET VILLAGES	EDUCATION																								
	NBRE DE CLASSES MATERNELLES			NBRE DE CLASSES PRIMAIRES			NBRE DE CLASSES D'ALPHAB.			NBRE DE CLASSES SECONDAIRES			NBRE D'ECOLES ARABO- CORANIQUES			NBRE DE PERS. ALPHAB	EFFECTIF DES ELEVES						CENTRE FORMAT. PROF.	NBRE PER- SONNEL EDUC.	
																T	PRIMAIRES			SECONDAIRES			T	T	
	PED	PHYS	ABR	PED	PHYS	ABR	T	F	NF	PED	PHYS	ABR	T	F	NF	T	T	NF	NG	T	NF	NG	T	T	
Wendiaye	00	00	00	03	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	04
Ehidj	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Sifoca	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Carabane	01	00	01	06	00	01	01	01	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	07
Cachouane	00	00	00	02	00	01	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	04
Ourong	00	00	00	04	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	04
Kabrousse	03	03	25	00	00	00	00	00	00	12	08	00	01	01	00	00	45	457	00	527	232	295	20	20	
Cap-Skiring	07	07	00	19	00	00	00	00	00	00	00	00	01	00	00	00	772	772	00	00	00	00	00	25	
Bouyouye	00	00	00	04	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	04	
Gnikine	00	00	00	01	00	01	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	02	
Diembéring	03	000	03	20	20	20	00	00	00	16	16	16	01	01	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	
Boucotte Diola	00	00	00	03	03	03	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	
Boucotte Wolof	31	01	01	16	16	16	00	00	00	03	03	03	01	01	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	

Source : enquête MSA 2009

VOLET VILLAGES	SANTÉ												
	NBRE DE CASER DE SANTÉ			NBRE DE MATERNITES RURALES			NBRE DE POSTES DE SANTÉ			NBRE DE PHARMACIES/DEPOTS			NBRE DU PERSONNEL DE SANTÉ
	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF	T
Wendiaye	01	01	00	01	01	00	01ct	00	00	01	01	00	05
Ehidj	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Sifoca	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Carabane	00	00	00	01	01	00	01	00	01	00	00	00	02
Cachouane	01	01	00	01	01	00	00	00	00	01	01	00	02
Ourong	01	01	00	01	01	00	00	00	00	01	01	00	02
Kabrousse	00	00	00	01	01	00	01	01	00	01	01	00	11
Cap-Skirring	00	00	00	01	01	00	01	01	00	02	02	00	04
Bouyouye	01	00	01	00	00	00	00	00	00	00	00	00	Néant
Diembéring	00	00	00	01	01	00	01	01	00	01	01	00	06
Boucotte Diola	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Boucotte Wolof	00	00	00	01	01	00	01	01	00	01	01	00	04
Gnikine	01	00	01	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00

Source : enquête MSA 2009

VOLET VILLAGES	HYDRAULIQUE																																
	PUITS TRADITIONNELS			PUITS EQUIPES DE POMPE			PUITS AMELIORES			CHATEAUX D'EAU			RESEAUX AEP			FORAGES NON EQUIPES			FORAGES EQUIPES												MARES	MARIGOTS OU BOLONGS	BASSINS
																TYPE MOTORISE			TYPE EOLIEN			TYPE SOLAIRE			TYPE MANUEL								
	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF	T	T	T
Wendiaye	00	00	00	0	00	0	12	12	0	0	00	0	0	0	00	0	0	00	0	0	00	0	0	00	0	0	00	0	0	00	04		0
Ehidj	00	00	00	0	00	0	03	03	0	0	00	0	0	0	00	0	0	00	0	0	00	0	0	00	0	0	00	0	0	00	06		0
Sifoca	01	01	00	0	0	0	01	01	0	0	00	0	0	0	00	0	0	00	0	0	00	0	0	00	0	0	00	0	0	00	01		0
Carabane	00	00	00	0	0	0	00	00	0	0	00	0	0	0	00	0	0	00	0	0	00	0	0	00	0	0	00	0	0	00	02		0
Cachouane	01	01	00	0	0	0	03	00	0	0	00	0	0	0	00	0	0	00	0	0	00	0	0	00	0	0	00	0	0	00	03		0
Ourong	00	0	00	0	0	0	02	00	0	0	00	0	0	0	00	0	0	00	0	0	00	0	0	00	0	0	00	0	0	00	01		0
Kabrousse	10	10	03	3	0	7	7	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	01	01	00
Cap-Skirring	00	00	00	2	2	0	37	37	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	01	00
Bouyouye	01	01	00	1	1	0	05	05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	00	01	01	00	
Gnikine	0	0	0	0	0	0	3	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	04	01	00	
Boucotte Wolof	00	00	00	0	0	00	04	04	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	00	01	00	
Boucotte Diola	00	00	00	0	0	00	02	02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	00	01	00		
Diembéring	00	00	00	0	0	00	07	07	0	1	1	0	1	1	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	02	01	00		

Source : enquête MSA 2009

VOLET VILLAGES	CENTRES D'ECHANGE														
	MARCHES PERMANENTS AVEC SOUKS			MARCHES PERMANENTS SANS SOUKS			MARCHES HEBDO AVEC SOUKS			MARCHES HEBDO SANS SOUKS			BOUTIQUES		
	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF
Wendiaye	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	03	03	00
Ehidj	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Sifoca	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Carabane	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	10	10	00
Cachaouane	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	01	01	00
Ourong	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Kabrousse	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	23	23	00
Cap-Skirring	01	01	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Bouyouye	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	01	01	00
Gnikine	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Diembéring	00	00	00	01	01	00	00	00	00	00	00	00	10	10	00
Boucotte Diola	00	00	00	01	01	00	00	00	00	00	00	00	02	02	00
Boucotte Wolof	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	09	09	00

Source : enquête MSA 2009

VOLET VILLAGES	TOURISME								
	NOMBRE D'HOTELS			NOMBRE DE CAMPEMENTS			NOMBRE DE BARS/RESTAURANTS		
	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF
Wendiaye	00	00	00	00	00	00	02	01	01
Ehidj	00	00	00	01	01	00	05	04	00
Sifoca	00	00	00	00	00	00	01	01	00
Carabane	01	01	00	06	06	00	10	10	00
Cachouane	00	00	00	01	01	00	04	04	01
Ourong	01	01	00	00	00	00	00	00	00
Kabrousse	03	03	01	01	01	00	15	15	00
Cap-Skiring	07	06	01	09	09	00	25	25	00
Gnikine	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Diembéring	01	01	00	03	01	02	05	05	00
Bouyouye	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Boucotte Wolof	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Boucotte Diola	00	00	00	00	00	00	00	00	00

Source : enquête MSA 2009

VOLET VILLAGES	INFRASTRUCTURES AGRO- PASTORALES															
	MAGASINS DE STOCKAGE			PARCS A VACCINATION			FOURRIERES			ABREUVOIRS			ABATTOIRS			CHEMINS DE PARCOURS DU BETAIL
	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF	T
Wendiaye	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Ehidj	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Sifoca	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Carabane	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Cachouane	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Ourong	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	
Kabrousse	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Cap-Skiring	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	01	01	00	00
Bouyouye	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	Quelques HA
Diembéring	00	00	00	00	00	00	00	00	00	01	01	00	00	00	00	00
Gnikine	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Boucotte Diola	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Boucotte Wolof	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00

Source : enquête MSA 2009

VOLET VILLAGES	INFRASTRUCTURES RELIGIEUSES											
	NOMBRE DE MOSQUEES			NOMBRE DE GRANDES MOSQUEES			NOMBRE DE CHAPELLES			NOMBRE D'EGLISES		
	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF
Wendiaye	01	01	00	00	00	00	01co	00	01	00	00	00
Ehidj	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Sifoca	00	00	00	00	00	00	01co	00	01	00	00	00
Carabane	01	01	00	00	00	00	01	01	00	01	00	01
Cachouane	01	01	00	00	00	00	01	01	00	00	00	00
Ourong	01	01	00	00	00	00	01	00	01	00	00	00
Kabrousse	01	01	00	01	01	00	01	01	00	01	01	00
Cap-Skiring	03	03	00	01	01	00	01	01	00	01	01	00
Bouyouye	00	00	00	00	00	00	01	01	00	00	00	00
Gnikine	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Boucotte Diola	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Boucotte Wolof	01	01	00	00	00	00	01	01	00	00	00	00
Diembéring	01	01	00	00	00	00	00	00	00	01	01	00

Source : enquête MSA 2009

VOLET VILLAGES	INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES																	
	MAISON COMMUNAUTAIRE			FOYER DES JEUNES			FOYER DES FEMMES			CENTRE SOCIOCULTUREL			TERRAIN DE FOOTBALL			MAISONS FAMILIALES RURALES		
	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF			
Wendiaye	00	00	00	01	01	00	00	00	00	00	00	00	01	01	00	00	00	00
Ehidj	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Sifoca	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	01	01	00	00	00	00
Carabane	00	00	00	01	01	00	00	00	00	00	00	00	01	01	00	01	01	00
Cachouane	00	00	00	01	01	00	00	00	00	00	00	00	01	01	00	00	00	00
Ourong	00	00	00	01	01	00	00	00	00	00	00	00	01	01	00	00	00	00
Kabrousse	00	00	00	01	01	00	00	00	00	00	00	00	01	01	00	00	00	00
Cap-Skiring	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	01	01	00	00	00	00
Bouyouye	00	00	00	01	01	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Gnikine	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Boucotte Diola	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Boucotte Wolof	00	00	00	01	01	00	00	00	00	00	00	00	01	01	00	00	00	00
Diembéring	01	01	00	01	01	00	00	00	00	00	00	00	01	01	00	00	00	00

Source : enquête MSA 2009

VOLET VILLAGES	COMMUNICATION							
	ROUTES GOUDRONNEES	PISTES LATERITIQUES OU RURALES	PIROGUES DE DESENCLAVEMENT	BAC	AEROPORT	RESEAU TELEPHONIQUE	ABONNES TELEPHONE FIXE	TELECENTRE
Wendiaye	00	00	03	00	00	Orange	00	1non fonct
Ehidj	00	00	01	00	00	Orange	00	00
Sifoca	00	00	00	00	00	Orange	00	00
Carabane	00	00	01	00	00	Orange	00	00
Cachouane	00	01	01	00	00	Orange	00	00
Ourong	00	00	02	00	00	Orange	00	00
Kabrousse	01	00	01	00	00	01	00	00
Cap-Skiring	01	01	01	00	01	01	00	02
Bouyouye	00	01	00	00	00	GSM	00	00
Boucotte Diola	00	01	00	00	00	GSM	00	00
Boucotte Wolof	00	01	00	00	00	GSM	00	00
Diembéring	00	01	00	00	00	GSM	00	00
Gnikine	00	00	01	00	00	GSM	00	00

Source : enquête MSA 2009

VOLET VILLAGES	ELECTRICITE		
	CENTRALE ELECTRIQUE	RESEAU ELECTRIQUE	ABONNES SENELEC
Wendiaye	00	00	00
Sifoca	00	00	00
Ehidj	00	00	00
Ourong	00	00	00
Cachouane	00	00	00
Carabane	00	00	00
Cap-Skiring	00	01	1557
Bouyouye	00	00	00
Gnikine	00	00	00
Boucotte Diola	00	01	00
Boucotte Wolof	00	01	00
Diembéring	00	01	00

Source : enquête MSA 2009

VOLET VILLAGES	ALLEGEMENT DES TRAVAUX DOMESTIQUES											
	MOULIN				BATTEUSE				DECORTIQUEUSE			
	TYPE	T	F	NF	TYPE	T	F	NF	TYPE	T	F	NF
Wendiaye	Riz	02	01	01	00	00	00	00	00	00	00	00
	Mil	01	01	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Ehidj	Riz	01	01	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Sifoca	Riz	01	00	01	00	00	00	00	00	00	00	00
Carabane	Riz	01	00	01	00	00	00	00	00	00	00	00
Cachouane	Riz	01	00	01	00	00	00	00	00	00	00	00
Ourong	Riz	01	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Cap-Skiring	Artisanal	04	04	00	Artisanal	02	02	00	Artisanal	02	02	00
Bouyouye	00	01	01	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Boucotte Diola	00	01	01	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Boucotte Wolof	00	02	01	01	00	00	00	00	00	00	00	00
Gnikine	00	02	01	01	00	00	00	00	00	00	00	00
Diembéring	00	05	02	03	00	00	00	00	00	00	00	00

Source : enquête MSA 2009

VOLET VILLAGES	ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES DE BASE									
	OP	GPT VILLAGEOIS	GIE	ONG/PROJETS	GPF	ORG. FEMININES	ASS. DE JEUNES	ASS. EMIGRES	ORG. RELIGIEUSES	COOPERATIVES
Wendaye	00	00	00	08	01	01	01	00	02	01
Ehidj	00	00	00	00	01	00	01	00	00	00
Kabrousse	00	00	00	00	01	00	01	00	00	00
Cap-Skiring	00	00	04	CPAS	01	00	01	00	00	01
Sifoca	00	00	03	00	01	00	01	00	02	00
Carabane	00	00	02	01	02	02	01	00	03	00
Cachouane	00	00	01	00	01	00	01	00	01	00
Ourong	00	00	01	00	01	00	01	00	02	00
Bouyouye	00	00	00	00	01	01	01	00	00	00
Boucotte Diola	00	00	00	00	01	01	01	00	00	00
Gnikine	00	00	00	00	01	01	01	00	00	00
Diembéring	00	00	00	00	06	06	06	01	12	00
Boucotte Wolof	00	01	01	00	01	01	01	00	02	00

VOLET VILLAGES	ARTISANAT												
	ELECTRIC.	MENUIS.	FORG.	TAILLEURS	MAÇON	CHARP.	CHAUFF.	SOUD.	MOUL.	PEINTRES	PHOTOG.	PLOMB	PUISATIERS
Wendaye	00	03	00	07	05	03	02	00	05	05	00	00	00
Ehidj	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Sifoca	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Carabane	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Cachouane	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Ourong	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Kabrousse	02	05	05	09	02	02	00	04	00	00	01	02	02
Cap-Skiring	16	04	01	22	11	03	130	08	03	14	11	01	04
Bouyouye	00	00	00	00	00	00	03	00	00	00	00	01	00
Diembéring	01	00	03	01	02	02	05	00	01	00	01	02	00
Gnikine	00	00	00	00	00	00	00	00	01	00	00	00	00
Boucotte Diola	00	00	00	00	00	00	01	00	00	00	00	00	00
BBoucotte Wolof	00	01	01	03	04	01	05	01	01	01	01	01	02
TOTAL													

Source : enquête MSA 2009

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (ONG) INTERVENANT DANS LA COLLECTIVITE LOCALE

NOM DE L'ONG	PERIODE D'INTERVENTION	BAILLEUR	DESCRIPTION	ZONE D'INTERVENTION
l'Agence des musulmans d'Afrique (AMA)			Construction de mosquées ;	CR
PAM			Distribution de vivres au niveau des cantines scolaires	CR
Action Kassumay			Offre de soins médicaux gratuits	CR
World Education			Octroi de pirogues de désenclavement, Sensibilisation pour un retour à la paix	CR

Source : enquête MSA 2009

PROJETS/PROGRAMMES INTERVENANTS DANS LA COLLECTIVITE LOCALE

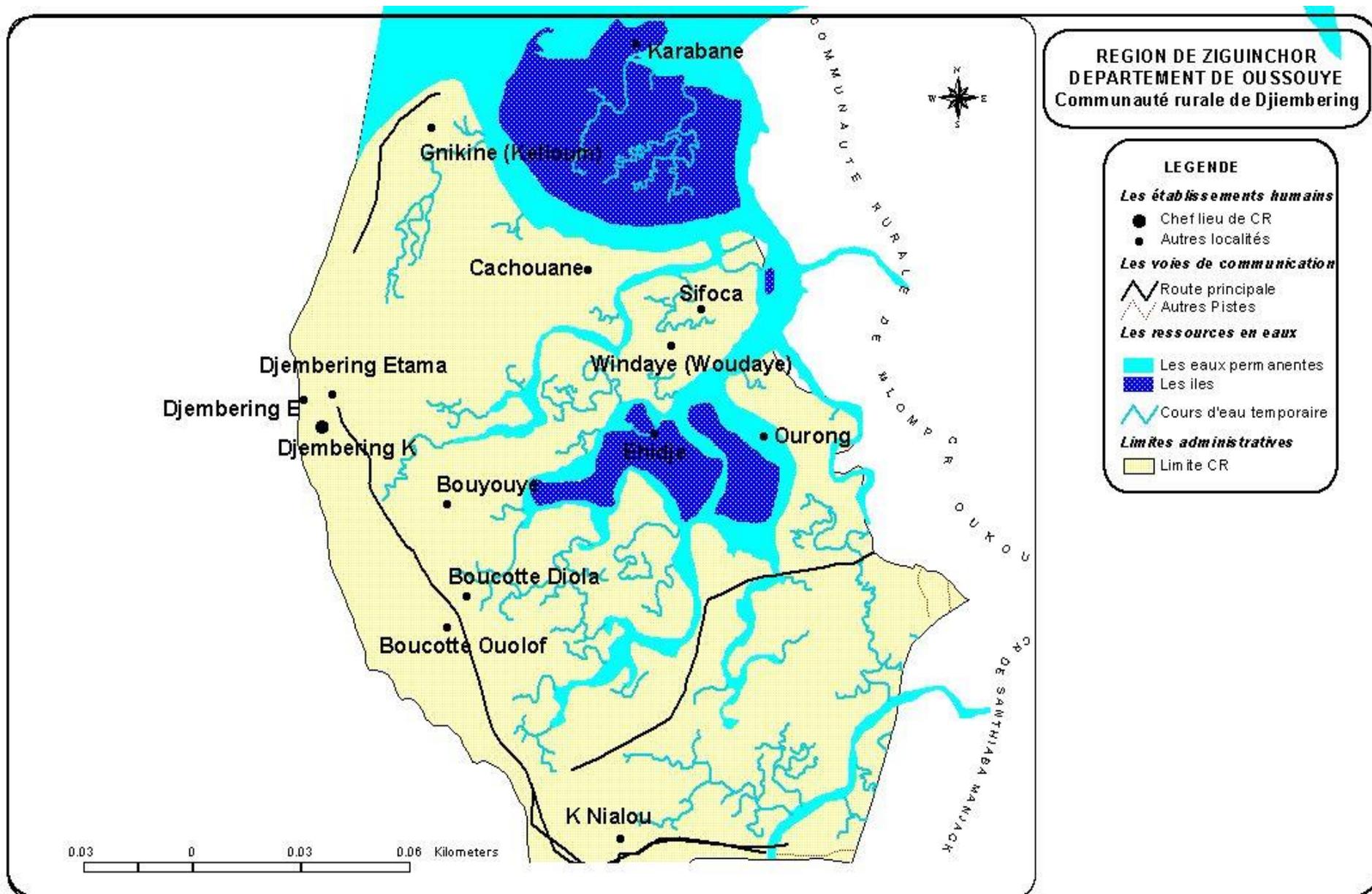
NOM PROJET/PROGRAMME	PERIODE D'INTERVENTION	BAILLEUR	DESCRIPTION	ZONE D'INTERVENTION
GRDR	ND		Il intervient dans le micro crédit et la mise en place de point d'informations	CR, Boucotte Diola, Cachouane, Bouyouye
CPAS	ND		Il intervient dans les domaines de l'éducation, la santé, l'élevage et l'agriculture.	CR
PADERCA	ND		Aménagement vallées Construction de magasins	CR
FADDO	ND		Education, hydraulique, Assainissement	

SITUATION COOPERATION DECENTRALISEE DANS LA COLLECTIVITE LOCALE

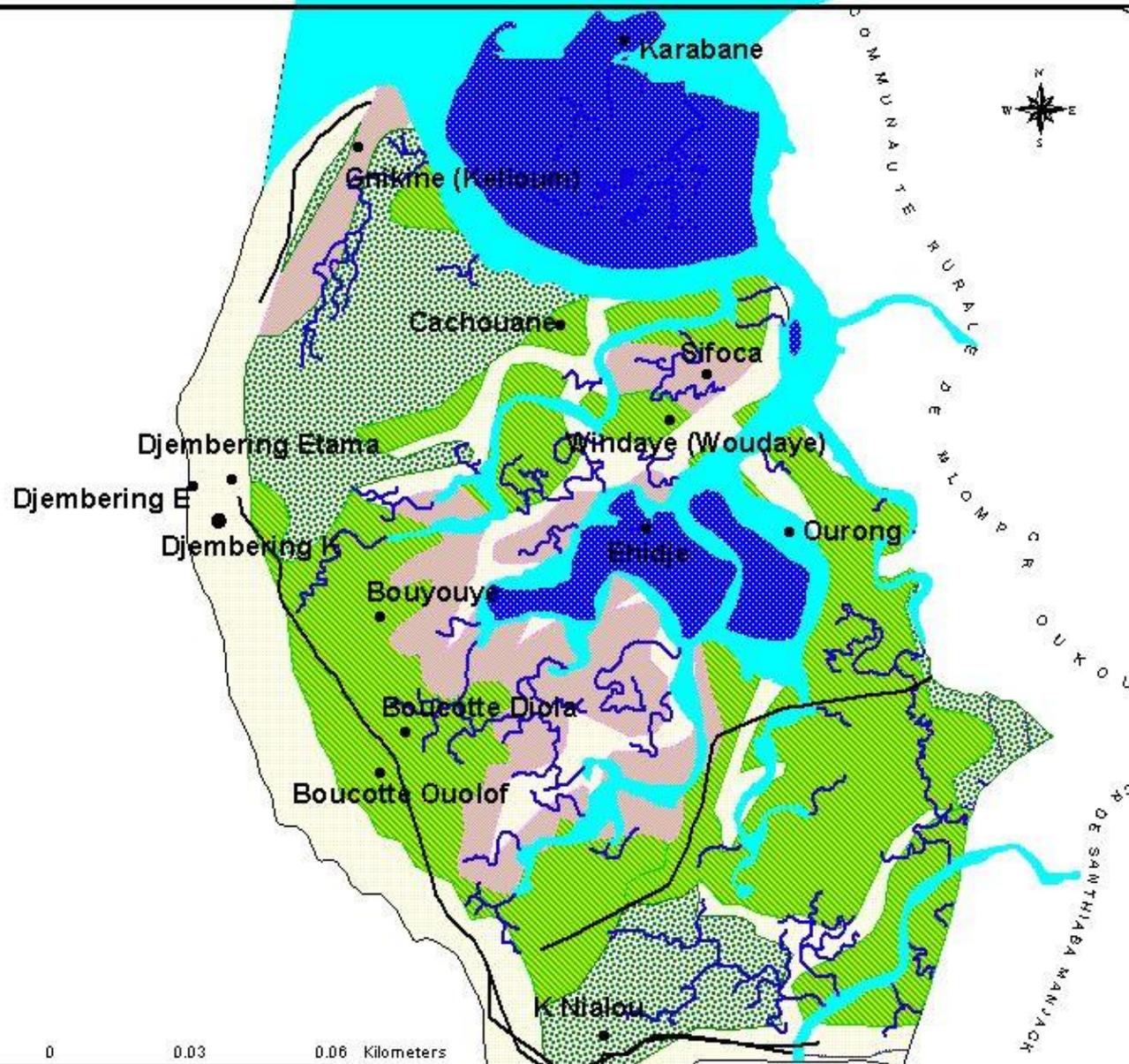
COOPERATION DECENTRALISEE	VILLAGE BENEFICIAIRE	SECTEUR D'INTERVENTION	ANNEE DE REALISATION	MAITRE D'ŒUVRE	EXISTENCE D'UNE CONVENTION	PERIODE CONVENTION	OBSERVATIONS
Commune bonne rencontre	Carabane	Education	Construction six classes		Oui		
Planète école	Wendaye, Cachouane, ourong	Education	Mise en place de bibliothèque scolaire		oui		

Source : enquête MSA 2009

CARTOGRAPHIE



REGION DE ZIGUINCHOR
 DEPARTEMENT DE OUSSOUYE
 Communauté rurale de Djem
 Carte de la végétation



LEGENDE

Les établissements humains

- Chef lieu de CR
- Autres localités

Les voies de communication

- Route principale
- Autres Pistes

Les ressources en eaux

- Les eaux permanentes
- Les îles
- Cours d'eau temporaire

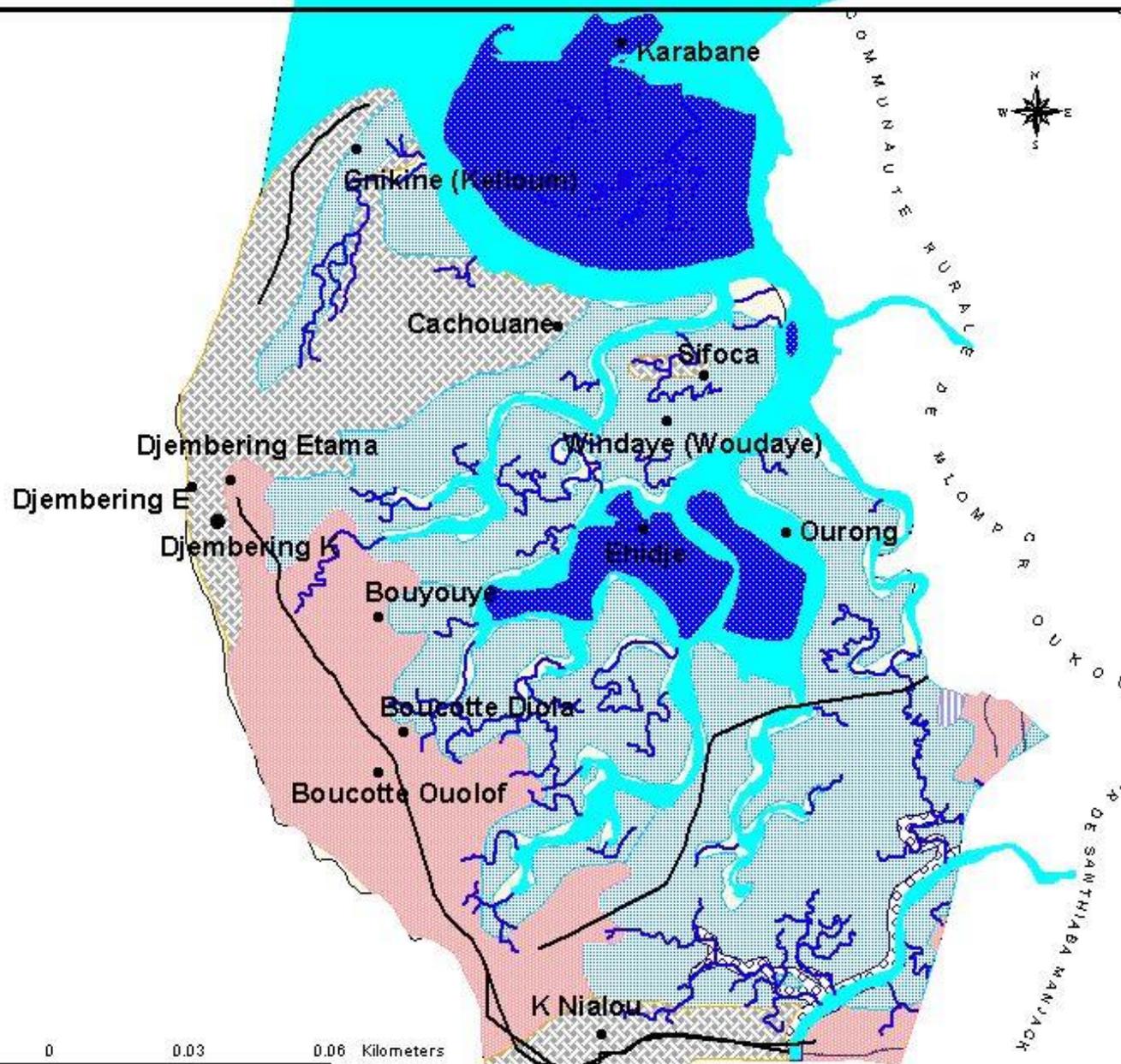
Limites administratives

- Limite CR

Les ressources végétales

- Eaux libres
- Fourres et mangroves
- Tannes Vasières
- Zones de culture

REGION DE ZIGUINCHOR
 DEPARTEMENT DE OUSSOUYE
 Communauté rurale de Djem
 Carte des sols



LEGENDE

Les établissements humains

- Chef lieu de CR
- Autres localités

Les voies de communication

- Route principale
- Autres Pistes

Les ressources en eaux

- Les eaux permanentes
- Les îles
- Cours d'eau temporaire

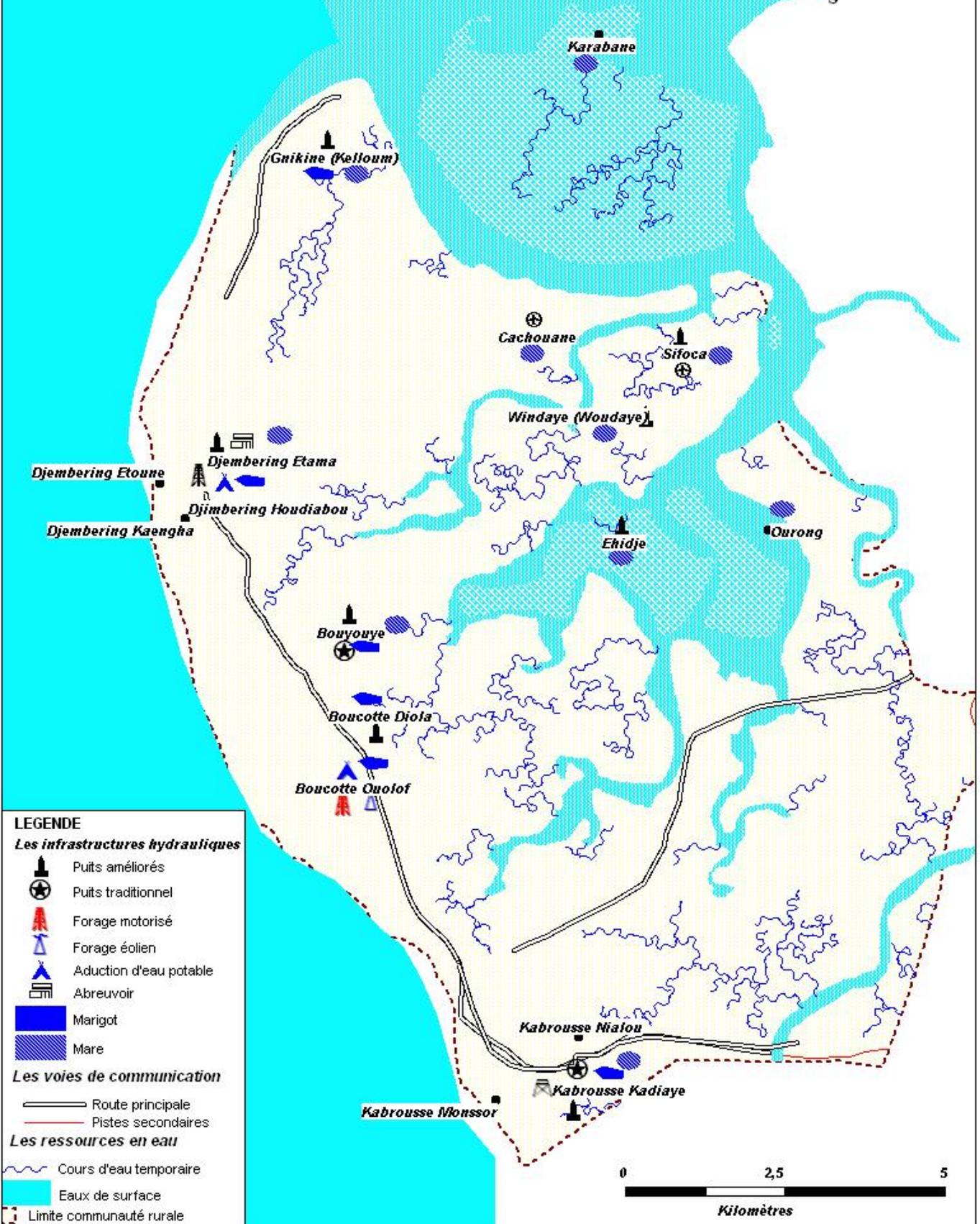
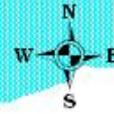
Limites administratives

- Limite CR

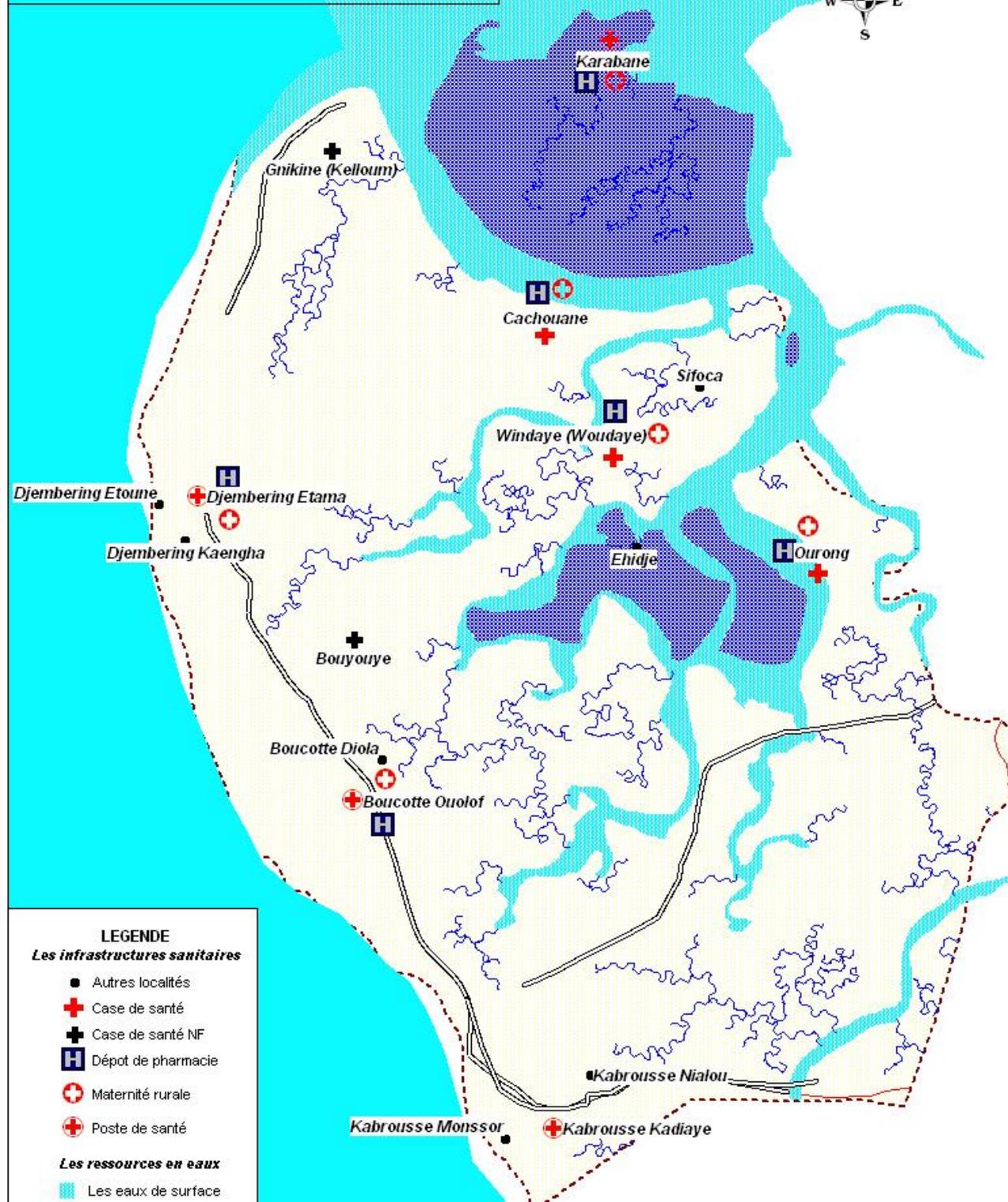
Les ressources pédologiques

- DDunes littorales
- Eau
- Ferralitiques
- Peu évolués
- Vasières

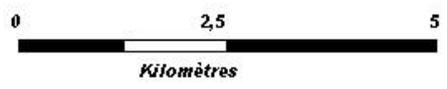
**REGION DE ZIOGUINCHOR
 DEPARTEMENT DE OUSSOUYE
 CARTE HYDRAULIQUE DE LA CR DE DIEMBERING**



REGION DE ZIOGUINCHOR
DEPARTEMENT DE OUSSOUE
CARTE SANITAIRE DE LA CR DE DIEMBERING



- LEGENDE**
- Les infrastructures sanitaires**
- Autres localités
 - ⊕ Case de santé
 - ⊕ Case de santé NF
 - H Dépot de pharmacie
 - ⊕ Maternité rurale
 - ⊕ Poste de santé
- Les ressources en eaux**
- Les eaux de surface
- Les voies de communication**
- Route principale
 - Pistes secondaires
 - Limite communauté rurale



**REGION DE ZIOGUINCHOR
 DEPARTEMENT DE OUSSOUYE
 CARTE SCOLAIRE DE LA CR DE DIEMBERING**



LEGENDE

Les infrastructures scolaires

-  Ecole Secondaire
-  école maternelle
-  Ecole elementaire
-  Ecole arabo coranique
-  Classe Alphabetisation
-  centre de formation professionn
-  Autres localités

Les ressources en eaux

-  Les eaux de surface

voies de communication

-  Route principale
-  Pistes secondaires
-  Limite communauté rurale

